MICHEL MAZOR

# LA CITÉ ENGLOUTIE

(Souvenirs du ghetto de Varsovie)

PRÉFACE DE
MARIUS MOUTET
SÉNATEUR, ANCIEN MINISTRE

ÉDITIONS DU CENTRE
*PARIS 1955*

Digitized by Project Zikaron
Touro University-NY Libraries
www.zikaron.tourolib.org
2026

# LA CITÉ ENGLOUTIE

## (SOUVENIRS DU GHETTO DE VARSOVIE)

## DU MEME AUTEUR :

**Les Archives de Rosenberg :**
« Le Monde Juif » NN 32-37

**La « justice » hitlérienne :**
« Le Monde Juif » NN. 42-45

**La « folie » hitlérienne :**
« Le Monde Juif » NN. 50-55

**Les nazis entre eux :**
« Le Monde Juif » NN. 56-67

**Essais (L'Antisémitisme, Contre les Tièdes, Eppur si muove et autres) :**
« Le Monde Juif » NN. 54, 57, 60, 62, 65

**EN PREPARATION :**

**Les Archives de Rosenberg (Edition complète)**

MICHEL MAZOR

# LA CITÉ ENGLOUTIE

(Souvenirs du ghetto de Varsovie)

PRÉFACE DE
MARIUS MOUTET
SÉNATEUR, ANCIEN MINISTRE

ÉDITIONS DU CENTRE
*PARIS 1955*

Digitized by Project Zikaron
Touro University-NY Libraries
www.zikaron.tourolib.org
2026

*Tous droits de traduction,*
*de reproduction et d'adaptation*
*réservés pour tous les pays.*

PARIS 1955

# AVANT-PROPOS

Fidèle à son programme, le Centre de Documentation Juive Contemporaine continue la publication des textes qui doivent servir en quelque sorte de « matière première » aux futurs historiens de la tragédie juive sous la Croix Gammée.

La grande majorité de nos publications qui ont vu le jour jusqu'ici étaient basées sur des documents provenant du camp de l'oppresseur — ce qui a permis de reconstituer, rouage par rouage, la machine terrifiante destinée à exterminer les Juifs.

Une seule fois avant la publication que nous faisons paraître en ce moment, nous avons rendu public un témoignage d'une victime de la barbarie raciste — je pense à l'émouvant ouvrage de Georges Wellers : *De Drancy à Auschwitz* qui a eu un si profond et vaste retentissement grâce aux qualités humaines de l'auteur et à son objectivité rigoureuse.

Dans la *Cité engloutie*, de Michel Mazor, l'oppresseur ne paraît, pour ainsi dire, pas en scène — seule la volonté criminelle est partout présente. Ce que ce livre nous montre, ce sont les réactions à l'intérieur d'une communauté de victimes traquées, le mode de vie qui s'y installe, l'état d'esprit qui y règne. J'ajouterai que ce livre est seul à nous l'apprendre, car tout cela nous est raconté par l'une des très rares personnes ayant survécu à la tragédie du ghetto de Varsovie et douée d'un sens de pénétration psychologique, d'un don d'observation, d'une honnêteté intellectuelle et d'une objectivité que le lecteur appréciera certainement.

Je crois que pour saisir l'esprit dans lequel Michel Mazor traite son sujet, il n'est pas inutile de connaître ses antécédents. Son père fut un éminent avocat à Kiev, en Russie, professeur de droit civil, en même temps que l'un des pionniers du sionisme naissant. Les plus nobles traditions de l' « intelligentzia » judéo-russe régnaient dans sa famille —

c'est-à-dire que l'intérêt pour les problèmes sociaux en général et pour les questions juives en particulier y était passionné et vif. Devenu avocat à son tour, Michel Mazor quitta la Russie natale au moment de la guerre civile pour s'établir en Pologne. Il fut inscrit au barreau de Varsovie, capitale polonaise qui abritait alors la communauté juive numériquement la plus forte de l'Europe. Dès avant la guerre, Michel Mazor prenait part aux activités des différentes organisations sociales juives.

Après le déclenchement de la guerre, la défaite de la Pologne, l'occupation nazie, Michel Mazor se trouva, comme tous ses concitoyens juifs, enfermé dans le fameux ghetto de Varsovie — de tragique et exaltante mémoire. Il y développa son activité sur le plan social, ce qui lui a permis de connaître à fond la structure intérieure de cette étrange société, recluse dans la cité étroite, finalement engloutie par les flots de la barbarie hitlérienne — après le sursaut sublime d'avril 1943.

La mise en lumière — pour la première fois dans la littérature historique née de la deuxième guerre mondiale — des aspects psychologiques de la vie intérieure du ghetto confère au témoignage de Michel Mazor un intérêt tout à fait particulier. Observateur clairvoyant et objectif, il note aussi bien le courage humble et silencieux, le sens profond de la solidarité, la pitié humaine que les côtés négatifs de la vie sociale du ghetto.

Michel Mazor ne connut pas les heures sanglantes de la révolte : déporté vers le camp d'extermination de Treblinka à la fin de 1942, il ne dut son salut qu'à son évasion d'un wagon de bestiaux.

Son témoignage a été publié en grande partie dans notre revue *Le Monde Juif* et suscita aussitôt le plus vif intérêt dans tous les milieux spécialisés comme dans le public. Les principales publications historiques parues depuis tiennent compte du texte de Michel Mazor et rendent hommage à l'auteur. Dans son livre *La solution finale*, traitant de la persécution des Juifs sous Hitler, Gérald Reitlinger se réfère plusieurs fois à la *Cité engloutie* et dit que c'est « *un aperçu des problèmes sociaux du ghetto rédigé d'une manière étonnamment sobre* ». Il considère M. Mazor comme « *le témoin le plus impartial* ».

L'historien Philip Friedman cite de nombreux extraits de l'ouvrage M. Mazor comme « *le témoin le plus impartial* ».

le définit comme « *une étude détaillée, consciencieuse et bien fondée de la vie et des souffrances de Varsovie, traitée par un survivant* ».

La disparition de la Communauté de Varsovie, foyer incomparable de la culture juive, fut l'une des pertes les plus douloureuses pour le judaïsme. Ses conséquences sont incalculables. C'est pourquoi, le C.D.J.C. a cru de son devoir de consacrer l'une de ses premières publications à la révolte glorieuse du ghetto de Varsovie, vue par son bourreau, le sinistre Stroop ; aujourd'hui, nous sommes heureux de rendre public un témoignage extrêmement précieux sur la vie à l'intérieur de cette communauté pendant les dernières années de son existence et de lui rendre ainsi une dernière fois un pieux hommage venant du fond de notre cœur meurtri.

I. SCHNEERSOHN,
*Président du C.D.J.C.*

# PRÉFACE

Au seuil de chaque nouvelle journée un chemin s'ouvre devant nous ; êtres mortels, êtres fragiles, nous savons qu'il côtoie des abîmes ; nous nous lançons néanmoins sur ce chemin sans trop d'appréhension car l'expérience nous dit que des garde-fous solides nous protègent : les lois, les coutumes de la vie sociale, les situations établies. Les uns les tiennent pour inébranlables, d'autres cherchent à les consolider, les troisièmes, enfin, s'efforcent de les rompre ; mais c'est bien leur protection qui nous donne le courage d'entreprendre, d'assumer des risques, d'endurer des souffrances et des peines, de vivre, en un mot, la vie de personnes humaines que nous sommes.

Mais qu'adviendrait-il de nous si un matin nous nous réveillions avec l'atroce sensation que la communauté à laquelle nous appartenons est régie par une seule loi : celle de la destruction méthodique, impitoyable de la personne humaine ? La récente et gigantesque « expérience » hitlérienne peut nous fournir une réponse à cette question angoissante.

Cette expérience, le IIIe Reich l'a fait subir à des millions d'êtres humains dans les camps de concentration et les ghettos. L'invraisemblable s'y accomplissait. Des communautés humaines y étaient constituées dans l'intention d'anéantir l'homme en le transformant en bête de somme.

Les témoignages des survivants de cette expérience nous présentent l'analyse de ce que l'homme devenait au sein de l' « univers concentrationnaire ». M. Mazor, survivant du ghetto de Varsovie, enrichit cette littérature d'un essai à la fois sobre et hallucinant dans sa lucidité.

La communauté juive de Varsovie était la plus nombreuse d'Europe. Les nazis l'ont enfermée dans une sorte de vase clos : le ghetto. Rares furent des habitants qui survécurent à la destruction finale de 1943. M. Mazor est l'un de ces chanceux : en sautant du train qui l'emmenait au camp d'extermination de Treblinka, il a pu sauver sa vie.

Les pages de sa « Cité Engloutie » nous dépeignent une vie sociale inimaginable : elles nous la rendent présente dans l'horreur de l'extermination méthodique, dans les réactions psychologiques des victimes. Nous saisissons les mobiles de toutes les formes du comportement de ces dernières — depuis le train-train fastidieux de la vie quotidienne, jusqu'aux élans sublîmes de l'héroïsme, d'un côté, et jusqu'à la bassesse des trahisons, de l'autre. Nous apprenons, en lisant ces pages, que la dignité humaine ne se laisse pas anéantir complètement, quelque perfectionnée que soit la mécanique de l'avilissement qu'on lui fait subir : quelque part, tout au fond de la conscience, une lueur subsiste toujours.

M. Mazor le dit excellemment :

« *Les Allemands nous faisaient souffrir, mais leurs insultes n'arrivaient pas à nous offenser ; ils pouvaient nous anéantir, mais non nous asservir. C'est pourquoi, aucun Juif ne ressentait-il de gêne à raconter ce qu'il avait subi du fait des bourreaux nazis ; il ne considérait pas ces sévices comme infligés par des hommes à d'autres hommes, mais plutôt comme des morsures de chien enragé ou des dégâts provoqués par la foudre.*

*On pourrait même aller jusqu'à prétendre que les Juifs ne haïssaient pas les Allemands dans le sens qu'on attribue communément à ce terme : car la haine présuppose la présence, dans une perspective même très éloignée, d'une sorte de communauté avec son objet, d'une communauté d'espèce — les divergences, causes de l'inimitié, n'interviennent qu'en second lieu. Ainsi l'homme peut-il haïr son semblable. Mais qu'y avait-il d'humain chez ces êtres aux visages obtus et implacables, aux voix hurlantes et sauvages, marquant de leurs bottes un rythme bizarre ?*

*On les sentait si étrangers, si différents, qu'on en arrivait à leur refuser en bloc l'accès au plan des valeurs humaines ; le cauchemar s'était installé dans le monde d'une façon totalement incompréhensible, mais il ne pouvait ne pas disparaître finalement si l'homme, porteur des valeurs spirituelles, devait survivre.*

*De cet esprit de refus, du rejet spirituel de la réalité concrète naquirent tous les courants positifs et tout le pathétique du ghetto : la résistance passive engendrée par la fermeté de l'âme, le mépris du danger allant jusqu'au sacrifice conscient d'un grand nombre des travailleurs sociaux et, enfin, apothéose glorieuse, l'insurrection armée de l'année* 1943. »

MARIUS MOUTET,
Sénateur,
ancien Ministre.

## *AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR*

*« La Cité Engloutie » n'est ni une monographie ni l'histoire du ghetto de Varsovie. Ce sont mes souvenirs personnels sur la vie du ghetto. Cependant, mon intention n'est nullement de parler de moi-même, mais de retracer l'état d'esprit des hommes qui ont dû subir la grande épreuve du ghetto. Mon but est moins de présenter les horreurs du ghetto (elles sont connues) que d'exposer les observations que j'ai faites sur mon entourage et sur moi-même, de montrer notre attitude envers les événements de ces années sans issue, de recréer le climat moral du ghetto — cet état indescriptible de désespérance fiévreuse, doublée, néanmoins, d'un courant de foi dans la libération, de « l'optimisme profond qui est toujours du côté des martyrisés » (A. Gide).*

*Pendant longtemps, j'ai lutté contre la tentation d'écrire mes mémoires. Il est trop pénible de concentrer l'esprit sur les événements des années terribles, de faire revivre les fantômes des amis disparus, de parcourir en pensée les rues effacées de la Cité Engloutie.*

*Si j'ai quand même écrit ses souvenirs, je le dois aux insistances de deux anciens amis, de M. I. Schneersohn, Président du Centre de Documentation Juive Contemporaine, et de M. I. Machover, Président de la « Federation of Jewish Relief Organisations of Great Britain », dont l'autorité a réussi à vaincre ma résistance intérieure. En publiant mon livre, je tiens à leur exprimer ma sincère gratitude.*

# I

## INTRODUCTION — GENERALITES SUR LE GHETTO

Avant cette dernière guerre, le mot « ghetto » évoquait pour nous quelque chose de très éloigné aussi bien dans l'espace que dans le temps : on savait qu'en Afrique du Nord, parmi des populations au niveau culturel peu élevé, les Juifs habitaient encore des quartiers qui leur étaient spécialement réservés ; qu'autrefois, à l'époque du Moyen Age, des ghettos existaient en Europe Occidentale ; les touristes visitaient les vestiges des ghettos d'Allemagne tout comme ceux des châteaux féodaux.

Pour l'homme contemporain l'idée même de ghetto apparaît comme liée à un passé définitivement englouti dans les abîmes de l'histoire.

A l'époque qui précédait immédiatement la deuxième guerre mondiale, quand la vague montante de l'idéologie totalitaire charriait dans ses eaux bourbeuses un renouveau de l'antisémitisme — et ceci pas seulement en Allemagne — dans une atmosphère chargée de menaces vagues, mais redoutables, des pressentiments lugubres donnèrent naissance à quelques œuvres littéraires préfigurant la future catastrophe du Judaïsme. Ainsi, je me rappelle avoir lu, à l'époque, une nouvelle anglaise qui relatait les pérégrinations imaginaires des Juifs exilés d'Europe sur le chemin du désert de Gobi, désigné comme lieu de leur installation.

En Pologne, paraissait un roman sur le transfert des Juifs à Madagascar (une telle idée était prise au sérieux et elle était même assez populaire dans les milieux polonais). D'après ce roman, seuls 100.000 Juifs privilégiés demeuraient en Pologne après l'exil.

Mais les auteurs de ces utopies pessimistes ne se hasardaient jamais jusqu'à imaginer qu'en Europe contemporaine les murs des ghettos pouvaient se dresser à nouveau. Par malheur, la réalité a largement dépassé leur imagination : les ghettos apparurent bel et bien en Europe et ils furent par surcroît les étapes d'un chemin qui menait, hélas ! beaucoup plus loin qu'à Madagascar.

Les nazis eux-mêmes, qui rétablirent les ghettos, craignaient l'impression que cette « reconstitution » pouvait produire ; avec ce mélange de brutalité primitive et de perfidie astucieuse qui les caractérise, ils espéraient tromper l'opinion du monde en interdisant l'emploi du terme de « ghetto » et en le remplaçant par celui plus anodin de « quartier juif » (Judenviertel). (Il faut dire que de telles astuces ne demeuraient pas toujours sans effet.)

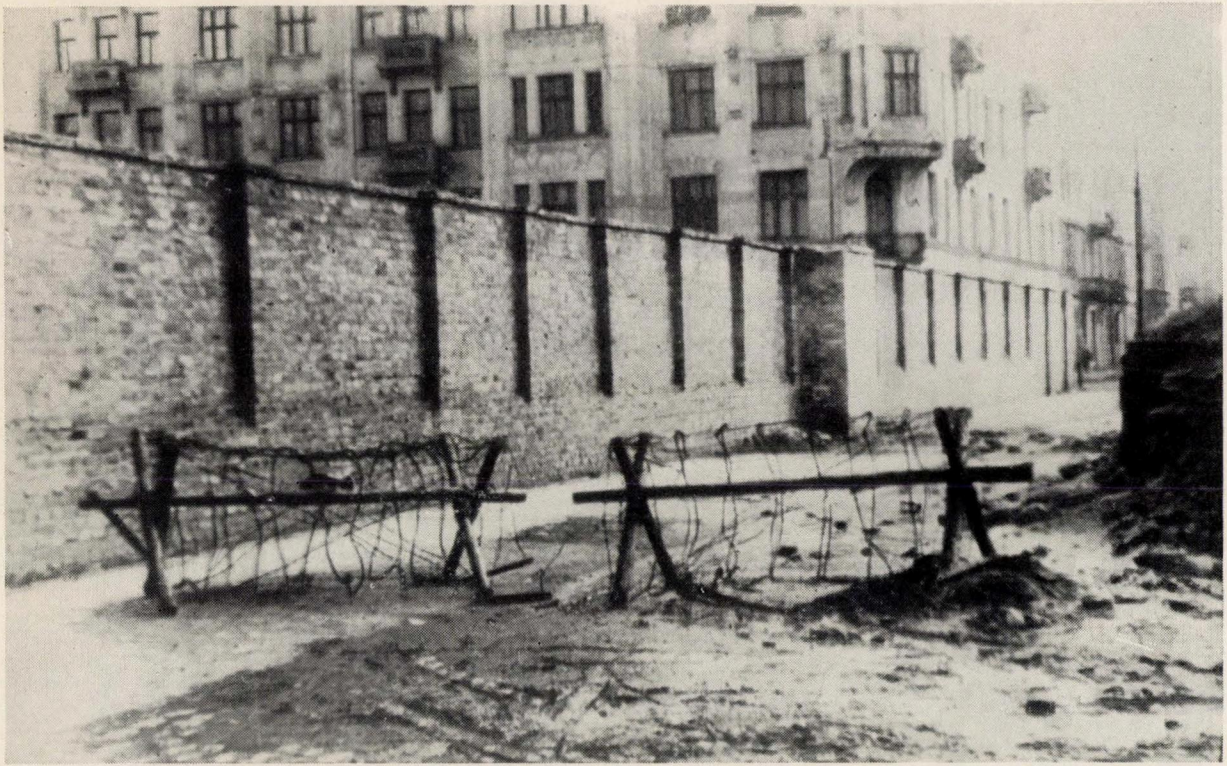
Le « quartier juif » le plus important fut celui de Varsovie ; ce ghetto englobait non seulement la communauté juive la plus populeuse de l'Europe, celle de la capitale polonaise, mais également des masses juives réfugiées à Varsovie d'autres villes polonaises, annexées au Reich (Lodz, etc.) ; en plus, durant toute l'existence du ghetto de Varsovie, les Allemands y déversaient les populations juives expulsées des villes et bourgades environnantes. On peut supposer qu'il fut un moment où la population du ghetto atteignait quelque 400.000 personnes et davantage ; mais on ne possède aucune donnée précise à ce sujet.

Fondée en octobre 1940 et définitivement rasée en avril 1943, cette ville-mirage a disparu pratiquement sans laisser de traces.

Il me semble que jamais encore — même aux époques des catastrophes les plus terribles de l'histoire — aucune génération humaine n'ait accumulé d'expérience spirituelle comparable à celle que portent en eux la poignée des survivants du ghetto de Varsovie : tout disparut autour d'eux, le milieu dans lequel ils vivaient, leurs parents, leurs amis, des simples connaissances, les personnes qu'ils fréquentaient depuis le longues années comme ceux qu'ils ne connaissaient que de vue ou qu'ils ne rencontraient que dans les affaires publiques ou privées. De nombreuses familles disparurent entièrement sans laisser de survivants d'une parenté



I. — Les ruines du ghetto.



**II. — Les murs du ghetto.**

même très éloignée, sans laisser de photos familiales, sans qu'on puisse identifier une seule tombe... Des valeurs spirituelles et des forces créatrices énormes périrent avec ceux qui en conservaient le flambeau. De la ville elle-même, il ne subsiste que des ruines apocalyptiques.

Des matériaux documentaires indispensables pour l'étude de l'histoire du ghetto de Varsovie, il ne demeure qu'un nombre nettement insuffisant. Les archives du Docteur Ringelblum auraient pu en partie combler cette lacune. Cet historien juif, tragiquement disparu, a mesuré dès le premier jour de la catastrophe toute l'importance que revêtait pour l'avenir la conservation du souvenir fidèle de notre époque, si démesurément invraisemblable ; il fut en même temps l'un des travailleurs sociaux les plus actifs et dévoués (j'aurai l'occasion de revenir par la suite sur cet aspect de son activité) ; j'avais eu souvent l'occasion d'échanger avec lui des vues sur les archives qu'il était en train de réunir : son but consistait dans la conservation non seulement du témoignage documentaire des persécutions et des souffrances, mais également de l'évolution intérieure de la vie juive, de l'œuvre des organisations sociales, de l'activité des « autorités ». Pour autant que je sache, on n'est pas encore parvenu à retrouver les archives de Ringelblum dans leur totalité ; quelque considérable que soit la valeur des parties récupérées, elles ne sont quand même pas suffisantes pour permettre une étude approfondie de tous les aspects de la vie du ghetto de Varsovie.

Une autre source de renseignements est l'expérience personnelle des survivants consignée dans des témoignages. Cependant, les témoignages sont d'une part peu nombreux, d'autre part la complexité et la singularité de la vie du ghetto était telle qu'aucune expérience individuelle ne saurait en embrasser tous les aspects ; en outre, en mettant en relief certains de ces aspects et en reléguant d'autres dans l'ombre, les témoignages risquent de fausser l'optique indispensable pour l'évaluation exacte des faits.

En ce qui me concerne personnellement, je m'occupais — dès

avant la création du ghetto, à partir des années 1939-40 — de la formation de « Comités d'Immeubles » dans le cadre du Secteur Public de l'Entraide Sociale. Il sera plus tard question dans ce récit du rôle de ces « Comités d'Immeubles » dans la vie du ghetto ; qu'il me suffise pour le moment de noter que j'ai eu, de par mes fonctions de président de la Commission d'Instruction et de Contrôle des Comités d'Immeubles de la sixième région (la plus pauvre et la plus populaire de la ville) et de président de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles, des contacts fréquents avec la population, lors des assemblées publiques qui réunissaient une nombreuse assistance, et lors des rencontres quotidiennes avec des centaines de personnes : représentants des divers Comités d'Immeubles et assistants sociaux qui me rendaient compte de la situation au sein de ces organisations. Je rencontrais également dans les réunions les représentants des différentes organisations sociales et des partis politiques. Tous ces contacts m'ouvraient un vaste champ d'observation, permettant de suivre les fluctuations de l'état d'esprit des masses, l'évolution générale des conditions sociales et des conditions de vie dans le ghetto, ainsi que le travail des organisations sociales.

Plus encore que leur insuffisance, c'est la partialité probable des témoignages des survivants qui oblige à ne les utiliser pour l'histoire qu'avec beaucoup de prudence : cette partialité qui, consciente ou non, aboutit à la déformation des faits. Elle consiste, par exemple, dans l'exagération du rôle que jouait dans les événements le propre parti du narrateur.

Quoi qu'il en soit, force nous est de reconnaître que nous ne disposons guère de matériaux suffisants pour entreprendre une étude scientifique concernant le ghetto de Varsovie : je suis d'avis que ni une « sociologie » ni une « économie » du ghetto ne pourront jamais être écrites.

Pour les générations futures, de tels travaux ne seront plus possibles du tout. Même au moment présent, mon expérience personnelle m'apprend que tout ce qu'on peut tenter, c'est d'établir une sorte de phénoménologie du ghetto, autrement dit une

description généralisante des traits spécifiques, uniques dans leur densité concrète, de la vie de cette société invraisemblable.

Stefan Zweig note dans ses souvenirs (Le Monde d'Hier*) « qu'il est infiniment plus facile de reconstruire les faits d'une époque que son atmosphère morale ». Cette difficulté de la reconstitution de la véritable atmosphère du passé devient impossibilité totale quand il s'agit d'un ghetto : nul recours à des analogies ou comparaisons n'est permis, car l'horreur et le pathétique du ghetto demeurent absolument exceptionnels, uniques et sans précédents ; on n'a donc aucun espoir de donner en un langage humain ordinaire une description adéquate de la vie et de la fin du ghetto. Sans cela, tout amoncellement de détails — si abondant fût-il, — ne saurait présenter de véritable valeur du point de vue de l'histoire. J'y vois une difficulté majeure insurmontable.

Pour essayer d'imaginer le climat moral du ghetto, l'homme de nos jours doit faire d'abord un double effort. Celui de se transporter mentalement dans les années 1940-42, tout en isolant, dans sa conscience, le sort que le ghetto connut plus tard. Car, à la lumière de son horrible fin, tel trait caractéristique de la vie de cette cité éphémère risque de paraître insignifiant : faudrait-il louer ou blâmer, magnifier ou maudire des phénomènes que l'on sait irrémédiablement condamnés à une disparition prochaine ? Mais les hommes parqués dans le ghetto ne connaissaient pas le sort qui les guettait (au moins jusqu'en 1942) ; la majorité, d'ailleurs, n'en savait rien jusqu'au seuil de la mort. Ils vivaient la vie qui leur fut imposée de force sans en connaître d'autre ; c'est pourquoi, les luttes et les souffrances, les actes d'héroïsme et de faiblesse des gens du ghetto ne perdent rien de leur intérêt humain et historique du fait que leur épopée pourrait sembler trop brève, trop éphémère à un homme de nos jours.

Comment le ghetto de Varsovie fut-il créé ? En octobre 1940 les Juifs habitants Varsovie y furent déversés par centaines de mille : hommes et femmes, jeunes et vieux, nourrissons et vieillards ; des savants à la renommée mondiale comme des

*) Ed. Albin Michel, 1948. Page 244.

illettrés, des idéalistes comme des profiteurs, des libres-penseurs comme de pieux orthodoxes ; il en résultait une société bigarrée avec toutes les nuances innombrables que comporte un vaste milieu humain. Tous ces groupes humains furent astreints à une cohabitation étroite. Tout ce monde a été logé de force dans des appartements déjà surpeuplés, donnant sur des rues étroites, et enfermé à double tour dans cette cité, entourée de murs. La fermeture du ghetto fut décrétée le 15 novembre 1940 ; plus tard un ordre spécial punissait de la peine capitale toute tentative d'en sortir ; et cet ordre ne demeura pas lettre morte. La situation de ceux qui furent amenés dans le ghetto après sa formation fut particulièrement tragique : ces malheureux, expulsés des villes et bourgades des environs de la capitale, arrivaient munis de seuls bagages à main, qu'on leur dérobait souvent à l'entrée ; ils étaient obligés de se nicher dans ce qu'on apppelait « les centres des réfugiés ».

Dès le début, le ghetto fut surpeuplé ; de plus, son étendue se rétrécissait continuellement parce qu'on en retranchait graduellement des blocs d'immeubles et même des rues entières : les habitants de ces derniers venaient grossir le nombre, déjà plus que pléthorique, de ceux du ghetto rétréci ; caser les réfugiés dans le ghetto devint un problème d'une difficulté presque insurmontable. Ce problème, insoluble pour la vie, fut résolu par la mort : la mortalité dans les « centres des réfugiés » fut si forte que leur population changeait fréquemment, les nouveaux arrivants remplaçant les morts — et pour un laps de temps assez bref seulement. Souvent de tels « centres » manquaient d'installations hygiéniques les plus indispensables ; on y vivait dans une promiscuité indescriptible, les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les bien portants et les malades. La faim et les poux, porteurs de typhus, y régnaient en maîtres.

L'hôpital pour les typhiques était, lui aussi, bondé au delà de toute mesure et les malades s'efforçaient par tous les moyens de ne pas y être conduits. Comme, d'autre part, tout typhique devait être obligatoirement déclaré et isolé, les familles camouflaient leurs malades : ces derniers, ayant plus de 40° de fièvre,

faisaient des efforts surhumains pour se tenir debout afin de donner le change ; ils demeuraient parmi les bien portants et propageaient ainsi le mal.

Je me rappelle avoir vu arriver un jour dans un « centre » quelque vingt réfugiés, expulsés de Wilanow, petite ville des environs de Varsovie ; c'était, sauf erreur, en automne 1941. Ces gens avaient derrière eux une année de vie qui n'était, certes, pas facile ; mais ils étaient demeurés dans leurs habitations, ils avaient pu se promener dans les champs, leur teint était halé par le soleil ; une jeune femme souriait en parlant à l'homme qui la tenait par la main...

Comment exprimer ce qu'on ressentait alors, en voyant arriver ces hommes et ces femmes encore sains et normaux et ne se doutant pas du sort qui les attendait : dans très peu de temps la faim, la crasse, la promiscuité et les maladies les transformeront en cadavres vivants — émaciés ou démesurément gonflés ; puis viendront l'agonie douloureuse et la mort. Une fatalité horrible pesait sur ces gens et rien dans les conditions du ghetto de Varsovie ne pouvait en détourner le cours implacable.

Je ne suis pas en mesure d'indiquer, de mémoire, les chiffres globaux des habitants des « centres » pendant les diverses périodes de leur existence. Il est néanmoins incontestable qu'au moment où fut déclenchée la « Grande Action » il y avait beaucoup moins de monde dans les « centres » qu'au début.

A l'époque en question il n'y restait que 6 ou 7.000 personnes — ce sont ces malheureux qui constituèrent les premiers convois de la déportation : le 22 juillet 1942 tous les habitants des « centres » furent dirigés vers le camp sinistre de Treblinka ; les « centres » cessèrent d'exister. Ce jour-là, après la rafle, je me trouvais dans le voisinage de l'un des « centres » : je vis arriver deux de ses habitants, lesquels, absents au moment de la rafle, ne furent pas compris dans la déportation ; l'ayant appris, ils décidèrent de rejoindre le convoi ; toutes les adjurations demeurèrent vaines — ils persistèrent dans cette décision funeste. Leur vie leur était un tel fardeau que tout changement, quel qu'il fut, leur paraissait souhaitable.

Bien entendu, du côté des milieux se consacrant au travail social, la bonne volonté ne faisait pas défaut et bien que tous les efforts semblaient voués à l'échec, on tentait tout ce qui était possible pour adoucir le sort cruel des personnes hébergées dans les « centres » ; parmi les membres des Comités d'Immeubles, des comités de patronage furent formés, ayant pour tâche de leur venir en aide ; les Comités d'Immeubles eux-mêmes s'occupèrent de certains « centres ». Ainsi, l'on peut citer en exemple le « centre » du n° 12 de la Elektoralna. Son comité de patronage comprenait Mme O. Minska (disparue dans le ghetto) et ma femme ; le financement était effectué par le Comité de l'Immeuble (Elektoralna 32) que nous habitions et qui comptait parmi les plus cossus ; en outre, les dames récoltaient des dons privés.

Le comité de patronage commandait le repas des hébergés du « centre » à la cuisine de l'Entraide sociale ; il en assurait le transport, contrôlait la présence de la quantité réglementaire de matières grasses dans les aliments (2 gr. par personne) ; puis, le repas était distribué, accompagné d'une miche de pain. Le comité faisait appel aux soins d'un médecin, qui visitait régulièrement le « centre », veillait à son hygiène, faisait tout son possible pour maintenir le moral des hébergés. Un jour qu'un bébé naquit au « centre », on y organisa une fête à l'occasion de sa circoncision. Hélas ! le bébé ne vécut pas plus de six semaines et son père, exténué par le travail dans un atelier allemand, le précéda dans le royaume de la mort.

Je garde un souvenir particulièrement vivace d'un « Séder » organisé dans ce « centre » par le Comité de Patronage, pour les fêtes de Pâques de l'année 1942. Le Séder avait revêtu un caractère très solennel. Le menu n'avait rien de « classique » (une bouillie, une soupe, des légumes, du café), mais chacun pouvait en profiter à volonté. Les hébergés vidaient goulûment leurs assiettes, en les retournant pour qu'on les remplisse à nouveau. Une satiété inaccoutumée faisait apparaître sur leurs visages une rougeur fiévreuse. Après le repas, l'administrateur du « Centre »

prononça un discours. Ce fut un certain M. Tsalel, palestinien, arrivé à Varsovie en août 1939, avec sa femme et son fils, un « sabra » âgé de 3 ans, pour rendre visite à des parents et qui y demeurèrent immmobilisés par les événements ; Tsalel disait que nous n'étions pas seuls au monde, qu'en ce moment partout, à Londres, à New-York, nos frères pensaient à nous, que la délivrance ne tarderait pas à venir, qu'il fallait tenir jusque-là !

Ceux qui n'ont pas assisté à la scène ne sauraient imaginer le tragique infini qui résonnait dans ces paroles d'espoir prononcées devant des gens qui n'en avaient aucun dans ce monde.

## II

## L'ATTITUDE DES JUIFS ENVERS LES PERSECUTIONS ET LES PERSECUTEURS

Il n'est guère besoin d'être grand connaisseur de l'histoire juive pour noter la différence essentielle existant entre le ghetto du Moyen Age et celui créé par le « Peuple des Seigneurs ». Le premier n'était pas complètement isolé du monde : le jour, on pouvait en sortir ; la vie commune y prenait des formes qui permirent à des générations de Juifs de vivre et de se succéder en gardant leurs propres traditions, en créant même une civilisation particulière.

Le ghetto du Moyen Age représentait encore une forme de vie ; organisée, bien entendu, à l'écart du monde. Au XX[e] siècle, et surtout à Varsovie, le ghetto n'était plus qu'une forme organisée de la mort. « Petit écrin de la mort » (Todeskaestchen), comme l'appela l'une des sentinelles allemandes postées à ses portes.

L'entrée dans le ghetto des marchandises et du ravitaillement était du ressort d'une institution appelée « Transferstelle » ; les quantités des produits admis furent si minimes, les rations des cartes de ravitaillement si insuffisantes, que normalement aucun être humain ne devait, au bout d'un assez court délai, demeurer vivant dans le ghetto. Si tel n'a pas été le cas, si l'agonie du ghetto a pu être prolongée, ce fut grâce à la contrebande de denrées rendue possible par la corruption que les Allemands n'arrivaient pas à supprimer dans leurs propres rangs. La vie dans le ghetto de Varsovie continuait en dépit des règlements allemands ;

mais si ces derniers étaient parvenus à faire régner un véritable « Ordnung » (ordre), la population entière du ghetto aurait succombé à la faim.

Dans le ghetto de Varsovie, les nazis construisirent sur le plan de la réalité concrète un monde que projetait, sur le plan philosophique, le célèbre Martin Heidegger, tout en glorifiant par ailleurs son Führer. Suivant sa conception, le monde ne figure qu'en tant que lieu de mort ; l'homme est jeté dans le monde, dans lequel il s'est perdu ; il n'a aucune autre issue que d'y mourir ; « être pour la mort » — c'est l'essence de la vie.

Le ghetto est, certes, un phénomène de « l'univers concentrationnaire » : mais si nous le considérons tel qu'il apparaissait aux yeux de ses créateurs, nous nous rendrons mieux compte de ce qui le différenciait des formes essentielles de cet univers, en l'espèce, des camps de concentration.

Les pouvoirs qui utilisent de tels camps prétendent que ceux qui y sont internés expient quelque délit ou crime, qu'ils s'y trouvent pour un laps de temps déterminé, aux fins de « rééducation », qu'on leur fournit du travail tout en prenant soin de leur état. Pour ce qui est du ghetto, nul besoin de camouflages savants ni de comédies de ce genre : on y parquait des gens définitivement et pour toujours sans se donner la peine de les accuser de quelque faute, sans se préoccuper tant soit peu de leur sort futur.

Un camp de concentration représentait une machine minutieusement réglée, son organisation intérieure était d'une rigidité inflexible — le ghetto, par contre, n'avait aucune structure intérieure, c'était le chaos débridé, aux remous duquel furent livrées ses victimes. C'est pourquoi les plus déshérités des habitants du ghetto, ceux qui mouraient sur les trottoirs, en exposant aux yeux des passants leurs jambes gonflées par la famine, pouvaient, mieux que ceux des camps, se sentir à la dernière limite de la déchéance et de l'abandon dans l'univers étrange qui les entourait.

Dans le monde disloqué et chaotique du ghetto, tous les cou-

rants vitaux et sociaux prenaient des formes monstrueuses comme reflétées par un miroir déformant : le « dirigisme » du ghetto de Lodz comme le « libre jeu des forces économiques » mis en pratique par le « Judenrat » de celui de Varsovie et aussi la mégalomanie des autorités juives, commune à l'un et à l'autre, furent du nombre.

Non seulement la notion même de l'univers concentrationnaire forgée par David Rousset, mais aussi ses traits caractéristiques, notés par cet auteur, se retrouvent dans le ghetto, qui fut, lui aussi, un fruit de « l'inspiration ubuesque » et de la « hantise kafkéenne ».

Mais l'homme kafkéen qui s'empêtre de plus en plus dans les pièges que le monde incompréhensible lui tend, tout en faisant de vains efforts pour s'en libérer, ne sait, au fond, ni ce qu'il veut, ni où il se dirige ; il n'est lui-même qu'un produit de ce monde absurde et c'est là que réside la cause de sa situation sans issue.

La mentalité du ghetto, par contre, était caractérisée par sa finalité nettement déterminée qui constituait l'élément essentiel de sa structure psychologique. Le ghetto s'efforçait de tenir envers et contre tout, malgré toutes les horreurs et toutes les suffrances, tenir jusqu'à l'aube de la délivrance sur terre. La foi dans la victoire finale et la défaite du nazisme hitlérien ne s'éteignait jamais au cœur des masses du ghetto, parfois à l'encontre de toute évidence ; même aux époques les plus atroces, chaque rumeur favorable, souvent fantaisiste, suffisait pour déclencher une vague d'optimisme qui, sur le fond du désespoir et des souffrances sans nom, faisait naître une lueur d'espoir dans le ghetto tout entier.

Il est intéressant de noter qu'il n'y avait presque pas de suicides dans le ghetto, du moins à l'époque qui nous occupe. Les Allemands n'en méprisaient que davantage les Juifs de l'Est : ceux d'Allemagne, leurs propres Juifs, recouraient fréquemment au suicide dans des conditions beaucoup moins atroces. Les Allemands ne pouvaient évidemment pas comprendre que chaque Juif du ghetto tenait à sa vie dans l'espoir d'assister, ne fût-ce qu'un

instant, à la défaite du nazisme et de voir poindre l'aube d'un monde plus juste.

J'ai pu observer une fois de plus cet état d'esprit dans les circonstances suivantes : vers la mi-août 1942, en pleine période de déportations massives, je faisais partie du groupe d'un millier de Juifs qui s'abritaient dans la petite usine des frères Landau, rue Gesia ; l'on dormait, les uns sur les autres, sur le plancher ou sur de la sciure de bois ; la plupart d'entre nous souffraient d'une alimentation déficiente, étaient atteints de dysenterie. Notre situation était bien précaire : les Allemands, ayant épuisé les réserves des déportables démunis de papiers protecteurs, commencèrent à « bloquer » (rafler) les usines : chez nous, ils raflèrent un jour presque toutes les femmes et tous les enfants (environ 300 personnes). Le « blocus » devenait de plus en plus fréquent : on nous mettait en rangs chaque fois dans la cour et l'officier SS choisissait ses victimes suivant son bon plaisir. Ainsi, il désigna une fois tous ceux qui étaient mal rasés : il se trouva que c'étaient précisément des ouvriers spécialisés. Après cette rafle l'usine resta desservie par des négociants, avocats, travailleurs sociaux, etc. Malgré tout, il nous semblait alors possible que quelque « cellule » réussirait quand même à survivre dans l'usine ; et nous nous disions l'un à l'autre : « Espérons qu'au moins l'un de nous survivra et sera en mesure de raconter ce qui se passait ici. »

Non loin de notre usine, à une extrémité de la rue, se trouvait un immeuble d'habitation, qui ne bénéficiait d'aucune sorte de protection. Les habitants, pour ainsi dire de base, avaient été déportés au début de l' « action », mais l'immeuble fut continuellement hanté par des gens par hasard réchappés des autres parties du ghetto ; hélas ! ces hôtes n'y faisaient guère de longs séjours : quelques jours au plus, quelques heures parfois ; des ombres nouvelles se faufilaient pour prendre la place des disparus...

Un jour nous vîmes apparaître dans la cour de notre usine l'un des hôtes passagers de la maison en question. C'était un tapissier de son métier, qui en bavardant avec moi me proposa de louer un lit de camp pour 5 zlotys la nuit. Cette proposition

fut acceptée avec joie ; deux jours plus tard il y en eut une nouvelle : 25 zlotys par semaine. Une telle affaire semblait alors bien aléatoire, car les deux parties contractantes n'avaient que peu de chances de vivre une semaine entière ; j'en assumai néanmoins le risque. En prenant congé, le tapissier me tint le discours suivant : « Nous sommes à une époque où il faut vivre et vouloir vivre malgré et contre tout. Dans le passé, quand un homme se voyait obligé d'échanger son logement contre un autre, plus modeste, ou n'était pas en mesure de faire honneur à des traites, il se jetait par la fenêtre... Maintenant, c'est différent... Rien ne peut forcer un Juif à se faire justice... Il veut vivre pour voir comment ce sera après... ». Je n'ai plus jamais revu mon partenaire dans l'affaire du lit de camp : j'héritai de ce dernier, pas pour longtemps, il est vrai, car je fus moi-même déporté le 4 septembre 1942. Dans son discours sans apprêt, le philosophe ingénu du ghetto nota et exprima avec justesse l'attitude spirituelle spécifique de la masse juive à l'égard de la réalité terrifiante dans laquelle elle vivait et des persécutions inhumaines dont elle était victime : « Il faut tenir à tout prix ; le ghetto, c'est quelque chose qui nous a été imposé du dehors ; mais tout cela sera surmonté, l'ordre humain des choses ne peut pas ne pas ressusciter parmi les hommes ».

Sur le plan purement spirituel, le Judaïsme a répudié l'idée du ghetto — sur un plan plus général, le Judaïsme s'opposa résolument aux Allemands, et cela dès le début de l'occupation. Quelles que fussent les humiliations que les Allemands nous imposaient — elles venaient « du dehors », elles ne pouvaient atteindre en nous le sens profond de notre dignité humaine. Voici une scène caractéristique de cet état de choses : peu avant la création du ghetto, je passai par la rue Marszalkowska avec un ami, « brassard juif » au bras ; soudain, nous nous trouvâmes face à face avec deux adolescents allemands, âgés de 15 ou 16 ans, revêtus de l'uniforme d'une quelconque organisation paramilitaire nazie ; les deux jouvenceaux se mirent à hurler et nous finîmes par comprendre qu'ils exigeaient que « les Juifs » se découvrent devant eux.

Nous enlevâmes alors, avec le plus grand sérieux, nos bonnets ; nous nous observions mutuellement : les deux Allemands avaient en main des cravaches et il était manifeste qu'ils pouvaient, si le désir leur en venait, nous fouetter jusqu'au sang dans l'impunité la plus parfaite. Nous sentîmes qu'ils se trouvaient soudainement désemparés et perplexes — comme s'ils avaient compris en un éclair que, malgré tous les coups et toutes les cravaches, l'acccès aux sources de notre conscience humaine leur demeurait interdit, qu'ils pouvaient nous infliger des souffrances mais non asservir notre esprit... Ils nous regardèrent pendant quelques instants, puis, avec un geste désabusé de la main, tournèrent les talons et s'en furent...

Cette prise de position spirituelle, les Juifs de Varsovie l'adoptèrent spontanément dès le début des persécutions. Même avant le ghetto, la vie leur fut rendue insupportable ; on les tournait en dérision, on les tourmentait de mille façons. Il leur était impossible de se montrer dans les rues où les attendaient des rafles incessantes pour les astreindre à des travaux, en majeure partie complètement inutiles et absurdes — et ceci souvent accompagné de coups. Voici quelques épisodes, cités au hasard, se rapportant à un bref laps de temps : il s'agit de locataires juifs de l'immeuble du 23, Wilcza, que nous habitions au début de l'occupation, et de quelques autres, situés dans le voisinage. Un ingénieur juif rentra un jour chez lui accoutré de sa pelisse retournée : les Allemands l'avaient forcé à se ridiculiser ainsi devant une foule de passants moqueurs. Une autre fois, c'est un jeune Juif qui rentre chez lui, le visage défiguré et en sang : un agent de la Gestapo, le voyant dans la rue son pardessus sur le bras, avait prétendu qu'à l'aide de ce pardessus il cachait son brassard de Juif ; le prétendu délit fut puni sur-le-champ.

Dans la nuit du 31 décembre 1939 au 1er janvier 1940, les Allemands firent irruption dans l'un des appartements où une nombreuse société se trouvait réunie, composée pour la plupart de réfugiés de Lodz ; ils obligèrent les jeunes, hommes et femmes, à se dévêtir complètement et à contempler leurs nudités.

Un autre jour, j'aperçus dans la rue deux Allemands qui chassaient devant eux un jeune homme juif en tenue de soirée, habit et huit-reflets : j appris qu'en perquisitionnant chez le Juif en question, les Allemands découvrirent ces vêtements qui, d'après eux, ne devaient pas faire partie d'une garde-robe juive : d'où la punition spectaculaire.

Une jeune femme, Mira J..., me raconta que, raflée dans la rue, elle fut obligée de laver les planches des casernes, en utilisant en guise de serpillières sa propre lingerie de soie. On pourrait multiplier à l'infini les citations des faits de ce genre, avec leurs conséquences, parfois, beaucoup plus graves. La vie, certes, devenait infernale, mais si nos corps étaient sans défense, nos âmes se trempaient dans la tourmente et rendaient inaccessible aux bourreaux le repli caché, où nous conservions notre véritable dignité d'hommes.

Les Allemands nous faisaient souffrir, mais leurs insultes n'arrivaient pas à nous offenser ; ils pouvaient nous anéantir, mais non nous asservir. C'est pourquoi, aucun Juif ne ressentait-il de gêne à raconter ce qu'il avait subi du fait des bourreaux nazis ; il ne considérait pas ces sévices comme infligés par des hommes à d'autres hommes, mais plutôt comme des morsures de chien enragé ou des dégâts provoqués par la foudre.

On pourrait même aller jusqu'à prétendre que les Juifs ne haïssaient pas les Allemands dans le sens qu'on attribue communément à ce terme : car la haine présuppose la présence, dans une perspective même très éloignée, d'une sorte de communauté avec son objet, d'une communauté d'espèce — les divergences, causes de l'inimitié, n'interviennent qu'en second lieu. Ainsi l'homme peut-il haïr son semblable. Mais qu'y avait-il d'humain chez ces êtres aux visages obtus et implacables, aux voix hurlantes et sauvages, marquant de leurs bottes un rythme bizarre ?

On les sentait si étrangers, si différents, qu'on en arrivait à leur refuser en bloc l'accès au plan des valeurs humaines ; le cauchemar s'était installé dans le monde d'une façon totalement incompréhensible, mais il ne pouvait ne pas disparaître finalement si l'homme, porteur des valeurs spirituelles, devait survivre.

*De cet esprit de refus, du rejet spirituel de la réalité concrète, naquirent tous les courants positifs et tout le pathétique du ghetto : la résistance passive engendrée par la fermeté de l'âme, le mépris du danger allant jusqu'au sacrifice conscient d'un grand nombre des travailleurs sociaux et, enfin, apothéose glorieuse, l'insurrection armée de l'année* 1943.

On sait pourtant qu'aucune société humaine ne constitue de monolithe : le ghetto, lui aussi, connaissait des hommes qui ne se haussaient pas jusqu'au niveau spirituel dont nous venons de parler, en s'abaissant par contre jusqu'à l'acceptation du fait et en cherchant des accommodements et des compromis.

Je me souviens d'une rencontre près des murs du ghetto. Mon interlocuteur, ingénieur assez cultivé, avait de l'expérience. La conversation débuta par le récit des difficultés et des échecs des Allemands dont je tenais pour utile de répandre les nouvelles souvent sans trop y croire. La réponse de l'ingénieur fut la suivante : « Laissez ces fantaisies. Personne ne viendra à bout des Allemands : nous sommes dans le ghetto pour longtemps, cinquante ans peut-être. »

Je lui dis alors : « S'il en est ainsi, pourquoi ne vous fracasseriez-vous pas le crâne contre le mur que voilà ? »

Mais il va sans dire que ceux qui « acceptaient » le ghetto n'avaient nulle envie de se fracasser le crâne. Ils s'installaient pour de bon dans le ghetto et, afin de rendre leur vie aussi agréable que faire se pouvait, ne se montraient pas difficiles sur le choix des moyens.

Cet esprit, qui dominait dans certains milieux du ghetto, fut la source de tous ses aspects négatifs : de la rapacité insatiable des gros contrebandiers et des propriétaires d'ateliers utilisant le travail des esclaves, de la mégalomanie de l'administration communale qui se croyait un véritable pouvoir d'Etat, de la corruption de son entourage, des abus du service de ravitaillement, enfin des actions criminelles et honteuses de la police juive.

La mégalomanie des « autorités communales » touchait parfois au grotesque ; de nombreuses « histoires » anecdotiques en

rendaient compte, car jamais, même aux jours les plus atroces, le ghetto ne perdait son sens de l'humour. Le président du « Judenrat », l'ingénieur A. Czerniakow, habitait dans la rue Chlodna, non loin du pont, spécialement construit pour permettre le passage d'une partie du ghetto dans l'autre. Ceci fit naître des commentaires suivants : le pont en question a été construit pour que le Président du « Judenrat » n'ait rien à envier au Président de la République Polonaise, dont la résidence se trouvait, elle aussi, dans le voisinage d'un pont sur la Vistule.

On racontait également, qu'ayant constaté la présence dans les rues du ghetto de deux soldats allemands, le « Judenrat » avait adressé au gouvernement du Reich une note protestant contre cette infraction à sa souveraineté territoriale (l'entrée du ghetto était, en réalité, interdite aux Allemands pour éviter la contagion possible — « Seuchengefahr »).

En passant du plan anecdotique à celui de la réalité, il faut admettre que le « Judenrat » protégeait et nantissait de postes importants dans l'administration des personnes complètement détachées du Judaïsme ; ces dernières affichaient ouvertement dès avant la guerre leur a-sémitisme et, parfois, en arrivaient à des actes nuisibles aux Juifs. Aux reproches qui avaient été adressés au Président du « Judenrat » à ce propos, il répondit : « Nous ne sommes plus la Communauté Israélite d'avant-guerre, mais la partie juive de la capitale où tous les habitants jouissent des mêmes droits... »

A cette conversation avec le Président avait pris part l'une des plus fortes personnalités du Judaïsme de Varsovie, la très regrettée Madame Sophie Syrkin-Binsztajn, docteur en médecine, à laquelle me liait une vieille amitié ; c'est elle qui me communiqua la teneur de ce dialogue.

Il paraît pourtant que le Président Czerniakow personnellement était plutôt un homme de bonne volonté, mais il était mal entouré ; s'il n'a pas toujours été à la hauteur du rôle difficile qui fut le sien, il l'expia par la dignité de sa mort : ayant appris, au début de la « Grande Action » allemande de 1942, que les

nazis exigeaient du « Judenrat » qu'il fournisse des contingents à déporter, il absorba du poison. Bien entendu, la situation de la communauté était des plus difficiles et aucun des problèmes qui se posaient dans cette cité de la mort, qui fut le ghetto de Varsovie, ne pouvait trouver de solution positive. Néanmoins, on peut affirmer que la possibilité de soulager quelque peu, même temporairement, les souffrances de la partie la plus déshéritée de la population n'a jamais été exploitée.

## III

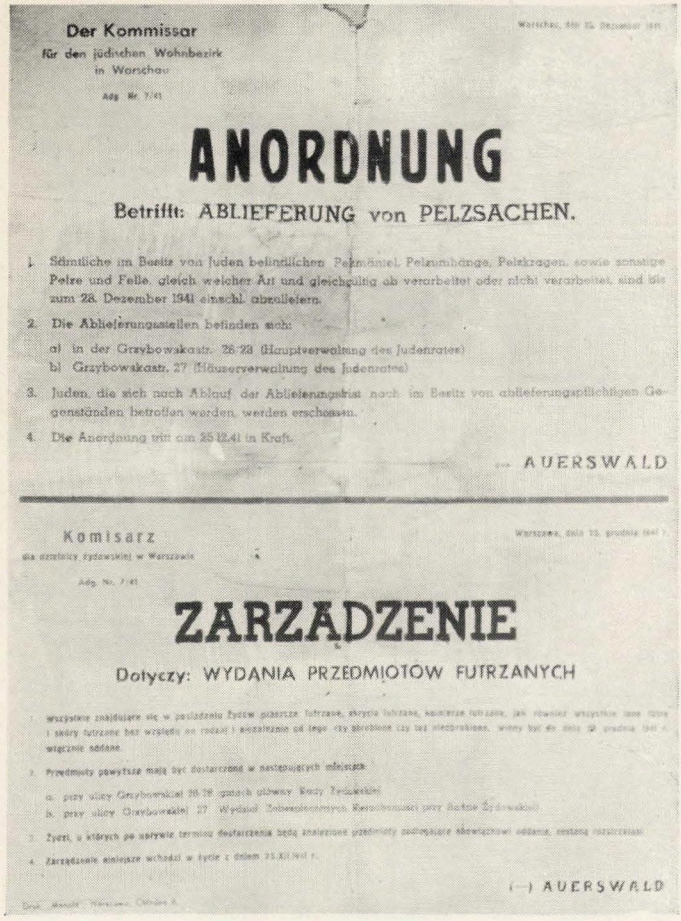
## LES « JUDENRAETE » EN GENERAL ET CELUI DE VARSOVIE EN PARTICULIER

Les administrations des communautés juives (Judenraete), nommées par les Allemands, n'étaient pas en substance des organes de l'autonomie juive. C'était l'instrument créé par les Allemands pour leur prêter concours dans la réalisation de leurs desseins envers les Juifs : l'intégration dans le ghetto, le dépouillement et la déportation — et ceci par la main des Juifs mêmes.

Les faits ont démontré que, par la force des choses, les « Judenraete » étaient devenus les exécuteurs des ordres allemands dans tous ces domaines ; on pouvait prévoir d'avance que tel serait justement leur rôle (évidemment sans imaginer d'avance les limites qu'atteindrait la férocité de Hitler), et il me semble qu'en devenant membre du « Judenrat », tout Juif devai se rendre compte du rôle qu'il était appelé à jouer et de sa responsabilité. Bien entendu, il n'y a aucun doute qu'une partie des membres des « Judenraete » était sincèrement convaincue que, dans les conditions existantes, le sort des Juifs persécutés ne pouvait être allégé que grâce à ces institutions ; c'était juste à un certain point, tant qu'il était question de régler les relations internes entre les Juifs. Mais cela ne change rien au fait que les personnes devenues, par la volonté des Allemands, « Führer juifs », devaient inéluctablement, indépendamment de leur bonne volonté, suivre le chemin fatal qui les menait à devenir un instrument docile entre les mains des Allemands.

Il m'est arrivé d'entendre certains membres des « Judenraete » affirmer qu'ils avaient été nommés par les Allemands sans leur

accord et à l'encontre de leur volonté. Il est possible que, dans des cas très peu nombreux, l'un ou l'autre titulaire du poste de « Obmann » (président) du « Judenrat » ait été astreint de l'accepter, mais dans la plus grande majorité des cas il n'y avait pas de contrainte. Et d'ailleurs, il existait toujours la possibilité de s'effacer, afin de ne pas être remarqué par les Allemands. De façon générale on peut donc affirmer que les membres des « Judenraete » l'étaient devenus de leur propre gré, et les candidats ne manquaient pas. La tentation en était évidente car, dans les premières années de l'occupation, l'appartenance au « Judenrat » signifiait une situation privilégiée aussi bien du point de vue de l'aisance matérielle que de la sécurité personnelle. Les Allemands savaient ménager et apprécier leur personnel aussi longtemps qu'ils en avaient besoin. Il n'y a aucun doute qu'à mesure que les événements se déroulaient, certains parmi les membres des « Judenraete », se rendant compte de leur rôle, étaient en proie à une lutte intérieure intense et cherchaient à expier leur faute et à se soustraire à l'exécution des ordres fatals. Ainsi, nous avons déjà narré le suicide de l'ingénieur Czerniakow, président du « Judenrat » de Varsovie. Je connais également un autre cas où le vice-président du « Judenrat » de la ville de Zamosc (je crois me souvenir que son nom était Szeps) s'était mis à la tête d'un convoi de déportés et, en les encourageant, monta avec les autres dans le train de la mort. Mais tous ces cas, indépendamment de leur nombre, ne changent rien au fait qu'en Pologne occupée les « Judenraete » n'étaient rien d'autre que l'instrument des Allemands, et c'est comme tel que les considérait la population sur laquelle ils exerçaient le pouvoir. Il se peut que dans certaines villes de province cette situation était quelque peu aplanie du fait que là les « Judenraete » montraient plus de bonne volonté et d'élasticité : par la corruption des autorités locales, ils arrivaient à améliorer dans une certaine mesure les conditions de vie de la population ; autant que je sache, dans les ghettos de province personne n'est mort de faim, ce cauchemar n'existait pas.



Der Kommissar
für den jüdischen Wohnbezirk
in Warschau

Abg Nr. 7/41

# ANORDNUNG

## Betrifft: ABLIEFERUNG von PELZSACHEN.

1. Sämtliche im Besitz von Juden befindlichen Pelzmäntel, Pelzumhänge, Pelzkragen, sowie sonstige Pelze und Felle, gleich welcher Art und gleichgültig ob verarbeitet oder nicht verarbeitet, sind bis zum 28. Dezember 1941 einschl. abzuliefern.
2. Die Ablieferungsstellen befinden sich:
   a) in der Grzybowskastr. 26/28 (Hauptverwaltung des Judenrates)
   b) Grzybowskastr. 27 (Häuserverwaltung des Judenrates)
3. Juden, die sich nach Ablauf der Ablieferungsfrist noch im Besitz von ablieferungspflichtigen Gegenständen betroffen werden, werden erschossen.
4. Die Anordnung tritt am 25.12.41 in Kraft.

gez. AUERSWALD

---

Komisarz
dla dzielnicy żydowskiej w Warszawie

Adg. Nr. 7/41

# ZARZĄDZENIE

## Dotyczy: WYDANIA PRZEDMIOTÓW FUTRZANYCH

1. wszystkie znajdujące się w posiadaniu Żydów płaszcze futrzane, okrycia futrzane, kamizelki futrzane, jak również wszystkie inne rzeczy i skóry futrzane bez względu na rodzaj i wartościowość czy obrobione czy nie obrobione, winny być do dnia 28 grudnia 1941 r. włącznie oddane.
2. Przedmioty powyższe mają być dostarczone w następujących miejscach:
   a. przy ulicy Grzybowskiej 26/28 (gmach główny Rady Żydowskiej)
   b. przy ulicy Grzybowskiej 27 (Wydział Zobowiązaniowych Kwestionariuszy przy Radzie Żydowskiej)
3. Żydzi, u których po upływie terminu dostarczenia będą znalezione przedmioty podlegające obowiązkowi oddania, zostaną rozstrzelani.
4. Zarządzenie niniejsze wchodzi w życie z dniem 25.XII.1941 r.

(—) AUERSWALD

**III. — Ordre aux Juifs de Varsovie de livrer des fourrures.**



**IV. — Mort de l'inanition dans une rue du ghetto.**

C'est à Varsovie que le caractère réel du « Judenrat » apparaissait dans son entière et évidente signification et la masse de la population le haïssait ; les Comités d'Immeubles appliquaient, en grande majorité, une politique de non-collaboration. Toutes les tentatives du « Judenrat » de mettre la main sur ces Comités et d'en faire son instrument se heurtaient à une résistance farouche. Il est significatif, pour juger de la mentalité des masses, que dans mon sixième district de l'Entraide — la partie de la ville la plus populeuse et la plus pauvre (c'était le Faubourg Saint-Antoine du ghetto) — l'accès à la séance générale des Comités d'Immeubles était pratiquement fermé même aux fonctionnaires techniques du « Judenrat ». Je me souviens qu'à une de ces séances qui se tenait dans le local du district, il fut constaté que l'orateur ayant pris la parole était un collaborateur du « Judenrat » ; l'irritation qui s'éleva contre lui prit des formes si menaçantes que j'eus beaucoup de peine à lui faire quitter la réunion sain et sauf.

Le rôle du « Judenrat » et de la police juive dans la « Grande Action » de 1942 sera exposé séparément, lorsqu'il sera question des déportations massives au camp d'extermination de Treblinka ; ici, pour donner une idée des fonctions que le « Judenrat » était obligé d'accomplir, je raconterai le fait suivant, choisi au hasard :

Fin décembre 1941, les Allemands émirent un ordre intimant aux Juifs du ghetto de Varsovie de livrer toutes les fourrures et vêtements de fourrure en leur possession : les pelisses, les cols, les manchons et même les objets les plus insignifiants. Cet ordre contenait une sanction : la présence du plus petit bout de fourrure sous n'importe quelle forme chez un Juif entraînant la peine de mort sur place.

Comme toujours, c'est le « Judenrat » qui exécuta l'ordre. Par un froid rigoureux, de longues queues stationnaient devant les dépôts du « Judenrat » ; chaque Juif tenait sur le bras ses vêtements chauds qu'il livrait aux Allemands. L'ordre fut exécuté de manière exemplaire, et les Allemands exprimèrent même au « Judenrat » leur satisfaction à ce sujet.

De plus, le « Judenrat » était le porte-parole des Allemands, même en ce qui concerne leurs crimes les plus effroyables.

Ainsi, dans la nuit du 17 avril 1942, un massacre de travailleurs sociaux estimés eut lieu dans le ghetto de Varsovie. Le lendemain, dès le matin, nous reçûmes au Centre de l'Entraide les nouvelles de ces assassinats nocturnes, qui furent exécutés partout d'après le même programme : un détachement d'Allemands emmenait la victime de son appartement et la tuait à proximité d'un coup de revolver ; le cadavre restait dans la rue. Les assassins étaient venus dans le ghetto avec une liste de victimes et de leurs adresses. Le programme était établi d'avance et exécuté minutieusement. Il y avait en tout 52 assassinés, dont plusieurs avec qui j'avais eu l'occasion de collaborer au cours de mes activités sociales. Parmi eux un jeune statisticien de talent, Menachem Linder ; ensuite, l'un des plus actifs travailleurs dans le domaine de l'aide sociale, E. Kagan — organisateur des cuisines populaires ainsi que des Comité d'Immeubles et premier président de la Commission Centrale de ces Comités ; et d'autres encore...

Au premier abord il était difficile d'établir d'après la liste des tués ce qui avait guidé les assassins dans le choix de leurs victimes. Il apparaissait que c'était le premier acte d'extermination des effectifs des travailleurs sociaux. L'inquiétude régnait dans le ghetto ; nombreux étaient ceux qui ne couchaient plus chez eux.

Deux ou trois jours plus tard, parut un communiqué du « Judenrat » notifiant que l'action était terminée et que les victimes étaient punies pour « s'être occupées de ce qui ne les concernait pas ».

Le communiqué était plutôt ambigu : d'un côté, il était rassurant — de nouveaux assassinats n'étaient pas envisagés pour le moment, mais d'autre part il semblait confirmer qu'un délit quelconque avait été commis par les victimes.

Le sens du communiqué, une fois déchiffré, semblait être que les représailles avaient été appliquées aux personnes qui s'occu-

paient de la presse clandestine. Cette explication n'était pas très éloignée de la vérité ; ainsi, parmi les tués se trouvait le riche boulanger Blaiman, qui donnait des subsides à cet effet. E. Kagan sortait toujours de ses poches des communiqués ronéotypés de la radio étrangère et racontait les nouvelles. Il n'y avait donc aucun doute que les Allemands avaient des informateurs au sein du ghetto. Pour nous, qui, en raison de notre activité parmi la grande masse de la population, étions obligés de participer continuellement à des réunions très fréquentées, la situation devenait dangereuse.

Evidemment, le « Judenrat » ne pouvait avoir d'influence sur le déroulement des événements : il n'était en mesure ni de les empêcher ni de rien y changer. Il n'y a pas de doute, que le « Judenrat » ne voulait pas piller les Juifs en leur enlevant les vêtements chauds et que les assassinats du 17 avril avaient ému la plupart de ses membres autant que les autres habitants du ghetto de Varsovie. Pourtant, par la suite, ce dernier événement servit souvent de prétexte au « Judenrat » dans les tentatives de mettre la main sur l'activité sociale indépendante dans le ghetto et de l'étouffer.

De toute façon, ces faits choisis au hasard confirment l'idée que, sous l'occupation allemande, les « Judenraete » étaient l'instrument de la politique allemande qui exécutait directement les ordres des Allemands ou leur servait de porte-parole.

Et pourtant, les « Judenraete » ne peuvent pas être considérés comme organes de collaboration. Le terme « collaboration », dans le sens que nous avons pris l'habitude de lui attribuer pendant la dernière guerre, comporte l'octroi par les Allemands d'une certaine liberté, même minime, aux personnes et aux milieux recherchés par eux pour la collaboration bénévole. Cet élément n'existait pas pour les « Judenraete ». De ce point de vue, la politique allemande à l'égard des Juifs ne différait en rien de celle appliquée à tout le pays. On peut lire souvent dans la presse la désignation de la Pologne comme « pays sans Quisling », paroles devenues un slogan et prononcées avec orgueil.

Il est difficile, en général, d'imaginer un pays où il ne se trouverait pas un petit groupe de traîtres, prêts à prendre le pouvoir de la main du plus cruel occupant ; et ceci est surtout applicable à la Pologne qui, dans les années d'avant guerre, était systématiquement empoisonnée par le venin antisémite et totalitaire et dont les dirigeants recevaient Goebbels, Goering et Frank en hôtes de marque.

La Pologne fut le « pays sans Quisling », parce que les Allemands ne le cherchaient pas. Ils ne voulaient pas créer même l'illusion d'un gouvernement polonais ; ils se sont contentés de s'asservir l'administration polonaise en l'utilisant pour la réalisation de leur politique. Le rôle des « Judenraete » était le même, mais sous une forme encore plus évidente et dénuée de ménagements.

Mais il existe en même temps un autre aspect très important du rôle et de l'activité des « Judenraete » en Pologne et, en particulier, à Varsovie. Ayant parqué les Juifs dans l'enceinte du ghetto, les Allemands se sont, d'une manière générale, peu intéressés à eux et relativement peu immiscés dans la vie et les relations réciproques des Juifs enfermés dans le ghetto. A cet effet, les pleins pouvoirs ont été légués aux « Judenraete ». Dans les limites des possibilités existantes dans cette ville de la mort, le « Judenrat » pouvait régler et diriger la vie des Juifs.

C'est pourquoi le « Judenrat » doit porter devant l'histoire l'entière responsabilité de ses actes et de ses défaillances dans ce domaine. Il est responsable de l'activité de la police juive qui lui était subordonnée et qui s'est transformée en une bande de gangsters ; de la corruption qui s'est introduite dans tous ses organismes et de bien d'autres choses encore. Mais en premier lieu, il faut faire au « Judenrat » de Varsovie le reproche d'être resté indifférent aux atroces souffrances des masses et de ne pas avoir appliqué les mesures qui étaient en son pouvoir pour alléger quelque peu la misère de la population la plus déshéritée du ghetto.

Peu nombreux sont ceux qui savent que, dans les premières

années de l'occupation, se basant sur l'ordre des prestations de travail obligatoire pour tous les Juifs jusqu'à l'âge de 60 ans, les Allemands organisaient dans différents endroits de la Pologne de petits camps juifs de travail ou « d'éducation » : ils prenaient au printemps dans chaque ghetto un nombre déterminé d'hommes, pour la plupart des jeunes gens, et les gardaient jusqu'à l'automne, après quoi ils pouvaient rentrer chez eux. Ces camps étaient souvent organisés séparément pour les Juifs de chaque ville, de sorte qu'il existait un camp pour les Juifs de Varsovie, un autre pour ceux de Lublin, etc. Ils étaient dirigés par les SS. Ce n'étaient pas encore des camps d'extermination, mais on peut les appeler des camps de tortures. Il n'existe pas de paroles pour décrire les souffrances et les humiliations auxquelles furent soumises les victimes. La nourriture était telle que tous les détenus sans exception souffraient de la dysenterie. Pourtant, après une heure déterminée, il était interdit de quitter l'intérieur des baraquements. Les SS tuaient d'un coup de revolver à bout portant toute personne qui essayait de sortir. La saleté et la puanteur, la faim et la terreur qui régnaient dans ces camps étaient indescriptibles. De nombreuses victimes n'avaient pas la force de supporter cette vie et laissaient à leurs codétenus le soin de leur creuser des tombes. Mais j'en ai vu quelques-uns qui en sont revenus. Un médecin de l'O.S.E. m'a montré un jeune homme dont tout le corps était couvert de vésicules de la gale. Le médecin me dit que jusqu'à ce moment il ne pouvait pas imaginer un malade dans un état aussi négligé. Jai eu l'occasion de m'entretenir avec un groupe de jeunes gens rentrés d'un tel camp en automne 1941. Quelques-uns parmi eux étaient partis bénévolement, considérant que puisque c'était inévitable, il était de leur devoir de ne pas créer de complications et de faciliter par leur exemple la formation du contingent. J'avais connu deux de ces jeunes gens avant — ils étaient alors robustes et pleins de vitalité. Tous ces garçons, sans parler des traces de coups qu'ils portaient, faisaient maintenant l'impression d'hommes dont la flamme était éteinte : leur force vitale était coupée à la racine. Après l'épreuve qu'ils

avaient subie, ils n'étaient plus capables de vivre. Plusieurs d'entre eux moururent bientôt.

A cette époque, toutes ces horreurs ne faisaient pas partie d'un programme bien établi prescrit par les hautes autorités, elles se passaient plutôt sur le plan local. Les conditions de vie des détenus dépendaient donc, dans une large mesure, du bon vouloir des surveillants SS, dont le rang dans la hiérarchie administrative n'était pas très élevé et qu'il était possible de rendre plus conciliants au moyen de cadeaux et d'argent, d'autant plus que les Allemands ne voyaient pas d'objections à ce que les communautés du lieu d'origine des détenus exercent leur tutelle sur ces derniers. Je connais des cas où les délégués des « Judenraete » provinciaux visitaient les camps, y amenaient des médicaments et, s'étant arrangés avec l'administration SS, obtenaient une amélioration des conditions de vie, le remplacement de personnes faibles ou âgées par des hommes plus jeunes et plus robustes et même la diminution du nombre des détenus. Le « Judenrat » de Varsovie n'appliquait aucun de ces moyens et, après le départ du contingent, ne se souciait guère du sort des détenus. La seule fois où ses délégués devaient visiter le camp, ils ont préféré rebrousser chemin. Les ressortissants de Varsovie étaient donc beaucoup plus malheureux dans ces camps que les originaires de nombreuses villes de province.

Mes lecteurs doivent comprendre quelle lourde tâche est dévolue à celui qui retrace l'histoire de la Cité Engloutie : les justes et les fautifs, les victimes et ceux dont le cœur était fermé aux souffrances de leurs frères ont tous péri en martyrs dans l'extermination totale ; il ne reste presque plus personne à qui l'on pourrait faire des reproches pour le passé. Le récit doit être fait et conçu en faisant abstraction de tout élément personnel. Mais il me semble que la tragédie sans égale de la vie et de la disparition de cette cité éphémère fasse une obligation au narrateur de dire toute la vérité et de ne rien cacher des sombres aspects de la vie du ghetto. Ceux-ci étaient nombreux et comment en aurait-il pu être autrement ? Dans une société humaine, placée

dans d'aussi terribles conditions, dans le chaos, l'iniquité et l'absence de toute défense, dans la gêne et le malheur, quand il fallait mener une lutte farouche pour pouvoir continuer son existence purement physique, ce sont les plus bas instincts qui devaient prendre le dessus et seuls les gens cruels et dénués de scrupules pouvaient se maintenir à la surface. Ce qui est beaucoup plus étonnant (et ceci est une heureuse déviation du cours normal des choses) — c'est que dans le ghetto de Varsovie, à côté des forces obscures et malgré et à l'encontre de tout ce qui se passait, les larges couches de la population juive, bien plus nombreuses, gardaient intactes les hautes valeurs humaines. Ces hommes, au lieu de s'abrutir, prenaient soin non seulement d'eux-mêmes mais aussi de leurs prochains, étaient prêts à se sacrifier pour eux et avaient créé des institutions altruistes de grande envergure, sous des formes inconnues ailleurs. Ma tâche essentielle est de donner au moins un aperçu de ces institutions qui faisaient face au problème central, aussi bien social que moral, du ghetto.

Si, par la suite, j'étais obligé de mentionner encore le « Judenrat », ce ne serait que dans la mesure où son comportement envers cet aspect du problème avait une influence sur la vie du ghetto. En particulier, je n'ai pas l'intention de raconter toute l'histoire de la politique d'impositions du « Judenrat » de Varsovie, mais seulement d'illustrer par quelques exemples combien la vie du ghetto était rendue plus pénible encore par l'indifférence du « Judenrat » à l'égard des souffrances inhumaines de tous ces déshérités qui étaient casés dans les « Centres des Réfugiés », de tous ceux qui mouraient d'inanition, d'une mort lente et douloureuse dans les rues du ghetto ou dans leurs sales et étroites demeures.

Dans ce problème essentiel de la vie du ghetto, la population était livrée à elle-même et elle ne rencontrait de la part de l'administration, qui était représentée par le « Judenrat », ni aide ni compréhension.

# IV

## STRUCTURE SOCIALE DU GHETTO

On a beaucoup parlé des contrastes sociaux du ghetto, mais ils existent sous des formes différentes en tous les points du globe et, sans doute, le ghetto de Varsovie n'était pas précisément l'endroit où la justice sociale pouvait être réalisée. Mais dans cet univers clos sur lui-même et qui constituait, si l'on peut dire, un champ d'expérience, toutes les fonctions vitales s'effectuaient sur un plan plus aigu et plus brutal : le contraste social ne résidait pas dans le déséquilibre entre la paye d'un manœuvre et les revenus fantastiques d'un magnat de l'industrie, ni dans l'opposition de la chaumière et du palais. Il s'exprimait d'une façon plus élémentaire : c'était la différence entre le repu et l'affamé, et elle éclatait à la vue des foules de mendiants mourant de faim qui erraient dans les rues où ne manquaient pas les restaurants et les cafés regorgeant des victuailles les plus rares.

Sur le boulevard principal du ghetto, la rue Leszno, se trouvaient au moins une vingtaine de restaurants ; ils étaient également nombreux dans la rue Zelazna, Sienna et autres. En raison de l'indigence de la population, les jeunes filles et les femmes des milieux les plus différents s'offraient comme serveuses, de sorte que les tenanciers n'avaient que le choix. Si bien qu'aucune ville du monde n'avait, comme la cité éphémère du ghetto, autant de femmes élégantes et belles pour servir dans les cafés : « Café des Arts » (Sztuka), « Splendid », « Negresco », etc.

Les locaux de certains de ces établissements étaient décorés avec goût, la nourriture y était agréable et abondante et les devantures avec leurs bouteilles de vin et leurs hors-d'œuvre variés

étaient fort alléchantes. Mais devant ces étalages passaient et tombaient souvent d'inanition des foules de misérables mendiants. En les voyant, je me demandais souvent pourquoi ces malheureux, qui n'avaient plus rien à perdre, ne cassaient pas les vitres pour s'emparer de nourriture et manger au moins une fois à leur faim ! Pourtant, autant que je sache, rien de tel ne se produisit. Des hommes résignés à la faim mouraient lentement devant les restaurants et les magasins d'alimentation. Pourquoi ? Ce n'étaient ni la peur ni les coups de la police juive qui les arrêtaient, mais la conscience de leur situation sans issue. Le ghetto était approvisionné clandestinement et, malgré le simulacre de l'abondance, les aliments étaient en fait si minimes que, si on avait réparti également les réserves des restaurants, ils n'eussent pas suffi à offrir à tous les affamés un seul repas. La vie dans ce cercueil fermé avait ses lois propres et infligeait à ses victimes des souffrances continuelles qui souvent aboutissaient à la mort.

Notre milieu de travailleurs sociaux était péniblement affecté par cet aspect de la vie du ghetto et des voix s'élevaient parfois en faveur de la fermeture de tous les restaurants et cafés. Les sentiments que nous éprouvions pouvaient évidemment suggérer une telle solution mais là n'était pas le point essentiel du problème. La fermeture des restaurants n'aurait pas amélioré la situation des affamés, mais elle aurait plutôt grossi leurs rangs, car un grand nombre de travailleurs étaient employés par ces établissements et leurs fournisseurs.

Dans l'espace plus que restreint des appartements surpeuplés du ghetto, nombreux étaient ceux pour qui les heures passées au café ou au restaurant à converser avec des amis étaient les seuls moments de détente. Je ne parle pas de tripots, tels que l'hôtel Britannia au 20 de la rue Nowolipie ou autres qui servaient de lieux de rencontre aux éléments douteux, mais d'établissements modestes. Ces derniers étaient identiques à ceux de toutes les autres villes du monde. Ils donnaient l'illusion d'une vie normale à laquelle les Juifs avaient été si cruellement arrachés. Et leur simple existence dans une ville que les Allemands

considéraient comme un cimetière, n'était-ce pas, dans un certain sens, la protestation du ghetto, l'affirmation de son droit de vivre ?

Lorsque, à force de travail et de goût, une cour poussiéreuse du ghetto était transformée en café dans un jardin où il y avait de l'herbe, des fleurs et même une petite fontaine ; lorsque quelques-uns de ces établissements offraient un programme musical de haute valeur artistique ; lorsque parfois les orchestres faisaient entendre des chants anglais (ce qui était inconcevable dans tout autre endroit sous l'occupation allemande), n'était-ce pas une preuve de la force vitale du ghetto ?

Un jour, le commissaire allemand du ghetto, Auerswald, pénétra inaperçu dans un de ces cafés situés dans la rue Leszno et entendit chanter en anglais ; il fut pris d'un tel accès de fureur qu'il menaça de tout démolir. Mais cet incident n'eut pas de suites : les propriétaires avaient sûrement réussi à « apaiser » le commissaire.

La seule solution au problème concernant le contraste frappant entre l'aisance et la faim, que la conscience ne pouvait accepter, aurait été d'obliger les riches à partager avec les affamés. Mais on ne pouvait pas s'attendre à un mouvement de compassion de la part de ces nouveaux riches qui payaient des notes fabuleuses dans les restaurants ; c'étaient des gens sans scrupules, ayant souvent acquis leurs fortunes par des procédés douteux. Et d'ailleurs, dans aucune société humaine cette race d'hommes ne compatit à la misère d'autrui. Voici une anecdote cruelle qui donnera une idée du manque de cœur :

Un gros monsieur, satisfait de lui-même, est attablé devant une nappe richement garnie. Un mendiant épuisé, couvert de haillons, réussit à s'approcher de sa table et demande l'aumône ; il essuie un refus. Le mendiant insiste : « Je n'ai rien mangé depuis deux jours », implore-t-il. Et le riche de répondre : « C'est le comble ! Non seulement il ne mange pas lui-même, mais encore il ne veut pas laisser les autres manger à leur aise ! »

La seule instance susceptible de mater les gens de cette espèce et de les forcer à remplir leur devoir était le « Judenrat »

qui détenait le pouvoir, plus exactement son département du ravitaillement. Cette institution était dirigée par d'anciens membres de l'Union des Commerçants Juifs qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne pouvaient se départir de la mentalité propre à leur milieu. Les personnes qui les approchaient m'ont rapporté qu'ils considéraient que la tâche la plus importante était de favoriser le développement du commerce et la rentabilité des entreprises commerciales du ghetto.

A la tête de ce groupe était Abram Hepner, âgé de 70 ans, antérieurement président de l'Union des Commerçants et, dans le ghetto, membre du « Judenrat » et son ministre du ravitaillement. Hepner était une figure très marquante. C'était un self-made man qui avait créé une importante entreprise de vente de métaux, organisée en tenant largement compte des besoins des employés. C'était un homme scrupuleusement honnête et prêt à se sacrifier pour l'accomplissement de son devoir tel qu'il le comprenait. A l'époque des déportations massives, lorsque les rafles et les sélections s'étendirent aux administrations, il se mit spontanément à la tête de ses collaborateurs dans les rangs, où l'on avait commencé à choisir les victimes.

Malheureusement, cet homme était démuni de modestie dans le sens donné à ce terme par Camus et qui implique la prise en considération de l'avis des autres. Il tranchait toutes les questions de son propre chef et les objections ou critiques lui étaient intolérables. L'idée même d'un contrôle public lui semblait une offense personnelle. Dans ces conditions, il arriva ce qui était à prévoir : le pouvoir passa entre les mains de favoris qui savaient s'adapter au caractère du maître. Le collaborateur principal de Hepner dans le domaine du ravitaillement général était un homme corrompu, et dans le domaine de l'aide sociale c'était Henri Rottenberg, jeune homme propre et honnête, mais ambitieux et autoritaire.

Il me semble qu'à l'égard de toute autorité agissant sans contrôle on puisse énoncer une règle qui ne connaisse pas d'exceptions : si cette autorité commet une faute, elle ne peut jamais

faire marche arrière et la première erreur la conduit sur une pente où elle est entraînée d'un mouvement irrésistible.

C'est ce qui se produisit dans le département du ravitaillement du ghetto : le désordre et la corruption augmentaient en progression géométrique, et bien que la personne de Hepner bénéficiât toujours de l'estime générale, son activité suscitait dans les milieux sociaux un mécontentement croissant. Je me souviens qu'à une réunion de la Commission Principale (organe supérieur de l'assistance sociale, fondé peu avant juillet 1942 et comprenant les représentants des partis politiques, de différentes institutions et de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles), un certain Neustadt fit entendre des protestations véhémentes contre une série de mesures prises par Hepner. Pourtant ce Neustadt, un des directeurs de l'A.J.D.C., représentait à la Commission le « Centos » (Société Centrale des Protection des Orphelins), institution patronnée et favorisée par ce même Hepner.

Hepner se considérait comme le protecteur des enfants juifs. Sa devise était généreuse et héroïque : « Nos enfants doivent vivre ». Mais la réalisation de ce slogan dépendait du « Centos ». Avant la guerre c'était une importante institution sociale, financée surtout par l'A.J.D.C., qui s'occupait de la protection des orphelins sur une grande échelle. A l'époque de l'occupation, il fut administré par deux directeurs qui le transformèrent en organe de protection de l'enfance en général et s'en attribuèrent le monopole. La protection de l'enfance représente encore un triste aspect de la vie du ghetto. Il est impossible d'en parler en passant. Je ne mentionnerai ici que l'étrange mesure suivante : dans les cuisines populaires, un indigent adulte devait payer pour une assiette de soupe, en plus du prix, soit 50 groches, un supplément de 20 à 25 groches, qui allégeait d'autant le prix payé par les enfants. Si bien, que la nourriture des enfants était payée non par les riches, mais par les indigents ! Cependant, le défaut essentiel venait de ce que, pratiquement, seul un petit groupe privilégié avait droit à la dénomination élective de « nos enfants » : ceux

qui avaient eu la chance d'être admis dans les internats. La grande majorité des autres restait sans protection aucune, tandis que les internats étaient souvent installés avec confort et vivaient dans l'opulence. Lorsque des groupements sociaux (les cercles féminins du Secteur Public de l'Entraide) tentaient d'entreprendre une action de secours en faveur des plus déshérités des enfants sans abri, dont personne ne prenait soin, ils se heurtaient à divers obstacles parce que leurs tentatives empiétaient sur la compétence exclusive du « Centos ». Mais les efforts des organismes sociaux pour modifier cette politique étaient vouées à l'échec, en raison de l'appui prêté au « Centos » par A. Hepner et par d'autres membres influents du « Judenrat ».

Les directeurs du « Centos » — Adolf Berman et Joseph Gitler — fort heureusement restés en vie, n'ont sûrement pas oublié les objections et les critiques formulées par le bureau de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles en maintes circonstances et, en particulier, lors de nos rencontres organisées dans l'appartement de l'ingénieur Zabludowski.

Pendant tout le temps de l'existence du ghetto, les groupements qui s'occupaient de l'aide sociale, ou plutôt du sauvetage social, ne purent s'entendre avec les représentants des « autorités ». A la suite de longues instances, le « Judenrat » avait enfin publié une ordonnance prescrivant une imposition de 10 pour cent sur toutes les notes de restaurant en faveur de l'aide sociale ; mais cette collecte devait s'effectuer sous le contrôle des agents du « Judenrat » qui souvent ne restaient pas insensibles aux arguments tangibles des restaurateurs. Toutes les démarches effectuées pour que l'encaissement et le contrôle de cette imposition soient exercés par l'Entraide (Z.T.O.S.), qui diposait dans le Secteur Public de cadres de travailleurs sociaux intègres et dévoués, n'eurent aucun succès. Finalement, cette imposition plus que modeste ne rentrait jamais régulièrement.

Il est évident que cette imposition ne constituait qu'une mesure partielle et ne résolvait que d'une manière limitée un problème qui demandait à être envisagé d'une façon plus large :

tous ceux qui disposaient des moyens nécessaires auraient dû contribuer à aplanir les injustices les plus frappantes et alléger, même temporairement et partiellement, le sort de la population la plus déshéritée.

Il faut pourtant se rendre compte que l'application de nos suggestions, qui préconisaient l'établissement d'un impôt général sur les capitaux et les revenus selon les principes appliqués dans toute autre société civilisée, se heurtait ici à de grandes difficultés en raison de la structure sociale spécifique du ghetto.

Parmi les habitants du ghetto de Varsovie, il faut en premier lieu distinguer deux groupes fondamentaux :

1) ceux qui y résidaient antérieurement et possédaient des entreprises sur le territoire assigné ensuite au ghetto ;

2) les habitants des autres parties de la ville, qu'on obligea à s'y installer. (Je ne mentionne pas la troisième catégorie — les habitants des environs intégrés dans le ghetto plus tard, qui étaient les indigents inscrits du secours social.)

La situation des personnes appartenant au premier groupe était en général plus favorable, car elles logeaient dans leurs anciens appartements et menaient leur train de vie habituel ; les nouveaux venus étaient privés de tout cela. En principe, il n'était permis d'amener dans le ghetto que les effets personnels, car tout l'ameublement des appartements devait rester à la disposition des successeurs aryens ; en fait, il était possible dans la plupart des cas d'apporter également les meubles, mais il n'y avait pas de place pour les caser. Par exemple, lorsque ma femme et moi déménageâmes dans le ghetto, nous ne pûmes amener dans notre unique chambre qu'un divan, deux fauteuils et une partie de ma bibliothèque.

Les commerçants dont les entreprises se trouvaient sur le territoire du ghetto avaient conservé, malgré les pillages qui suivirent immédiatement l'occupation, une grande partie de leurs marchandises et purent, par la suite, les utiliser d'une façon ou d'une autre. Par contre, les propriétaires d'entreprises situées en dehors du ghetto avaient le plus souvent perdu tous leurs biens,

car on les avait purement et simplement chassés de leurs locaux dont ils durent livrer les clés ; ou bien aussi on leur raflait les marchandises. Parfois, pour prévenir cette éventualité, ils transféraient leurs stocks à des Polonais, mais jamais ils ne parvinrent à les récupérer.

Les Juifs étaient privés de la possession et de la gérance de leurs entreprises industrielles et commerciales et de leurs biens immobiliers, confiés à des institutions allemandes spéciales ou à des administrateurs désignés par celles-ci. Les comptes en banque des Juifs et les valeurs leur appartenant étaient bloqués. Ainsi, les Juifs étaient démunis de tout ce qui représente normalement les éléments de la fortune et sert de base à l'imposition.

Les fortunes juives consistaient donc en biens liquides, valeurs étrangères et pierres précieuses, que les Allemands n'arrivaient pas toujours à découvrir et à confisquer. Certaines familles avaient conservé ainsi de grandes fortunes, mais il n'était pas facile de les estimer pour l'imposition.

Généralement, les gens aisés dépensaient simplement leurs économies. Le pourcentage de ceux qui gagnaient leur vie était, dans le ghetto, bien moins élevé que dans n'importe quelle autre société humaine. Néanmoins, il existait et se créait des groupements qui continuaient à gagner de fortes sommes et même à s'enrichir. A cette catégorie appartenaient les commerçants qui exploitaient leurs entreprises ou en organisaient de nouvelles, surtout si elles subvenaient aux besoins les plus élémentaires de la population : magasins d'alimentation, restaurants, boulangeries. Il y avait par exemple un grand nombre de très riches boulangers et confiseurs ainsi que des fabricants de brosses pour les Allemands, qui ne cessaient pas d'accroître leur fortune.

Par la suite, une nouvelle espèce de profiteurs apparut : ils tiraient des bénéfices énormes en exploitant les conditions spécifiques de la vie du ghetto. C'étaient les grands contrebandiers, ceux qui avaient obtenu des concessions allemandes pour la vente de certaines marchandises ou pour l'exploitation de moyens de communication (Kohn et Heller), les sous-entrepreneurs juifs de

firmes allemandes qui exécutaient leurs commandes, les concessionnaires du département du ravitaillement pour la production de denrées de première nécessité, telles que la confiture ou le miel artificiel et qui obtenaient le sucre au prix taxé, etc...

Cette analyse, plus que sommaire, de la structure sociale du ghetto, démontre qu'il existait dans le ghetto des milieux qui auraient pu aisément faire des sacrifices en faveur des déshérités, mais leur imposition n'était pas une entreprise facile. Les difficultés n'étaient pourtant pas insurmontables ; les renseignements fournis par des experts de chaque branche et par les Comités d'Immeubles pouvaient servir de base à l'application de mesures sévères mais justes, qui étaient un devoir élémentaire de la conscience. Mais le « Judenrat » refusait de suivre cette voie : il admettait soit les impôts indirects sur les objets de première nécessité, soit l'imposition directe égale pour tous, qui écrasait le pauvre, mais que les riches supportaient fort allégrement ; ces impôts étaient, d'ailleurs, dans les conditions du ghetto, tout à fait insuffisants pour réunir les fonds nécessaires. Voici des exemples de cette politique sociale : 10 % des denrées distribuées avec cartes d'alimentation étaient prélevées pour l'aide sociale, c'est-à-dire que l'indigent était privé de son dernier morceau de pain ; une imposition générale, égale pour tous, était établie pour la lutte contre les épidémies ; le « mois de l'enfant » était marqué par une série de collectes obligatoires, d'un montant égal pour tout le monde ; les médicaments étaient grevés d'une taxe représentant 40 % de leur valeur, et ainsi de suite. De plus, le « Judenrat » avait institué une taxe de 1 zloty pour le renouvellement mensuel de chaque carte d'alimentation. Malgré de vives protestations, le « Judenrat » n'a jamais voulu abroger cette mesure ; beaucoup plus tard, il consentit à l'augmenter, dans des cas individuels, jusqu'à 2 et 5 zlotys, mais cette mesure n'a jamais été appliquée. Comme un très grand nombre d'habitants du ghetto étaient démunis de tous moyens et que, d'autre part, le « Judenrat » ne pouvait les priver de cartes d'alimentation, ces personnes était libérées de l'imposition et recevaient des « ta-

lons » spéciaux qui leur donnaient le droit d'obtenir les cartes d'alimentation gratuitement. Celui qui n'a jamais été dans le ghetto de Varsovie ne peut imaginer quelle ombre sinistre ces « talons » projetaient sur la vie du ghetto et quelle lutte infernale présidait à leur distribution. Au début, ils étaient distribués directement par le « Judenrat », mais les abus étaient tels que celui-ci préféra céder cette fonction à l'Entraide. Même là, à l'Office Central, on n'en venait pas à bout ; bien plus tard, un nouveau système fut élaboré : l'Office Central répartissait la quantité disponible de « talons », suivant un coefficient déterminé, entre six districts, qui effectuaient la distribution par l'intermédiaire des Comités d'Immeubles. Mais le nombre de « talons » était toujours insuffisant, car le « Judenrat » en émettait un nombre inférieur à celui des nécessiteux. Chaque mois, les districts étaient littéralement assiégés par des foules agitées d'indigents qui n'avaient pas reçus de « talons ». Ainsi, jusqu'en juillet 1942, « l'impôt de famine de Rosenstadt » (on lui avait donné le nom de son créateur, membre influent du « Judenrat ») pesait lourdement sur le ghetto et était la source d'inquiétudes et de troubles. Dès le début de la « Grande Action », ces mêmes « talons » étaient devenus des certificats donnant droit à une mort accélérée. Les déportations massives commencèrent par la déportation des habitants des Centres de Réfugiés, ensuite ce fut le tour des blocs des maisons les plus pauvres, et l'état d'indigence des occupants des immeubles fut établi d'après le nombre de « talons » délivré aux habitants. Je ne sais si ce plan fut élaboré par la police juive ou si elle agissait suivant les instructions des Allemands, toujours est-il que ce calcul psychologique était juste : de la part des propriétaires de « talons », acculés au désespoir, la déportation ne rencontrait aucune résistance.

Il est intéressant de noter que même dans le cas où l'Aide Sociale Officielle se donnait la peine de réfléchir plus profondément à la solution du problème social, sans ménager la fortune ou les revenus des citoyens, elle n'arrivait pas à sortir du cercle vicieux des cartes d'alimentation.

C'est ainsi qu'au printemps 1941 fut lancé le projet démago-

gique de « confisquer » les cartes d'alimentation des Juifs aisés, en d'autres mots, de transférer leur part de denrées distribuées avec cartes aux organes de l'aide sociale. La réalisation de cette mesure nécessitant la participation des Comités d'Immeubles, on n'osait pas l'appliquer sans le consentement du Secteur Public. En avril 1941, le Comité Officiel d'Aide (K.O.M.) soumit pour avis à la Commission Centrale des Comités d'Immeubles le projet de « confiscation » de 30.000 cartes d'alimentation. Après étude approfondie du projet à la réunion générale, il fut rejeté par la Commission dans une résolution motivée. Parmi d'autres motifs, figurait celui du danger de faire connaître aux Allemands qu'une partie des Juifs pouvait se passer de cartes d'alimentation, tandis que dans le monde entier, lorsque le système des cartes était appliqué, il avait un caractère général, sans la moindre exception. Si je ne me trompe, cette même résolution contenait nos suggestions au sujet des mesures qu'il fallait appliquer à la place de cette démagogie bon marché. Après quoi, le projet de « confiscation » de cartes d'alimentation fut classé, mais d'autre part il n'a jamais été tenu compte de nos suggestions positives.

Une seule mesure importante avait été réalisée, c'était la création d'une Commission spéciale (Komisja Przesiedlencza), qui agissait officiellement au nom du « Judenrat », mais pratiquement son activité se déroulait dans les locaux du « K.O.M. » et de l'Entraide avec la participation des collaborateurs de ces deux institutions.

La tâche de la Commission consistait à instituer une imposition extraordinaire unique des personnes riches. Le chiffre de l'imposition pour chaque personne était établi en raison d'informations confidentielles, les décisions étaient prises dans des réunions à huis clos, aucune réclamation de la part des contribuables n'était acceptée. Les décisions étaient définitives et devaient être exécutées séance tenante. La sanction en cas de non-paiement était le transfert du contribuable dans un Centre de Réfugiés. Le sens de cette mesure était clair : celui qui ne voulait pas aider ses frères déshérités devait partager leur existence et se rendre compte de leurs souffrances.

Les mesures prises par cette Commission avaient évidemment une certaine efficacité, mais à son sujet les opinions dans le Secteur Public étaient partagées. J'ai refusé d'y participer, et il m'est arrivé de me le faire reprocher même par mes plus proches collaborateurs. A mon avis, le travail sur de telles bases ne pouvait pas garantir une imposition régulière et équitable, je croyais nécessaire l'établissement d'une imposition plus générale dont la collecte serait effectuée selon des principes se rapprochant de ceux employés habituellement ; il fallait tenir compte des explications des personnes imposées, etc. A ceci on me répliquait qu'une époque exceptionnelle exigeait des mesures exceptionnelles.

Actuellement, la question n'est pas de savoir qui avait alors tort ou raison, mais cette controverse met en lumière les processus idéologiques de ce monde disparu. Je dois avouer que, dans cette question, j'étais en minorité et que plusieurs personnalités remarquables du Secteur Public prenaient une part active à cette Commission. Parmi elles était Alexandre Landau, dont les mérites sont inoubliables. Homme de grand cœur et d'esprit lumineux, organisateur excellent, il personnifiait cet idéalisme pratique qui conçoit chaque idée dans le but de sa réalisation et obtient toujours la plus grande efficacité. Alexandre Landau était, pour ainsi dire, constamment aux premières lignes du travail social. Un jour, lors d'un changement des frontières du ghetto, il arriva que tout un bloc d'immeubles fût coupé du monde extérieur ; les habitants enfermés dans ces maisons étaient menacés de mourir de faim. Landau fut celui qui, malgré tous les obstacles, trouva le moyen de pénétrer dans ces immeubles et de leur fournir du ravitaillement. Il était l'un des organisateurs et directeurs de la Société Toporol (Société pour le développement de l'agriculture) dont le but était d'utiliser chaque lopin de terre libre, chaque cour et chaque balcon pour y planter de l'herbe, des plantes et des légumes. Ces travaux servaient en même temps de cours de jardinage aux jeunes gens. Landau était un des leaders de la jeunesse sioniste de gauche et ne négligeait pas, même dans le ghetto, la formation des cadres pour Israel.

Dès le début, il participait à l'organisation des cuisines populaires et des Comités l'Immeubles et était membre permanent du bureau de la Comn ission Centrale des Comités d'Immeubles.

Avec son frère, il possédait une petite menuiserie dans la rue Gesia qui, à l'épo ue des déportations massives, servait de refuge aux travailleurs sociaux.

C'est ici, à Paris, que j'ai reçu des nouvelles posthumes d'Alexandre Landau. En 1943, il avait été transféré à Vittel. J'ai eu l'occasion de voir les notes qu'il avait dictées là, dans un style saccadé et nerveux, sur la vie et le travail social à Varsovie.

Il avait perdu sa fille unique qui avait trouvé à Varsovie une mort héroïque, et lui-même mourut en martyr, après avoir effectué son dernier voyage de Vittel dans un camp d'extermination de Pologne.

Dans le domaine de l'instruction publique, le « Judenrat » avait manifesté une plus grande compréhension des besoins de la population du ghetto. Il est possible que cette tâche lui fût facilitée par l'activité de J. Yaszunski, homme très énergique et ancien directeur de l'O.R.T. polonais, devenu sous l'occupation membre et, si je ne me trompe pas, vice-président du « Judenrat ». J'étais assez éloigné de ce domaine, mais je sais qu'une série de cours d'instruction générale et d'éducation professionnelle avait été organisée. De plus, des cours médicaux furent créés et, peu avant le mois de juillet 1942, toute une école polytechnique clandestine était en voie d'organisation. La réalisation de ce dernier projet avait été confiée à mon ami, l'ingénieur Rafaël Bouchweitz, qui me tenait au courant de la marche des travaux. Autant que je sache, le nom de cet homme remarquable ne figure dans aucune publication sur le ghetto, et je voudrais que ces quelques lignes consacrées à sa mémoire constituent un modeste monument sur sa tombe inconnue.

Bouchweitz était un homme de grande culture et, ce qui arrive rarement, sa compétence s'étendait aussi bien aux sciences exactes qu'aux humanités : mathématicien et métallurgiste, il était en même temps philosophe et historien. Dans la vie pratique, il

s'était consacré à l'éducation professionnelle et, dans tout autre pays, son activité se serait déroulée sur une vaste échelle, mais en Pologne, il dut se contenter de diriger une école professionnelle privée juive, dont le niveau très élevé était son œuvre. Avec son salaire modeste et payé irrégulièrement, il avait réussi à se constituer une très bonne bibliothèque. C'était son unique fortune, à laquelle il tenait énormément. A l'époque du ghetto, sa vie était très dure, et parfois lui et sa femme n'avaient pour toute nourriture que de la soupe une fois par jour. Je me souviens que m'ayant rencontré un jour, il me montra avec un triste sourire deux volumes des œuvres de Laplace, reliés en cuir rouge, qu'il portait chez le bouquiniste pour obtenir quelques pauvres sous en échange.

Cet homme possédait une telle réserve d'optimisme spontané et de force vitale que le courage ne l'abandonnait jamais. Son énergie créatrice l'empêchait de concevoir les processus de destruction. J'étais dans son bureau dans la rue Leszno au début de la « Grande Action », et même à ce moment il était occupé par ses travaux et préparait le programme de l'école polytechnique.

Lui ainsi que sa femme avaient survécu à la première vague de déportations massives. Plus tard, sa femme, être fin et délicat, se suicida en absorbant du poison, tandis que lui, d'après mes renseignements, survécut encore quelque temps incorporé dans un commando allemand. Il fut tué par les Allemands, quelques semaines avant leur retraite de Pologne.

Pourtant, malgré toute l'importance de l'instruction publique, ce domaine ni aucun autre ne pouvait contrebalancer l'essentiel problème social du ghetto. Dans un milieu où la mort par inanition était un phénomène quotidien dont des familles entières et des « centres de réfugiés » étaient les victimes, toute l'énergie sociale devait être lancée dans la lutte contre cette effroyable réalité. Cette lutte devait englober les plus larges couches de la population : personne ne devait rester indifférent. Le Secteur Public de l'Entraide (Z.T.O.S.) s'était donné pour tâche de mobiliser toute la société, afin de participer à cette lutte. Le dynamisme des masses qu'il réussit à créer constitue la justification morale du ghetto de 1940-1942 devant lui-même et devant les générations futures.

# V

## CARACTERISTIQUE DES INSTITUTIONS SOCIALES DU GHETTO

Les comités élus dans tous les immeubles peuvent être considérés comme cellules de base du Secteur Public. De ces comités émanaient, par voie d'élection ou de sélection naturelle, différentes commissions dans tous les districts (dont certaines s'occupaient du contrôle des Comités d'Immeubles, d'autres de la collecte des fonds, etc.). A la tête de cette organisation se trouvait la Commission Centrale — le parlement du Secteur Public. Cette commission portait à l'époque le nom difficilement traduisible de « Komisja Miedzydzielnicowa », et c'est pourquoi elle figure dans mon récit sous la désignation : « Commission Centrale des Comités d'Immeubles », qui correspond à ses fonctions et au rôle qu'elle était appelée à jouer.

Afin de rendre plus compréhensible l'activité du Secteur Public, je préfère donner au préalable un bref aperçu de l'organisation générale de l'assistance sociale en Pologne occupée, servant de cadre au travail du Secteur.

Dès le début de l'occupation, les Allemands créèrent un organe d'assistance sociale pour toute la population (y compris les Juifs) sous le nom de « Conseil Central d'Assistance »(Rada Glowna Opiekuncza), dont le siège social était à Cracovie. Les fonds étaient répartis parmi les différentes nationalités selon un certain coefficient, d'après lequel approximativement 80 % étaient attribués aux Polonais, 15 % aux Ukrainiens et 5 % aux Juifs. Cette répartition disproportionnée représentait évidemment un préjudice à l'égard des Juifs, et je ne suis d'ailleurs pas sûr que cette part infime fût réellement distribuée. Au début de l'occu-

pation et même les premiers temps après l'intégration dans le ghetto, les représentants de l'assistance juive officielle se rendaient aux réunions, à Cracovie, qui étaient dirigées par le secrétaire d'Etat à l'Assistance du gouverneur général Frank. J'ai entendu dire qu'au début, tout en étant dans l'impossibilité de s'opposer aux mesures antijuives, les représentants juifs osaient, quand même, au cours des réunions, protester contre les excès qui dépassaient les cadres de ces mesures.

De tels cas seraient absolument inimaginables un peu plus tard, et ceci sert à démontrer l'accroissement vertigineux des atrocités hitlériennes qui étaient, d'une part, le résultat du déchaînement inévitable de la bestialité une fois libérée et, d'autre part, une politique préméditée des nazis, destinée à persuader le peuple allemand qu'il ne lui restait qu'à se battre jusqu'au bout car, en cas de défaite, tous les Allemands sans exception porteraient la responsabilité des crimes perpétrés. Je me souviens très bien d'une série d'articles de Goebbels dans la revue « Das Reich » qui tendaient à inculquer cette idée aux Allemands.

A l'échelle locale, l'assistance sociale de chaque nationalité fonctionnait séparément. C'était, pour les Juifs, le Comité Urbain d'Assistance (K.O.M.). A Varsovie, il était dirigé par l'ingénieur Stanislaw Szereszewski. Industriel fortuné qui, avant la guerre, se tenait à l'écart des activités sociales de la communauté juive. C'était un homme intelligent, travailleur et loyal. J'avais souvent l'occasion de discuter de divers problèmes avec lui et chaque fois nous arrivâmes à trouver une solution acceptable pour les deux parties.

Au « K.O.M. » participait également le directeur du A.D.J.C., Isaac Gitermann, dont l'activité m'était déjà connue à l'époque de la première guerre mondiale, lorsqu'il travaillait à Kiev, au Comité d'assistance aux réfugiés et otages juifs de l'Autriche. Par son activité entre les deux guerres et durant l'occupation, il a bien mérité des Juifs polonais. Nous avions souvent l'occasion de nous rencontrer grâce à notre travail dans le ghetto et il fit plusieurs rapports à la Commission Centrale des Comités d'Im-

meubles. Gitermann périt en 1943, à un moment où il était plein de force et d'énergie et aurait pu continuer son activité et l'élargir dans les conditions d'après guerre.

Suivant les projets allemands, le « K.O.M. » était appelé à devenir la seule organisation sociale juive qui englobait et remplaçait toutes les autres. Ces dernières devaient perdre leur caractère particulier et leur autonomie et étaient condamnées à disparaître en se dissolvant dans le « K.O.M. », organisme unique et homogène.

Je ne possède pas de documentation suffisante pour retracer l'activité du « K.O.M. » sous tous ses aspects, mais je dois mentionner un de ses grands mérites : au lieu de profiter du monopole officiel qui lui fut attribué, il limita son rôle à la répartition de fonds entre les autres institutions et aux rapports avec les Allemands au sujet des questions d'assistance ; ainsi, toutes les autres institutions sociales gardèrent leur autonomie et purent exécuter le travail effectif.

Cette situation changea après la démission de l'ingénieur Szereszewski au printemps 1942 et l'avènement en qualité de président du « K.O.M. » de l'avocat Gustaw Wielikowski. Ce dernier était membre du « Judenrat », chef de son service social, et en même temps conseiller (Berater) du gouverneur allemand de Varsovie pour les questions de l'assistance ou pour les affaires juives en général — je ne me souviens pas exactement de son titre. Avocat et orateur de grand talent, Wielikowski n'était malheureusement pas l'homme à suivre le droit chemin dans son activité sociale.

La nécessité de la fusion des institutions dans le « K.O.M. » nous fut évidemment présentée comme une exigence catégorique des Allemands. Nous n'avions aucune possibilité de contrôler si c'était vrai. A cette époque eut lieu une série de réunions auxquelles il m'arrivait de participer et qui étaient consacrées à la discussion des nouvelles méthodes de notre activité, car même Wielikowski n'osait pas purement et simplement mettre la main sur les institutions sociales émérites. Nous étions obligés d'accep-

ter la fusion des institutions comme base des négociations, mais il fut stipulé qu'un organe supérieur de l'assistance sociale, aux directives duquel le « K.O.M. » devrait se soumettre, serait institué sous le nom de « Commission Principale », dont j'ai déjà indiqué la composition dans le chapitre précédent. Le projet des statuts de la Commission Principale et de ses rapports avec le « K.O.M. » fut élaboré par Zisze Fridman, leader de l'Agouda. Cet homme possédait un esprit lumineux, et sa loyauté et la droiture de son caractère étaient exceptionnelles.

Ayant pris connaissance du projet de Fridman, je fus littéralement ébloui par son exactitude, sa logique et en même temps par son laconisme. Je me souviens de l'en avoir félicité immédiatement, en disant que si un jour, dans ma carrière d'avocat, je devais être en difficulté de formuler un acte juridique compliqué, c'est à lui seul que je m'adresserais pour demander conseil. Hélas ! chaque mot prononcé alors dans le ghetto, même une plaisanterie, prend, à la lumière des événements qui suivirent, un caractère tragique. Zisze Fridman disparut dans la tourmente et n'eut pas l'occasion de servir son peuple ni par de bonnes actions ni par des conseils précieux. Son nom doit occuper une place d'honneur au Panthéon du ghetto de Varsovie.

L'attitude de Wielikowski envers le projet de Fridman fut, comme toujours, ambiguë : d'une part, il acceptait le principe de la supériorité de l'élément social, personnifié par la « Commission Principale », mais, d'autre part, il essayait, à l'aide d'incroyables subterfuges, de différer l'acceptation du projet et de paralyser son importance en proposant diverses modifications.

Toutes ses tergiversations continuèrent jusqu'en juillet 1942 et ainsi, par la force des choses, durant toute la première période de l'existence du ghetto jusqu'au début des exterminations massives, en juillet 1942, c'est-à-dire lorsque c'était une communauté d'environ 400.000 habitants, les institutions sociales y fonctionnaient indépendamment, aussi bien celles qui existaient déjà auparavant (OSE, Centos) que l'organe principal de l'Assistance sociale créé dès le début de l'occupation et dénommé Z.T.O.S.

(Société Juive d'Assistance Sociale) ; il reçut plus tard le nom de Z.O.S. (Assistance Sociale Juive). Nous le traduisons en français par « Entraide ».

L'appareil administratif de l'Entraide se composait d'éléments divers, mais parmi eux se trouvaient un grand nombre de personnes témoignant d'un intense dévouement au travail social. Les noms de la plupart d'entre elles ont échappé à ma mémoire, mais je voudrais mentionner ici l'un des plus méritants — l'avocat Moïse Kaganowicz. Après la première guerre mondiale, il était un proche collaborateur d'Isaac Grinbaum au Conseil national juif, créé alors en Pologne. Il resta toujours partisan et membre du mouvement sioniste. Pendant toute son activité, aussi bien avant la guerre que durant l'occupation, il rayonnait par la noblesse de son caractère, par sa modestie et par son dévouement à la cause sociale. Il s'affaçait volontairement et se consacrait, avec d'autant plus d'abnégation, au travail de l'Entraide. Ceci ne lui évitait pas de se heurter parfois à des difficultés de la part des éléments bureaucratiques de cette institution. Je me souviens, en l'occurrence, d'un épisode assez caractéristique.

Avec un autre collaborateur (Lebenhaft), Kaganowicz dirigeait le service qui répartissait parmi les nécessiteux les bons des repas distribués par les cuisines populaires. Mais la gérance des cuisines était du domaine d'un service spécial.

Cette séparation de fonctions fut opérée en partant de l'idée que la gérance des cuisines appartenait au domaine de l'organisation économique, tandis que la répartition des bons parmi les différents groupes ou personnes avait un caractère social et était du ressort du Secteur Public.

Un jour, le chef du service des cuisines, Szpindler, homme loyal et consciencieux d'ailleurs, accomplit un coup d'Etat : sans prévenir, il décréta la vérification de tous les bons distribués et ne valida que ceux qu'il avait lui-même jugés nécessaires. Kaganowicz fit appel à moi et je soumis cette question à la délibération de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles. Bien que par ses fonctions Szpindler fût en dehors de notre compétence,

il vint à la réunion. Ce fait était symptomatique pour l'autorité dont jouissait la Commission Centrale, seul organe du ghetto qui agissait suivant les principes des institutions représentatives libres.

Après un échange de vues prolongé et orageux, la Commission adopta une résolution qui soutenait entièrement le point de vue de Kaganowicz et, autant que je m'en souvienne, établit une manière de procéder, acceptable pour les deux services.

L'Entraide (Z.T.O.S.) avait des services d'assistance aux réfugiés. Elle gérait les « Centres » et s'occupait de la collecte et de la distribution des vêtements. Les premières collectes donnèrent de très bons résultats mais, par la suite, ce service avait perdu de son importance.

Le plus important était évidemment le service des cuisines populaires. Au sujet de ces dernières, on peut faire les observations suivantes : 1.) la quantité des repas distribués variait au cours des différentes époques mais était toujours inférieure au nombre des nécessiteux ; 2.) les cuisines fonctionnaient irrégulièrement et d'une manière intermittente ; vu le manque de produits, elles étaient parfois obligées de fermer leurs portes. Je me souviens de notre joie, lorsque nous reçûmes, après une longue période de fermeture des cuisines, un grand arrivage d'avoine qui leur était destiné. Les cuisines se remirent à distribuer de la soupe ; 3.) il était difficile de lutter contre les détournements. Il ne s'agissait pas d'abus sur une grande échelle mais, malgré l'insuffisance de la nourriture — théoriquement on employait 2 gr. de matières grasses par personne — une partie fut détournée par le personnel pour nourrir ses familles affamées. Tous ces faits et les mesures entreprises pour les combattre furent rapportées par Szpindler à une des dernières séances de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles où, sur son initiative, la question fut mise en discussion. Certaines cuisines, créées et surveillées par des travailleurs sociaux du Secteur Public, fonctionnaient d'une manière plus satisfaisante. Parmi celles-ci je nommerai de mémoire : 23, rue Nalewski (fondateur E. Kagan), 15, rue Twarda (fondateur Alexandre Landau) et 22, rue Leszno (fondateurs Sukiennik,

Braun et Cholewa) ; 4.) mais ce qui était le plus tragique, c'est que la nourriture distribuée par les cuisines était absolument insuffisante pour maintenir en vie un être humain. Ceux qui devaient s'en contenter ne pouvaient pas tenir longtemps. Les cuisines distribuaient aux consommateurs de la soupe, parfois fort maigre, une fois par jour. Après avoir absorbé pendant longtemps cette nourriture liquide, pauvre en calories, l'appareil digestif cessait de fonctionner normalement. La dysenterie sévissait et menait rapidement au tombeau les gens affaiblis.

De façon générale, je dois dire pourtant que si l'activité de l'Entraide n'était pas exempte de quelques défauts et que si on pouvait parfois lui reprocher un ceratin bureaucratisme, elle constituait une véritable œuvre de sauvetage public pour venir en aide à la population la plus déshéritée.

En plus de son activité directe, l'Entraide était devenue le centre autour duquel, dans le Secteur Public, se groupaient toutes les forces vives du ghetto qui avaient mobilisé le gros de la société pour l'activité sociale et formé des cadres de travailleurs sociaux bénévoles qui se comptaient par milliers.

Dans le Secteur Public lui-même, il faut distinguer deux branches : d'une part, il possédait un appareil administratif officiel qui, du point de vue de l'organisation, formait un service de l'Entraide et lui était soumis. A sa tête, se trouvait le Docteur Ringelblum, animateur de tout notre mouvement, son esprit le plus créateur.

D'autre part, le Secteur Public se composait de milliers de travailleurs sociaux bénévoles qui formaient, comme je l'avais déjà mentionné : 1.) des comités dans tous les immeubles ; 2.) différentes commissions dans tous les districts, auxquels étaient adjoints des groupements d'assistants sociaux, de cercles féminins, etc., et enfin : 3.) la Commission Centrale des Comités d'Immeubles, créée fin 1940 et qu'on pouvait considérer comme le parlement du Secteur Public.

Au début, le Dr Ringelblum avait l'intention de limiter le

travail social bénévole à l'échelle des districts et de le faire diriger par son appareil central. Cette attitude avait quelque peu retardé la création de la Commission Centrale, mais lorsqu'elle fut constituée, Ringelblum fut le premier à en apprécier l'importance. Il ne manquait pas une seule séance, et la collaboration de la Commission avec l'appareil administratif du Secteur se déroulait d'une manière parfaitement harmonieuse dans l'effort commun de mobiliser toutes les bonnes volontés disponibles. En évoluant graduellement, cet appareil administratif officiel devint finalement l'organe exécutif du Secteur Public. Le Docteur Ringelblum répétait souvent qu'il se considérait comme premier ministre du Secteur Public, responsable devant son parlement. Ses collaborateurs les plus proches étaient Elieser Bloch, Meir Przedecz, Dr Eck et Starobinski.

Ils moururent tous* en martyrs, et leurs noms, sauf celui de Ringelblum qui fut très populaire à titre posthume, ne disent rien à mes lecteurs. Ils sont voués à l'oubli de même que les autres victimes de la Cité Engloutie, mais chacun d'eux s'était consacré entièrement au travail ingrat du sauvetage social et avait déployé tant d'efforts dans des conditions incroyablement difficiles que le fait de les avoir mentionnés ici n'est qu'un faible écho du souvenir qu'ils auraient dû laisser dans les cœurs de nos frères, survivants de la catastrophe.

---

(*) A l'heureuse exception du Dr. Eck qui, envoyé à Vittel, put miraculeusement se sauver en sautant du train lors d'un arrêt à Paris, à la gare de l'Est.

## VI

## NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT DES COMITES D'IMMEUBLES

Sous une forme encore rudimentaire, les Comités d'Immeubles commencèrent à s'ébaucher dès le début de l'occupation. Les nouvelles conditions de vie, transformant les Juifs en parias, créèrent un climat psychologique favorable à leur rapprochement mutuel. Durant les longues soirées d'hiver, les Juifs ne pouvaient communiquer qu'avec les habitants du même immeuble, car le couvre-feu commençait pour eux plus tôt que pour le reste de la population : généralement à 21 heures, mais à certaines époques même à 19 heures. Ensuite, le danger menaçant tous les Juifs, les violences et les pillages dont ils étaient les victimes, les rumeurs sinistres sur le sort qui les attendait — tout cela engendrait chez eux le besoin d'un échange d'idées et d'un contact plus étroit. Par exemple, en ce qui me concerne, je ne connaissais, avant la guerre, presque aucun locataire de notre maison, mais dès le début des hostilités, tous les Juifs demeurant dans l'immeuble lièrent connaissance et furent en rapports constants les uns avec les autres. A la suite de ce besoin tout naturel de s'unir et de la nécessité de remédier à la situation précaire des Juifs ayant perdu leurs revenus ou étant ruinés par les pillages — dont le nombre ne cessait d'augmenter — les grandes lignes de ce que furent au ghetto de Varsovie les Comités d'Immeubles commencèrent à se préciser.

Les Comités d'Immeubles s'affirmèrent comme institution nationale du ghetto. Ce serait une interprétation erronée de la réalité historique que d'attribuer leur conception à un parti politique ou à telle personne déterminée.

Dans mes souvenirs, je voudrais éviter toute polémique ; c'est pourquoi je me borne à cette affirmation sans m'arrêter davantage sur les essais de déformer la réalité dans certains ouvrages sur le ghetto de Varsovie.

Pourtant, s'il fallait nommer quelqu'un ayant joué un rôle prépondérant dans ce domaine, ce serait évidemment le Docteur Ringelblum : ayant compris le premier l'importance des Comités d'Immeubles, il fut leur animateur et réalisateur, donna des formes précises à leur organisation et attira à ce travail les groupes de travailleurs sociaux — peu nombreux à l'origine — ces pionniers du Secteur Public qui se développa, à l'époque du ghetto, en un grand mouvement populaire.

Jusqu'en octobre 1940, les Juifs habitaient dans tous les quartiers de la ville. L'Entraide (Z.T.O.S.) comportait alors huit sections (districts), dont cinq se trouvaient dans les quartiers où la population juive était très dense et qui formèrent ensuite partiellement l'emplacement du ghetto, la sixième englobait la rive droite de la Vistule (le faubourg de Prague) et les septième et huitième — la partie sud-ouest, la plus riche de Varsovie. En ma qualité de président de la « Commission d'Instruction et de Contrôle des Comités d'Immeubles », c'est dans ce dernier district que je dirigeais alors les travaux relatifs à leur organisation. Dans cette partie de la ville, la population juive était moins dense et les maisons ne possédaient pas suffisamment de locataires juifs pour pouvoir former un Comité dans chaque immeuble ; pour cette raison, nous décidâmes d'organiser des Comités dans les blocs comprenant de trois à dix maisons chacun, en nous conformant aux conditions locales.

La méthode suivante fut appliquée dans nos travaux : les rues du district furent réparties parmi les membres de la Commission ; ceux-ci visitaient les maisons qui leur étaient assignées, faisaient la connaissance des habitants et se rendaient compte des éléments actifs et capables d'être utilisés pour le travail social. Ensuite, en nous basant sur ces données, nous procédions à la délimitation des blocs ; les représentants de chaque bloc furent

invités à une réunion dans le district pour former le Comité du bloc ; parfois, des réunions de propagande furent organisées dans les immeubles, auxquelles tous les locataires étaient conviés. Mais la formation des Comités n'avait lieu qu'aux réunions du district que je convoquais quotidiennement durant le printemps et l'été 1940, jusqu'au mois de septembre.

A cette épqoue où l'idée des Comités d'Immeubles était encore vague pour la plupart des Juifs, il était impossible de procéder par élection, et l'effectif des Comités se formait par la sélection naturelle des éléments les plus actifs. Toutes ces réunions quotidiennes se terminaient par la formation de Comités. Je n'ai constaté aucun cas de refus, mais cela ne signifiait pas encore que le Comité pouvait fournir un travail efficace. Les Comités une fois constitués restaient sous notre contrôle. Certains développaient une activité énergique, mais nombreux étaient ceux qui faisaient preuve d'inertie, par suite de liaison insuffsante entre les immeubles du bloc. Nous fîmes des efforts pour les ranimer en y introduisant des éléments nouveaux.

J'ai gardé le souvenir d'une réunion orageuse, au cours de laquelle fut formé le Comité d'un bloc d'immeubles de la rue Hoza. A cette époque, l'Entraide faisait une collecte de vêtements, et des rumeurs circulaient accusant certains collecteurs de se livrer à des abus (on croyait savoir qu'ils remplaçaient les vêtements de bonne qualité par d'autres plus usagés). Une des personnes présentes à la réunion tint un discours violent qui confirmait ces accusations. Les Juifs étant en général très sensibles aux défauts de leurs institutions sociales, ce premier discours en déclencha une série d'autres, encore plus véhéments. L'atmosphère s'échauffait, et finalement l'assistance refusa de collaborer avec une institution aussi peu capable que l'Entraide (Z.T.O.S.).

A ce moment, je compris pleinement la justesse de notre système, d'après lequel c'étaient les travailleurs sociaux bénévoles qui s'occupaient de la formation des Comités, et non les employés de l'Entraide. Ces derniers auraient été obligés de défendre leur institution, ce qui n'aurait fait qu'aggraver la situation. Quant

à moi, je pouvais soutenir un tout autre point de vue, et je dis à cette assistance agitée que, tout en n'ayant pas de renseignements exacts, je ne niais pas la possibilité d'abus (c'était d'ailleurs mon opinion sincère) ; mais si, pour cette raison, nous décidions de rentrer chez nous sans entreprendre quoi que ce fût, ceci n'aurait pour résultat que l'accroissement des abus, car le seul moyen de les combattre était le contrôle public, et ce contrôle, nous pouvions l'obtenir uniquement en influençant l'Entraide par notre travail énergique dans le domaine de l'assistance sociale. A l'issue de mon discours, un Comité fut formé sans une seule voix d'opposition et, comme nous pûmes le constater ensuite, ce Comité fut très actif.

Mais en général, à cette époque, le mouvement était à l'état embryonnaire. Il n'acquit sa forme définitive et sa signification historique que dans les murs du ghetto où, grâce à la densité et la cohésion de la population, les Comités furent formés dans tous les immeubles, et ceci — à la différence de la première période — par voie d'élections.

Au travail dans les Comités d'Immeubles et dans les autres institutions du Secteur Public qui en étaient issues, participèrent tous les éléments sociaux indépendants qui apportaient le plus grand enthousiasme dans la lutte contre la terrible réalité qui nous entourait et qui continuaient leur activité même en se rendant compte parfois de l'inutilité de leurs efforts et de l'impossibilité de résoudre le problème social dans cet univers clos qu'était le ghetto de Varsovie.

On peut affirmer sans hésitation que le Secteur Public de l'Entraide représentait la volonté et la conscience du ghetto. A son activité s'intégraient des hommes de tous les milieux et de toutes les professions ainsi que les membres de tous les partis politiques, parfois très actifs avant la guerre mais ayant perdu, dans le ghetto, le contact avec leurs organisations. Ils venaient travailler dans nos institutions non comme représentants de leurs partis respectifs, mais dans un élan spontané pour aider les masses déshéritées, et l'activité de ces hommes de différentes orientations,

depuis les révisionnistes jusqu'aux membres du Bund, se déroulait dans une atmosphère de solidarité fraternelle, la main dans la main, sans que, dans notre milieu, un seul malentendu se soit produit en raison d'opinions politiques opposées. Les travailleurs sociaux du Secteur Public avaient évidemment parfois des idées différentes sur telle ou telle autre question, et souvent, aux réunions, les discussions étaient violentes, mais elles ne s'orientaient jamais vers les divergences de partis.

Le mouvement populaire qui se manifestait dans le Secteur Public fut créé et développé en dehors des partis, et ce détachement de tout parti pris politique, presque inimaginable dans la société contemporaine et surtout parmi les Juifs qui inclinent à une tendance excessive dans ce domaine, représente un trait caractéristique des institutions sociales du ghetto, uniques en leur genre et dont les particularités étaient déterminées par les circonstances exceptionnelles qui leur avaient donné naissance.

## VII

# LES PARTIS POLITIQUES ET LE MOUVEMENT SOCIAL INDEPENDANT AU GHETTO ; ATTITUDE DU JUDENRAT A LEUR EGARD.

A l'époque de mes souvenirs (de novembre 1940 jusqu'en septembre 1942), le travail social ne se déroulait pas autour des partis politiques. Ceux-ci continuaient évidemment d'exister dans le ghetto, mais surtout en tant qu'organes centraux peu nombreux ; leurs représentants avaient constitué un comité consultatif auprès de l'A.D.J.C. Cette dernière institution, surtout en la personne de ses deux directeurs Giterman et Gouzik, bien qu'étant forcée, selon les aspects de la situation politique générale, de changer souvent les formes de son activité, ne cessait jamais de jouer un rôle important dans la vie du ghetto. L'A.D.J.C. mettait également à la disposition des partis les fonds nécessaires à l'existence de leurs effectifs. Certains cuisines populaires étaient dirigées par eux. Le comité directeur de l'Entraide comprenait pour la plupart des représentants de ces groupements, en accord avec la direction de l'A.D.J.C. Mais, malgré les multiples manifestations des partis politiques, j'ai pu constater, grâce à mon contact permanent avec la grande masse, qu'à cette époque les partis n'avaient pas pénétré dans le gros de la population. Ce fait n'est pas difficile à comprendre. Parmi d'autres raisons, on peut mentionner la nécessité de conspiration, qui dut être encore renforcée après l'extermination de travailleurs sociaux en avril 1942. Et, avant tout, l'activité des partis politiques nécessite l'existence d'un régime suffisamment libéral pour leur donner la possibilité d'influencer la vie politique par l'opinion publique. Mais dans les circonstances de la désagrégation des classes sociales,

dans une société privée de structure économique organique et vivant sous une menace continuelle venant de l'extérieur, quelle place le travail politique pourrait-il occuper ?

En effet, en ce qui concerne les partis sionistes, il est évident que la propagande de l'émigration ainsi que la collecte des fonds dans ce but n'avaient aucun sens. Et pourtant, autant qu'il est possible d'en juger, de tous les groupements politiques, ceux de la jeunesse sioniste de gauche étaient les plus nombreux.

En ce qui concerne les groupements socialistes, comment pouvaient-ils organiser la lutte pour améliorer les conditions de vie des classes laborieuses, lorsque chaque ouvrier était prêt à accepter n'importe quelles conditions de travail, afin d'être admis dans les ateliers qui lui donnaient l'illusion de pouvoir se sauver lui-même et de préserver sa famille du flot des exterminations ?

Je me souviens avoir participé à une réunion, convoquée par le Docteur Ringelblum, qui était consacrée à l'amélioration du sort des travailleurs embauchés par les sous-entrepreneurs juifs des firmes allemandes. Une tentative pour influencer les entrepreneurs en question fut décidée, mais malheureusement cette noble initiative n'eut aucun résultat, car les problèmes sociaux de cette espèce ne peuvent être résolus en persuadant les affameurs, et à cette époque nous ne possédions pas d'autres moyens de lutte.

Cette activité, en dehors des partis politiques, de toutes les institutions du Secteur Public était tellement inaccoutumée qu'au début, les comités des partis ne les jugeaient pas à leur juste valeur et les traitaient avec une certaine dose de sincère défiance. Pour cette raison, nous n'étions généralement pas conviés aux réunions qui se tenaient à l'Entraide, avec participation des représentants des partis, à propos de diverses questions. Pourtant, en hiver 1941-1942, nous fûmes quand même invités à une de ces réunions. De la part de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles, j'y assistais en ma qualité de président de cette commission, avec un membre de notre bureau — Izaia Rabinovitch. Cet homme, issu d'une famille orthodoxe, commerçant

fortuné, était, dans ses opinions politiques, de stricte obédience bundiste. La sincérité, l'intégrité morale et l'attachement au travail social — tels étaient ses traits caractéristiques qui lui valurent l'estime et la vénération de tous ceux qui étaient en contact avec lui. Nous prîmes tous les deux une part active aux débats. La réunion terminée, le leader du groupement Poalé-Zion de gauche, Szachne Sagan, me dit avec une pointe d'humour qui ne le quittait en aucune circonstance : « Vous êtes moins terribles que nous ne le supposions. Pourtant nous avions bien peur de vous. »

Le « Judenrat » tentait périodiquement de mettre la main sur les institutions sociales indépendantes et visait en premier lieu le large réseau des Comités d'Immeubles, mais il se rendait compte en même temps qu'il était difficile de soumettre par la force un appareil administratif formé de travailleurs bénévoles ; le cas échéant, les Comités préféreraient cesser leur activité. C'est pourquoi, lorsqu'il rencontrait de la résistance, le « Judenrat » remettait chaque fois ses projets à plus tard. Mais une de ces tentatives, faite au printemps 1942, avait un caractère plus catégorique et, comme d'habitude, le « Judenrat » usait de chantage en avançant son argument préféré — les exigences des Allemands. Afin de protester auprès du président du « Judenrat », une délégation fut organisée qui se composait de représentants de tous les partis. On me proposa d'y prendre part. Le délégué du Bund, Maurice Orzech, qui était venu négocier avec moi à ce propos, formula sa proposition dans les termes suivants : « Nous y participerons comme représentants de l'opinion publique et vous comme représentants des forces nouvelles nées dans le ghetto ».

Avec l'accord du bureau de notre Commission Centrale, je fis partie de la délégation, à laquelle participèrent également — je me le rappelle très bien — de la part des sionistes généraux, Menachem Kirszenbaum, du Poalé Zion de gauche, Szachne Sagan, du Bund, Maurice Orzech, et de l'Agouda, Zisze Fridman ; y prirent part également sauf erreur de ma part : Sak, du Poalé Zion de droite, et Salomon Mazur des Mizrahis.

Introduits pour cette « solennelle audience » dans le bureau du président Czerniakow, nous exigeâmes, l'un après l'autre, que l'indépendance des institutions sociales fût sauvegardée, en soulignant que toute transgression de cette indépendance serait considérée par nous comme acte de violence, pour lequel il porterait ultérieurement tout le poids de la responsabilité... Malheureusement, malgré tous les symptômes menaçants, nous ne nous rendions pas compte à ce moment que pour les habitants du ghetto il n'existait pas de période ultérieure.

Vu que le « Judenrat » attentait surtout aux « forces nouvelles » que je représentais, c'est à moi qu'échut le rôle, tout en insistant sur la sauvegarde de leur indépendance, de faire ressortir en même temps l'importance de l'intervention de mes camarades, et je dis au président que tout en étant entravés actuellement dans leur activité, ils étaient les représentants de toutes les nuances de l'opinion publique et de ces forces idéologiques et dynamiques qui orienteraient tout le Judaïsme après la libération.

Le lendemain, Giterman me fit savoir que les membres de la délégation approuvaient le point de vue que j'avais soutenu, et la formule « forces idéologiques et dynamiques » fut dès lors lancée dans les milieux sociaux du ghetto.

Notre démarche auprès du président du « Judenrat » eut des résultats satisfaisants : une fois de plus, « les exigences catégoriques des Allemands » furent oubliées, et les institutions sociales continuèrent à exister comme par le passé.

Cette visite au président fut marquée par l'épisode suivant : la porte s'ouvrit brusquement toute grande et la pièce fut envahie par six Allemands en uniforme. Celui qui venait en tête déclara que c'était une visite d'un général de la police du Reich et tout le groupe continua à avancer d'un pas régulier, sans s'arrêter, vers la table du président. Celui-ci nous fit signe de nous retirer dans la pièce voisine. Quand on nous fit revenir, une demi-heure plus tard, les Allemands avaient déjà quitté le bureau.

J'avais dit un jour, plutôt en plaisantant, m'être juré de

ne jamais franchir le seuil du « Judenrat » sans y être forcé, et ce fut réellement l'unique fois où j'avais trahi mon « serment ». Profitant de notre visite, je voulus me rendre compte de l'atmosphère qui y régnait. En passant par les couloirs, je remarquais un groupe de gens, auxquels un jeune agent de police racontait quelque chose en donnant des signes d'agitation. Je m'approchai d'eux avec M. Orzech qui connaissait le jeune homme, et celui-ci nous répéta son histoire. L'inauguration (ou une autre fête) d'un foyer d'enfants devait avoir lieu ce jour dans un square non loin du « Judenrat ». Notre interlocuteur avait remarqué, en passant, que son collègue, qui était de service, ne laissait pas entrer les enfants pauvrement vêtus. Ses protestations n'eurent aucun succès, car son collègue affirmait agir suivant les ordres reçus. Indigné, le jeune policier alla se plaindre au vice-président du « Judenrat », l'ingénieur Lichtenbaum, où il reçut un blâme sévère pour s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas.

En continuant mon chemin, je fus témoin d'une autre scène assez caractéristique, bien que sans grande importance. Un employé du « Judenrat » téléphonait, en utilisant l'appareil qui se trouvait dans le couloir. La porte voisine s'ouvrit, une secrétaire surgit et lui intima l'ordre de terminer immédiatement la communication, car le chef de service, monsieur A., avait besoin de la ligne. Ce monsieur A. était au « Judenrat » à la tête du service de travail, c'est-à-dire du service qui fournissait aux Allemands la main-d'œuvre pour le travail forcé. L'employé essaya d'expliquer que la communication était urgente mais, sur les instances de la secrétaire, il fut forcé de l'interrompre et tendit le récepteur au chef de service, survenu à ce moment.

Ces épisodes reflètent, comme dans un miroir déformant, quelques traits caractéristiques qui s'étaient développés dans certains milieux de Juifs polonais.

Si l'antisémitisme en Pologne, jusqu'en 1935-36, ne se manifestait pas sous des formes brutales, il présentait pourtant un caractère généralisé. Tous les milieux de la société polonaise en étaient pénétrés, et les doléances « que les Juifs avaient envahi

la Pologne » étaient considérées comme de bon ton. Dans leurs rapports avec les Polonais, les Juifs se sentaient entourés d'une atmosphère de méfiance, de malveillance et de mise à l'écart. A la suite de ce traitement, un complexe d'infériorité s'était développé chez eux, et surtout chez les jeunes qui avaient fréquenté les écoles polonaises. Les tentatives pour réprimer ou combattre ce complexe se transformaient en une sorte d'aplomb artificiel, qui dégénérait chez certains en ce que l'on désigne par le terme spécifique de « choutzpa ». Le complexe d'infériorité était encore amplifié par le fait qu'à quelques exceptions près, les Juifs étaient écartés de toutes les fonctions relevant du droit public. Bien entendu, les Juifs occupaient des situations élevées dans le domaine du commerce et de l'industrie ainsi que dans les professions libérales, mais l'accès à toutes les situations dans les administrations ou dans les institutions publiques, dont l'exercice comporte le contact avec la grande masse de la population dans sa vie quotidienne, leur était fermé. En Pologne, il n'existait pas un seul agent de police ou huissier juif, et même les emplois tels que concierge, facteur ou conducteur de tramway étaient réservés aux non-Juifs.

Le refoulement psychique qui en résultait cherchait une issue, et la compensation que s'offraient les hauts fonctionnaires du ghetto prenait une forme repoussante et grotesque. Ainsi, ces messieurs du « Judenrat » exigeaient une obéissance servile aux « autorités », cultivaient un certain faste dans leur entourage, la police juive soulignait les différences hiérarchiques dans ses rangs et manifestait son autorité en maltraitant les habitants indigents du ghetto.

Je ne peux pas oublier, en l'occurrence, une petite scène qui s'était passée en hiver 1940-41 dans la rue Ciepla, sillonnée de crevasses à la suite du bombardement de 1939 et, au moment de mon récit, couverte de gros tas de neige. Un vieux Juif sous-alimenté, en haillons, traînait une voiture à bras, lourdement chargée. Ne pouvant résister à son poids sur ce chemin cahotant, il était incapable de la tirer, et la charrette roula sur le trottoir. L'agent de police, posté à proximité, ne put tolérer un tel outrage aux règlements et asséna un violent coup de bâton sur le dos

du malheureux. Il riposta énergiquement aux protestations des passants, en faisant valoir les prérogatives de son autorité.

Mais le gros de la population du ghetto s'élevait toujours contre les excès de la police juive et prenait le parti des maltraités. Des conflits avec la police se produisaient quotidiennement à ce propos, et un incident eut même une issue tragique. En défendant une femme rouée de coups par un policier au coin de la rue Zelazna, un médecin (dont j'ai oublié le nom) fut en proie à une telle émotion qu'il succomba à une crise cardiaque. A la suite d'une controverse violente avec un dignitaire de la police, le leader du Bund, M. Orzech, fut arrêté pour plusieurs jours par le « Judenrat ».

Aussi bien avant la guerre que dans le ghetto, j'ai eu l'occasion d'observer beaucoup de manifestations de ce phénomène de déformation psychique, mais dans le cadre de cet ouvrage, je ne pouvais le présenter que sous une forme simpliste. C'est pourquoi mes affirmations, comme d'ailleurs toutes les généralisations à propos de la mentalité collective, sont sujettes à certaines réserves.

Ainsi, le processus de la déformation psychique n'avait que peu de prise sur la grande masse des Juifs en Pologne, très orthodoxe et ayant conservé les anciennes traditions et les vêtements du Moyen Age, qui vivait dans une sorte de ghetto, presque sans rapports avec la population polonaise. De surcroît, les deux grands mouvements populaires — sioniste et socialiste — renforçaient chez les Juifs le sentiment de leur dignité et contrecarraient le développement du complexe d'infériorité et de ses déformations.

Les couches de la société juive les plus contaminées par cette mentalité maladive étaient celles des petits commerçants, des employés de commerce et surtout des professions libérales. On peut établir cette règle générale : plus le milieu que fréquentaient les Juifs était antisémite, plus impérieusement ils éprouvaient le besoin, dans leur subconscient, de refouler et de compenser leur complexe d'infériorité. Le barreau cultivait en Pologne l'antisémitisme le plus radical, qui avait pris, les dernières années avant la guerre, une tendance nettement hitlérienne, et c'est précisé-

ment dans la jeune génération d'avocats juifs que les symptômes de la mentalité déformée étaient les plus saillants. Leur participation active à la police juive du ghetto n'était pas sans influence sur les traits négatifs de celle-ci.

En me dirigeant vers la pièce où m'attendaient les autres membres de la délégation, je rencontrai dans le couloir un ancien ami. C'était l'ingénieur Michel Krul, secrétaire général du « Judenrat ». Ne nous étant pas rencontrés depuis le début de l'occupation, nous fûmes très contents de nous revoir. Krul était un homme au caractère noble, profond et calme, dont la vie s'était déroulée d'une façon peu banale. Dans sa jeunesse, il avait pris une part active au mouvement révolutionnaire de Pologne. En 1905, le gouvernement tzariste russe l'avait condamné aux travaux forcés et il fut déporté en Sibérie d'où il ne rentra qu'en 1918. Sa fiancée l'avait attendu toutes ces années et il l'épousa aussitôt revenu. Mais son bonheur ne fut que de courte durée : sa femme mourut en couches et l'enfant ne vécut pas. Depuis Krul resta solitaire. Au cours de son activité révolutionnaire, il était le camarade de tous les hommes qui occupèrent ensuite les situations les plus élevées dans le gouvernement polonais ; avec l'un des ministres-présidents il avait partagé la cellule de prison en Sibérie. En un mot, il possédait ce qu'on appelle des « relations influentes ». Mais à mesure que ces hommes déviaient de la voie démocratique et s'alliaient au régime totalitaire et antisémite, il s'éloignait d'eux de plus en plus. Il était dépourvu de tout arrivisme, et je fus fort surpris d'apprendre qu'il avait accepté un poste au « Judenrat ». Nous entrâmes dans son bureau et nous nous assîmes l'un en face de l'autre. En me regardant de ses yeux tristes et profonds, il répondit à ma question inexprimée : « Ici ou ailleurs — n'est-ce pas pareil ? Peut-être ici est-il encore possible de faire quelque chose ». Sa voix manquait de conviction, je sentais son immense fatigue morale. C'était notre dernière rencontre. Peu après, il fut emporté par le typhus exanthématique.

## VIII

## CREATION DU GHETTO

Aussitôt après l'occupation de Varsovie, des bruits fondés sur certains indices commencèrent à circuler, selon lesquels il serait interdit aux Juifs de rester dans leurs anciennes demeures. Les premiers jours, lorsqu'on n'avait pas encore eu le temps de nous enlever les appareils de TSF, une émission de Londres nous annonça que les Allemands avaient l'intention de transférer les Juifs de toute la Pologne dans la partie Est de la région de Lublin. Cette nouvelle nous fut confirmée d'un autre côté : des amis habitant cette région m'informèrent que, dans des conversations privées, certains Allemands leur avaient dit qu'ils resteraient chez eux, tandis que les Juifs des autres régions viendraient les rejoindre.

Les premières rumeurs concernant le ghetto remontent à octobre 1939 et, d'après diverses données, le projet du ghetto de Varsovie était à cette époque à l'ordre du jour chez les Allemands, mais leur parut alors irréalisable. Ils y renoncèrent provisoirement. Cependant, peu après, des murs barrant les rues furent érigés. Il arrivait parfois que ces murs fussent démolis et transportés dans un autre endroit pour diminuer l'espace qu'ils devaient encercler. Les optimistes supposaient que ces constructions avaient un caractère stratégique mais, peu à peu, il devenait évident que ces mesures étaient le prélude à la création du ghetto. Les Juifs vivaient dans une tension nerveuse constante et dans l'incertitude. La torture « par l'incertitude » n'était pas un fait du hasard, mais formait une partie intégrante du système allemand. Vers le mois de juin 1940, il fut interdit aux Juifs de déménager dans certains districts de la ville, et immédiatement après, com-

mencèrent, dans ces districts, les expulsions des Juifs des blocs d'immeubles entiers. Les nouvelles des expulsions nous parvenaient quotidiennement. En rencontrant des connaissances, la première question qu'on leur posait était s'ils habitaient encore dans leur appartement. Les expulsions étaient opérées de la manière suivante : les Allemands encerclaient tout un bloc que les Juifs devaient quitter en l'espace d'une demi-heure, en n'emportant que les effets personnels. Parfois, les locaux vidés restaient quelque temps inoccupés, et les Juifs parvenaient à voler une partie des meubles dans leurs propres appartements. Ma femme et moi fûmes expulsés de cette façon au début du mois d'août 1940, à 10 heures du matin. Les militaires allemands à qui l'appartement était destiné y arrivèrent vers le soir, quand la maison devait déjà être débarrassée de Juifs (« Judenrein »). Ma femme s'y trouvait pourtant et ils lui dirent : « Prenez ce que vous voulez. Nous n'avons rien vu ». Des soldats allemands descendirent nos meubles et les chargèrent sur un camion. C'est ainsi qu'ayant loué une chambre dans la rue Senatorska, nous réussîmes à y transporter une partie de nos meubles et ma bibliothèque. Notre propriétaire, Mme B., était une femme très cultivée, doctoresse et chargée de cours à l'université ; elle avait fait ses études en France et possédait une bibliothèque d'auteurs français et beaucoup de souvenirs de Paris. L'appartement était « aryen », les Allemands ne s'y aventuraient pas. Après avoir été exposés, dans notre ancienne demeure, à de nombreuses visites de fonctionnaires et de pillards allemands, nous éprouvions dans cet asile une certaine détente et l'illusion de sécurité.

Pourtant, voici un épisode qui se place à cette époque. Je me trouvais dans la rue Senatorska près de la maison N° 30, voisine de celle où j'habitais. Deux hommes en civil en surgirent, me saisirent sous les bras et, sans proférer une parole, me traînèrent dans la cour. Ne me rendant pas compte de ce qui se passait, j'essayais de résister et de me débarrasser d'eux. A ce moment, « l'ennemi » reçut des renforts. Des coups de cravache pleuvaient sur ma tête, mes lunettes se brisèrent, mon visage était ensan-

glanté. J'entendis des cris : « Jude, arbeiten ! » (« Juif, au travail »). C'était un groupe d'ouvriers polonais conduits par un Allemand (l'homme à la cravache), qui déménageaient l'installation d'une imprimerie juive. Je dus me soumettre et charger deux ou trois caisses sur un camion. A un moment donné, un vieil ouvrier polonais me fit signe de disparaître, ce que je fis sans tarder. A cette époque, nous étions déjà aguerris et habitués aux adversités imprévues. Une heure plus tard, je devais parler à une réunion dans le faubourg de Mokotow, à l'autre bout de la ville. J'eus juste le temps de laver les traces de sang de mon visage et parus à la réunion à l'heure prévue.

A ce moment, la rue Senatorska n'était pas encore interdite aux Juifs, et nous espérions pouvoir y rester. Mais lorsque, quelques semaines plus tard, les frontières du ghetto furent fixées, cette rue n'en faisait pas partie, et nous dûmes déménager une fois de plus. Nous nous mîmes à la recherche d'une chambre. Des journées entières nous allions d'une maison à l'autre pour revenir le soir sans aucun résultat. Heureusement, au cours de ses recherches, ma femme réussit à trouver une chambre, au n° 32 de la rue Elektoralna, dans la famille d'un médecin que nous connaissions. Nous avions l'intention, pour plus de sécurité, de laisser les meubles et la bibliothèque chez notre ancienne propriétaire, mais à mesure que le jour du déménagement dans le ghetto approchait, nous observions chez cette dernière des signes d'une grande agitation, et un jour un camion s'arrêta devant l'immeuble, sur lequel elle fit charger les meilleures pièces de son mobilier. Nous apprîmes alors que, d'après les lois raciales, elle était considérée comme Juive et devait également intégrer le ghetto. Là, elle continua à exercer la médecine et ma femme l'engagea pour l'assistance médicale au Centre de Réfugiés qui se trouvait au n° 12 de la rue Elektoralna.

Dès la délimitation des frontières du ghetto et pendant toute la période prévue pour le transfert des Juifs, des changements perpétuels furent apportés à ses limites ; des blocs d'immeubles et des rues entières furent exclus, parfois des maisons « aryen-

nes » y furent ajoutées en échange. De ce fait, certains Juifs durent changer plusieurs fois de domicile. Même après cette période, les changements des frontières du ghetto ne cessaient de se produire, son territoire fut systématiquement limité, et des bruits commencèrent à courir que le « petit ghetto » serait liquidé totalement. Comme des bêtes traquées, les habitants du ghetto se précipitaient à la recherche d'un gîte qui devenait de plus en plus difficile à trouver. Tout cela créait parmi les Juifs une atmosphère de désarroi, leurs nerfs déjà suffisamment éprouvés étaient tendus à l'extrême, mais c'était justement le but du traitement psychologique appliqué par les Allemands : les Juifs devaient être maintenus dans un état de dépression qui les rendrait incapables de toute résistance au moment de la réalisation de la « solution finale ».

Les affiches annonçant la création du ghetto furent placardées la veille du Yom-Kippour, le 16 octobre 1940 ; le 15 novembre les portes du ghetto se fermèrent, en donnant au monde l'exemple d'une forme inconnue jusqu'alors de cohabitation humaine. Durant cette courte période, tous les Juifs habitant en dehors du ghetto, dont le nombre était d'environ 140.000, devaient y être intégrés. La ville prit un aspect inaccoutumé, celui d'un immense camp nomade, traversé par des milliers de charrettes à bras poussées par des familles entières, aussi bien par les enfants que par les vieillards. C'est ainsi que les Juifs abandonnèrent leurs foyers pour l'incertitude du ghetto.

Quels sentiments éprouvaient-ils ? Pour répondre à cette question, je joindrai l'introspection à l'observation. Le ghetto, dont l'image terrifiante commença à se dresser devant nous dès les premiers jours de l'occupation. nous paraissait alors un cauchemar inimaginable ; mais une seule année de tourments quotidiens sous la férule allemande avait suffi à émousser la sensibilité. Dans nos appartements, nous n'étions jamais en sécurité, ayant à supporter les visites officielles, semi-officielles et pillardes des Allemands, souvent accompagnés de coups et de violences, contre lesquels nous étions impuissants à lutter. A partir du 12 novembre

1939, lorsque le port du brassard juif fut rendu obligatoire, chaque sortie du domicile était une torture. Dans les rues, on faisait la chasse aux Juifs qu'on affectait à des travaux pour la plupart absurdes et humiliants. L'attitude malveillante et parfois franchement hostile de la population polonaise ne faisait qu'augmenter l'amertume. Le désir de nous terrer quelque part pour ne pas être vus et ne voir personne nous donnait parfois l'illusion que le ghetto nous abriterait contre ce monde haineux. L'immense fatigue provenant des difficultés de trouver un gîte dans le ghetto, le sentiment essentiel et profond de l'absurdité de tout ce qui se passait et en même temps de son inéluctabilité avaient fait leur œuvre, et l'exode dans le ghetto était empreinte d'une austérité muette et affairée.

La situation la plus pénible était celle des Juifs nécessiteux qui peuplaient le faubourg de Prague. Faute de moyens, ils éprouvaient les plus grandes difficultés à trouver un coin pour se loger dans le ghetto, et c'est dans ce quartier que la police polonaise montrait un excès de zèle, en chassant ces malheureux de leurs foyers avant la date prescrite. Mais en général, le transfert s'était déroulé dans le calme, sans les graves accidents que nous craignions. Les Polonais étaient tellement étonnés de la manière dont s'était produit l'exode des Juifs qu'ils ne leur témoignèrent même pas de malveillance, ce qui ne les empêcha pas d'ailleurs de prendre immédiatement possession de leur héritage. Tout au début de l'occupation, nous avions sous-loué une chambre à un couple de fonctionnaires. Lorsque, au mois d'août 1940, chassés de notre appartement, nous voulûmes emmener un fauteuil qui se trouvait dans leur chambre, nos héritiers s'opposèrent catégoriquement à cette diminution de leur part d'héritage. Le slogan répété très souvent dans les années d'avant guerre : « Que les Juifs s'en aillent à Madagascar en pauvres vagabonds, tels qu'ils sont venus en Pologne ! » avait préparé la mentalité des Polonais à assimiler les méthodes allemandes, ce que les Allemands n'escomptaient que trop.

## IX

## TRAVAIL SOCIAL DANS LE GHETTO. PORTRAITS DE TRAVAILLEURS SOCIAUX.

Dans la période de l'exode au ghetto, le travail avait augmenté à un tel point dans notre district de l'Entraide qu'il ne nous laissait aucun répit, ce qui, heureusement, nous empêchait de réfléchir à notre propre sort. Notre quartier comptait parmi les plus riches, mais ces journées avaient montré l'étendue de la misère juive qu'il abritait : des foules entières submergeaient le district en demandant des subsides, soit pour la location d'une voiture destinée à transporter le mobilier, soit pour donner des arrhes pour la misérable demeure louée dans le ghetto. Les sommes dont nous disposions étaient insuffisantes et, afin d'obtenir des allocations supplémentaires, il me fallait circuler plusieurs fois par jour entre mon district et l'Office Central de l'Entraide qui se trouvait dans l'immeuble de l'Institut Judaïque dans la rue Tlomacka.

L'aide apportée au moment du transfert des Juifs dans le ghetto était la dernière manifestation de l'activité du 8e district de l'Entraide. Il n'existait plus de Juifs dans cette partie de la ville ; c'est pourquoi ce district, ainsi que celui qui fonctionnait dans le faubourg de Prague, sur la rive droite de la Vistule, furent liquidés. Sur le territoire qui correspondait approximativement à l'emplacement du ghetto, il restait encore cinq districts de l'Entraide, mais un sixième fut formé pour la partie du ghetto où la population était la plus dense et la plus indigente. Ce district fut installé au N° 29a de la rue Nowolipki dont il englobait une partie (entre les rues Karmelicka et Smocza) ainsi qu'une partie des rues Dzielna, Pawia, Gesia, Smocza, Mila et enfin

les rues Lubeckiego, Ostrowska et Niska — ces dernières étant peuplées des Juifs les plus nécessiteux.

Comment faire comprendre à mes lecteurs les sentiments que j'éprouve en énumérant toutes ces rues ? Au cours des deux années environ passées dans ce district, je me suis penché sur la vie misérable des gens qui pullulaient dans ces rues, tantôt acculés au désespoir, tantôt s'agrippant à l'illusion d'un espoir incertain et peu probable. Toute cette vie, les pensées et les sentiments de ces êtres humains furent étouffés, anéantis comme de la vermine, sans laisser de trace, comme s'ils n'avaient jamais existé. Même les rues ont disparu, pas une maison n'y est restée debout, rien que des tas de débris de ce qui était alors un quartier animé. Mais à l'époque où le ghetto commençait son existence, nous ne pouvions pas prévoir ce terrible néant ontologique. Pour nous, ce quartier était rempli d'êtres vivants réduits à la misère ; il fallait les aider à lutter pour le droit de vivre, soutenir leur foi dans l'avenir, qui leur permettrait, comme par le passé, de puiser le sens de la vie dans la source éternelle du pauvre bonheur humain.

Les anciens trois districts furent dissous, et l'administration du sixième district nouvellement créé fut formée à nouveau. Mais en tenant compte du fait que notre ancienne Commission d'Instruction et de Contrôle était un organe uni, coordonné et expérimenté, toute notre équipe, suivant mon accord avec le Dr Ringelblum, fut appelée à remplir les mêmes fonctions dans le nouveau sixième district et resta à son poste jusqu'à la débâcle du mois de juillet 1942. En l'occurrence, je voudrais mentionner ici mon collaborateur le plus actif, Joseph Krakowski, avec qui j'ai travaillé en parfaite harmonie jusqu'à sa mort (le typhus exanthématique l'emporta en hiver 1941-42).

Notre nouveau district comprenait plus de 100.000 habitants et environ 250 maisons. Nous avions donc à mettre sur pied le nombre correspondant de Comités d'Immeubles. Le district comportait un pourcentage élevé de familles nouvellement arrivées, c'est-à-dire démunies de moyens, n'ayant aucune source de reve-

nus et pas encore adaptées aux nouvelles conditions de vie. La misère, l'entassement et le chaos étaient indescriptibles. Il était évident qu'il était impossible à l'Entraide de dominer la situation et d'autant plus importante devenait l'aide immédiate qui intervenait, par l'entremise des Comités d'Immeubles, directement d'homme à homme.

Ayant commencé à visiter les habitants des immeubles, nous vîmes de nos propres yeux ce qu'étaient les « appartements » du ghetto. C'étaient des taudis, surpeuplés à l'extrême, de vrais foyers de famine et de maladies. Les paroles de nos camarades qui rendaient compte à la Commission de leurs visites étaient empreintes de désespoir, la vision de la cité de la mort se dressait devant nos yeux et le plus grand effort était nécessaire pour organiser le travail dans ce chaos déchaîné de misère humaine. Pour notre Commission, dont l'activité s'était déroulée dans la partie la plus riche de la ville, la différence entre les problèmes que nous avions à résoudre maintenant et les conditions de travail de jadis était frappante. La population juive de notre ancien district se composait pour la plupart de commerçants et de représentants des professions libérales. C'étaient les milieux dans lesquels furent recrutés les membres des Comités d'Immeubles, tandis qu'ici nous avions devant nous les masses prolétarisées de petits marchands, d'artisans et d'ouvriers, désagrégées du point de vue social et désorientées moralement. Nos observations avaient établi que la multitude des nouveaux arrivés avait désorganisé l'activité des Comités d'Immeubles. Il fallait les réorganiser, y intégrer ces éléments nouveaux et les faire participer au travail qui devait d'ailleurs être intensifié. Après mûre réflexion, nous décidâmes que le seul moyen d'aboutir était de réélire tous les Comités d'Immeubles du district. Mais la réalisation de cette entreprise nécessitait un travail préliminaire immense : se rendre compte de la situation dans chaque immeuble, arriver à un accord avec le comité existant, convoquer une réunion générale des locataires et envoyer à chaque réunion nos instructeurs.

Il est évident que la réalisation de ce vaste projet dépassait

les possibilités de notre Commission qui ne comptait que sept ou huit membres. Nous nous mîmes donc à recruter des assistants sociaux bénévoles et bientôt cette équipe se monta à quarante hommes qui s'étaient mis, toujours de leur propre initiative, à notre disposition, et dont chacun se chargeait de cinq à sept maisons. Après un certain temps, quelques-uns parmi eux nous quittèrent, les uns par désespoir, d'autres à cause de la famine, mais un groupe d'environ vingt personnes demeura à son poste du début aux tout derniers moments ; de nouveaux volontaires prenaient la place des partants, et ainsi l'activité des assistants sociaux s'étendait sur tout le district et était exercée sans interruptions.

Dans les autres districts, le nombre d'assistants sociaux était moins élevé et, du point de vue de l'organisation, ils faisaient partie de la Commission d'Instruction et de Contrôle.

Les conditions de travail des assistants sociaux étaient très diffficiles : les masses humaines parmi lesquelles ils travaillaient étaient dans un état de désorganisation et de désarroi. La faim, le typhus et la dysenterie fauchaient ces hommes qui étaient animés du désir de servir leurs frères encore plus défavorisés par le sort. Mais, dans ces conditions, un travail ininterrompu d'orientation et de contrôle était nécessaire pour donner à ces élans généreux le maximum d'efficacité. Les réunions consacrées à l'orientation et aux élections avaient lieu dans les immeubles le soir, après le couvre-feu ; aussi, l'assistant social qui prenait part à la réunion devait-il rester dans la maison jusqu'au lendemain ; le plus souvent, il passait la nuit sur une chaise, dans le coin d'une chambre surpeuplée. Certains y contractèrent le typhus, quelques-uns succombèrent a cette maladie, et tous les autres sans exception périrent au cours de l'extermination totale. Après la fin de la guerre, je n'en ai rencontré aucun qui ait échappé au massacre. Mais à mesure que les conditions dans lesquelles se déroulait notre travail devenaient plus compliquées, nous serrions nos rangs, et notre Commission et l'équipe de nos assistants sociaux étaient devenues une sorte de confrérie. L'intensité du

travail, la gravité des problèmes auxquels nous devions faire face, le contact avec les masses — tout cela nous absorbait complètement, sans nous laisser le loisir de réfléchir à ce qui nous attendait, et donnait un sens profond à notre vie.

Malgré leurs différences individuelles, les hommes de cette équipe étaient unis par la conscience qu'étant pris dans l'engrenage d'événements hautement tragiques, ils devaient leur faire face, sans se laisser dominer par des considérations secondaires et mesquines. Un souffle d'austérité implacable émanait de ces hommes, qui rayonnaient en même temps de compréhension et d'humanité. Au sein de l'administration centrale de l'Entraide, ils étaient plutôt estimés qu'aimés ; lorsque les dirigeants de l'Entraide apprenaient par nos comptes rendus que des critiques avaient été émises à leur égard, ils me demandaient de permettre à leur délégué d'assister à notre prochaine réunion pour donner des explications.

Si l'on considère que tous ces hommes étaient des travailleurs non rémunérés, dont un grand nombre se trouvaient dans une situation matérielle très difficile et ne mangeaient pas à leur faim, l'existence de cette équipe unie et dynamique peut être assimilée à un miracle.

Je me souviens d'un de nos assistants sociaux, Isaac Notes. Tout l'hiver, il vivait avec sa sœur dans une chambre non chauffée dont la porte était défoncée. Ils ne se déshabillaient jamais. Finalement, sa sœur contracta une pneumonie et mourut, mais lui-même, affamé et crasseux, continuait son travail inlassable dans les maisons les plus pauvres. Dans toutes nos réunions, il fustigeait la paresse, l'indifférence et l'iniquité de l'assistance officielle, y compris l'Entraide ; ses critiques étaient sévères et acerbes, parfois exagérées, mais de ses paroles se dégageait une telle compassion à la misère humaine qu'il était impossible de ne pas leur prêter attention.

Tous ceux qui étaient considérés comme Juifs par les lois raciales, dont un nombre assez élevé de convertis qui avaient scellé par l'acte de baptême leur rupture avec le judaïsme, furent

intégrés dans le ghetto. En Pologne, où l'antisémitisme régnait dans tous les milieux, un Juif en se faisant baptiser accomplissait en premier lieu un acte social (et non religieux), qui devait couper tous les liens entre lui et le Judaïsme. Dans le ghetto, une bonne partie des convertis se tenaient à l'écart, voulant jouer le rôle d'une élite : une société de bienfaisance catholique « Caritas » fonctionnait pour eux, deux églises catholiques, toujours pleines de dévôts, existaient dans le ghetto à leur usage. La vue de cette foule portant le brassard juif, qui priait avec ferveur dans une église catholique, suscitait une impression étrange.

Il existait aussi dans le ghetto, un grand nombre de Juifs qui s'étaient convertis après le début de la guerre, espérant de cette manière éviter le sort menaçant le Judaïsme. Et, de fait, des bruits circulaient que les ecclésiastiques catholiques s'entremettaient en leur faveur, qu'on les autoriserait à quitter le ghetto, etc. Tous ces espoirs furent vains : les Juifs catholiques partagèrent le sort de ceux qu'ils ne voulaient pas considérer comme leurs frères. Au début de la « Grande Action », parmi les premières victimes figuraient les ouvriers qui travaillaient dans l'atelier organisé par la société « Caritas » et leurs familles.

Le ghetto contenait aussi des Juifs « assimilés » qui s'étaient complètement éloignés du Judaïsme par leur éducation et leur mentalité. Cette « assimilation » était une tendance caractéristique pour une partie des Juifs polonais ; pourtant, dans ce groupe se trouvaient un certain nombre d'hommes appartenant à la véritable élite intellectuelle dont l'un des représentants les plus éminents était l'avocat Léon Berenson, qui avait plaidé dans les grands procès politiques de l'époque tsariste et qui fut le premier représentant diplomatique de la Pologne en Ukraine. Dans le ghetto, Berenson décida que sa mission était de travailler dans le domaine de l'assistance sociale. Je l'avais rencontré plusieurs fois au Centre de l'Entraide où il s'initiait au travail, mais un jour il m'avoua qu'il lui était difficile de s'adapter aux méthodes et à l'ambiance qui y régnaient. Je l'invitait alors à venir à une des réunions de nos assistants sociaux. Cette réunion avait lieu

par une froide et humide journée d'hiver, dans une chambre non chauffée. Nous étions assis, emmitouflés dans nos manteaux ; notre respiration dégageait une buée épaisse, si bien que chacun de nous ressemblait à une machine à vapeur en plein rendement. C'était une de nos réunions habituelles avec présentation de rapports faits sur la situation dans les maisons, discussion des questions courantes animée de critiques et de protestations. Tout cela se passait dans notre ambiance coutumière de sincérité austère et de vérité sans ménagements. Et Berenson, cet homme qui était étranger à ce milieu, comprit, grâce à son expérience spirituelle, que les véritables valeurs humaines y étaient sauvegardées. Il exprima le désir de revenir, de maintenir le contact avec nous, mais ses intentions ne furent pas réalisées : il mourut peu après d'une crise cardiaque, sans avoir figuré — heureusement pour lui — dans le martyrologe de Treblinka.

Nos assistants sociaux suivaient l'océan des souffrances qui les environnait. On peut sans hésitation leur appliquer les paroles du poète russe :

*Sans connaître ni tristesse ni colère*
*On ne peut pas aimer sa patrie.*

Ils ne ménageaient pas les paroles amères, leurs exigences étaient souvent impossibles à réaliser et leurs critiques impitoyables — et dans ces moments de colère déchaînée, la personne la plus apte à les apaiser était une femme exceptionnelle qui travaillait parmi nous et était l'âme de notre équipe. Czeslawa Raifeld-Pechnik était une femme de trente ans qui, par sa sincérité, par sa beauté et par sa bonté rayonnantes, avait le don d'émouvoir les cœurs de ses prochains. Au cours d'une collecte, elle fut déléguée dans une maison où l'on comptait réunir 300 zlotys ; après son discours, on en rassembla 3.000. Lorsque la foule désespérée de réfugiés ou d'expulsés assiégeait le district, elle se mêlait à cette multitude pouilleuse, prenait les enfants dans ses bras, trouvant pour chacun un mot de consolation. Nos avertissements n'avaient aucune prise sur elle ; cette femme admirable nous répondait : « Dans les conditions actuelles, mourir de

typhus transmis par un pou n'est pas la pire des morts. » Ayant épuisé toutes ses ressources, elle fut obligée d'accepter un emploi rémunéré, mais la routine bureaucratique étouffait le feu sacré qui l'animait, et elle en souffrait. Elle voyait les choses plus clairement que les autres. A une époque où cette idée ne nous était pas encore venue, elle disait que nous serions tous déportés et exterminés, et lorsque ses pressentiments sinistres commencèrent à se réaliser, elle refusa de se procurer des papiers de protection, ne voulant pas survivre à sa mère, si celle-ci devait périr. Vers le 15 août 1942, elle fut déportée à Treblinka avec toute sa famille.

Dans notre milieu, il y avait des hommes de tout âge — des jeunes gens comme des vieillards — de toutes les professions, allant des ouvriers aux intellectuels, et de toutes les tendances politiques — depuis les révisionnistes jusqu'aux socialistes de diverses nuances. Dans ce secteur limité, l'activité en dehors de la position politique de notre organisation s'affirmait une fois de plus. Il est, en outre, intéressant, de noter, sans en tirer des conclusions, que tous nos assistants appartenaient aux partis laïques ; les mizrahis et les agoudistes ne figuraient pas parmi eux. Ceci se rapporte aux assistants sociaux et non aux membres des Comités d'Immeubles.

Placé par la décision du sort à la tête de cette équipe unique en son genre, j'ai le devoir, par les quelques souvenirs que j'ai gardés, de préserver de l'oubli mes vaillants camarades. Hélas ! j'ai oublié certains noms et certains visages, les images de quelques-uns me reviennent entourés de brume et s'évanouissent aussitôt, et peu nombreux sont ceux dont ma mémoire a gardé une image précise.

Voici Frenkel, marchand de quatre-saisons, âgé de 65 ans. Négligeant son commerce, il consacra tout son temps aux maisons qui lui étaient confiées. Un jour, il tomba malade et sa vieille épouse vint me voir pour me demander un conseil. Elle me dit : « Je fais un peu de commerce, mais mon mari doit travailler pour ceux qui souffrent ; c'est ainsi qu'il faut faire à présent. » Cette femme accourut vers moi, désespérée, au début de la « Gran-

de Action » : son mari avait été emmené. Je réussis à lui procurer des papiers de protection chez Wielikowski, et il fut libéré. Pas pour longtemps, malheureusement : quelques jours plus tard, il fut pris avec sa femme, et cette fois définitivement.

Je me souviens également du révisionniste Kirschenberg, jeune homme plein de vitalité et d'optimisme, ainsi que d'un groupe de trois membres du Bund avec lesquels j'étais très lié. L'un d'eux était Schwarzberg, jeune ouvrier au visage franc et toujours souriant. Pour pouvoir vivre, il acceptait les travaux physiques les plus pénibles qu'il exécutait avec facilité et bonne humeur, sans interrompre pour autant son activité d'instructeur dans les maisons de son secteur.

Le deuxième était Goldheimer, homme aux traits fins et aux yeux mélancoliques, rayonnants de bonté. Avant la guerre, il était représentant de commerce et gagnait bien sa vie. Dans le ghetto, sa situation matérielle était très précaire, il fondait littéralement sous nos yeux, mais toute son attention était fixée sur les souffrances des autres. Tous les samedis, à la fin de la matinée, j'organisais des réunions avec nos assistants sociaux. Goldheimer ne les manquait jamais. J'appris pourtant qu'à ces heures, il avait la possibilité de manger une fois par semaine à sa faim, car le samedi, il était invité à déjeuner par un ami. Mes insistances pour qu'il aille déjeuner au lieu de venir à la réunion n'eurent aucun effet, et je dus changer l'heure de nos réunions.

Le troisième et le plus remarquable de ce groupe était Zanwel Dywan, un vrai représentant de « l'intelligentsia ». Plusieurs années de suite, il avait été leader de la fraction du Bund dans la municipalité de la ville de Plock. Il avait vécu longtemps en Angleterre d'où il avait rapporté une bibliothèque d'auteurs anglais. Dans le ghetto, il existait en donnant des leçons d'anglais, mais le nombre de ses élèves diminuait et sa situation devenait de plus en plus catastrophique. Lorsque je vis un jour, chez un bouquiniste ambulant, des volumes de « L'Histoire d'Angleterre » de Macaulay avec ses initiales, je compris à quel degré de misère il était tombé pour se séparer des livres de sa bibliothèque. Sa sensibilité aux souffrances humaines et aux injustices était extra-

ordinaire. Je me souviens de ses rapports à nos réunions sur la misère et les malheurs qu'il avait observés dans les maisons de son secteur ; sa voix ne trahissait jamais la colère, mais était empreinte d'une tristesse profonde et sincère.

A titre d'exception, les assistants sociaux du sixième district eurent droit à un représentant dans la Commission Centrale des Comités d'Immeubles ; ils y déléguèrent Dywan. C'était un homme d'une telle intégrité qu'il était incapable de s'orienter dans les rouages compliqués de l'organisation des institutions sociales du ghetto ; l'idéalisme dont étaient pénétrés ses discours avait parfois un caractère utopique, ses projets étaient souvent irréalisables, mais de toute sa personne se dégageait un tel souffle d'humanisme et de noblesse de pensée, que nous l'appelions « la conscience de la Commission Centrale ».

Le lecteur peut se poser cette question parfaitement justifiée : Comment l'assistance sociale pouvait-elle tolérer une telle misère parmi ses collaborateurs les plus actifs et les plus dévoués ? L'explication réside dans les conditions tout à fait spéciales qui régnaient dans cette cité de la mort qu'était le ghetto de Varsovie, et que les paroles sont impuissantes à retracer. En particulier, le Secteur Public ne disposait pas de ses propres fonds : notre travail consistait dans la mise en action des Comités d'Immeubles et dans la surveillance de l'aide qui fut apportée dans les maisons directement d'homme à homme. La seule chose que nous réussîmes à créer dans ce domaine fut un fonds de secours individuel, alimenté par les sommes modiques déduites des collectes dans les Comités d'Immeubles. Ces montants étaient nettement insuffisants : en les attribuant aux hommes d'élite nécessiteux, nous pouvions donner à chacun une fois en l'espace de plusieurs mois une somme insignifiante. Il nous était parfois possible d'obtenir pour nos assistants des bons gratuits pour la soupe distribuée irrégulièrement par les cuisines populaires, mais cela aussi n'était pas suffisant pour préserver un être humain de la faim. Ainsi s'accomplissait le sort de ce monde clos et condamné qui poussait dans la gigantesque fosse commune les assistants et les assistés.

# X

## ACTIVITE DES COMITES D'IMMEUBLES ET DE LEUR COMMISSION CENTRALE

Autant que je sache, aucune publication sur le ghetto de Varsovie ne comporte l'histoire de ses institutions sociales très particulières, même sous cette forme fragmentaire dont j'ai usé dans les chapitres précédents de cet ouvrage.

Dans mes efforts pour donner une idée de ces institutions qui furent la manifestation spontanée de l'humanisme et de la solidarité des masses, j'en ai été réduit à ne retracer que les quelques éléments dont j'ai gardé le souvenir, car je ne possède à Paris aucune documentation. Cependant, déjà dans le ghetto nous nous rendions compte que la vie que nous y menions et surtout nos institutions sociales étaient d'un intérêt certain pour les générations futures. Les archives que réunissait le Dr Ringelblum étaient la preuve essentielle de cette conception. De notre côté, dans le Secteur Public nous essayâmes de conserver les traces de notre travail par des comptes rendus sur l'activité de toutes ces institutions. Même pour la cellule de base — le Comité d'Immeuble — une forme unique de rapport fut élaborée qui tenait compte de toutes les manifestations de son activité : de la collecte et de la répartition des fonds ainsi que de toutes les autres formes d'assistance. De nombreux Comités d'Immeubles rédigeaient régulièrement des comptes rendus de leurs réunions, dont ils envoyaient les copies au district. Les Commissions des Districts établissaient des rapports exacts de toutes leurs réunions, dont les copies étaient remises au centre de l'Entraide. En ce qui concerne la Commission Centrale des Comités d'Immeubles, vu que des questions de principe y furent débattues, ses comptes rendus

étaient de véritables sténogrammes. Notre très compétente secrétaire, Sara Polus, les rédigeait avec une telle précision qu'elle aurait pu effectuer ce travail dans n'importe quel parlement. Chaque réunion commençait par mon rapport sur la situation générale de la semaine écoulée, suivi d'un échange de vues. Ensuite, l'ordre du jour comprenait une question quelconque du domaine de l'assistance sociale qui devait être résolue ou nécessitait quelque réforme. Des représentants de l'Entraide et du K.O.M. (Comité officiel de l'Assistance) furent souvent invités à prendre part à nos réunions. Les comptes rendus étaient établis en une vingtaine d'exemplaires et envoyés aux districts, aux autres institutions sociales et au Dr Ringelblum. Ces comptes rendus seraient d'une valeur inestimable pour l'intelligence de la vie du ghetto, et il n'y a aucun doute que le Dr Ringelblum les conservait dans ses archives. Une partie de ces archives a disparu et n'a pas été retrouvée jusqu'à présent, mais la majeure partie a pu être sauvée et se trouve actuellement à l'Institut Historique Juif en Pologne. Malheureusement, mes démarches pour obtenir de cet Institut les copies des comptes rendus ou au moins l'indication qu'ils existent n'ont abouti à aucun résultat. Ainsi, ces documents, de même que certains autres dont l'existence est indiscutable ne sont pas à ma disposition, et la seule source de mes écrits est ma mémoire. Cette circonstance m'a incité, au lieu de faire le récit systématique de la matière, à me borner à la narration d'épisodes isolés, qui reflètent dans une certaine mesure l'activité des institutions sociales du ghetto. Je veux donc essayer, en me basant sur mes souvenirs, de fair ressortir, bien que très sommairement, les caractéristiques essentielles de ces organismes du ghetto.

La cellule de base du Secteur Public — le Comité élu dans chaque immeuble — changeait graduellement la forme de son activité, et voici en quoi consistait cette évolution : selon l'idée primitivement conçue, le Comité de l'Immeuble devait être l'organe local de l'institution Centrale de l'Entraide et agir suivant les instructions de ce dernier. Tous les fonds rassemblés devaient être remis au Centre qui avait la tâche de les répartir entre les Comités d'Immeu-

bles pour leurs besoins locaux. Théoriquement, cette idée était juste, car elle tendait à une répartition de secours égale et équitable, indépendamment du fait que telle ou telle autre maison avait plus ou moins d'habitants riches ou pauvres. Mais ce système cohérent s'écroula sous l'assaut des exigences de la vie. A mesure que le temps s'écoulait, la misère s'accroissait ; certaines maisons n'étaient peuplées que de personnes indigentes, et même les immeubles considérés comme aisés contenaient un si grand nombre de nécessiteux qu'il n'était pas possible de subvenir à leurs besoins les plus essentiels. Il est évident que le Comité et les habitants d'un immeuble étaient le mieux placés pour juger de la misère locale, et dans ces conditions il était difficile d'obtenir que les fonds fussent remis pour répartition à l'organe central. Chaque Comité essayait, par tous les moyens, de venir en aide aux nécessiteux de son immeuble. Cette forme d'activité stimulait l'énergie du Comité, tout en lui donnant un caractère humanitaire, car l'aide directe d'homme à homme prenait une forme concrète et tangible ; chaque donateur pouvait voir de ses propres yeux les résultats de sa bonne volonté. Mais d'autre part, cette activité autonome des Comités d'Immeubles exigeait un accroissement de notre travail d'orientation et de contrôle. Dès les premiers mois de l'existence du ghetto, nous dûmes reconnaître cette évolution comme un fait accompli, et les Comités d'Immeubles, qui n'étaient primitivement que des groupements collecteurs et distributeurs de l'Entraide, se transformèrent en organes autonomes d'assistance locale.

L'Entraide (son appareil administratif officiel) se bornait à exiger une certaine attribution de fonds en sa faveur. Cette question n'était pas du domaine de notre groupe de travailleurs bénévoles, mais de celui des administrateurs financiers du Secteur. A ce propos, les Comités d'Immeubles étaient toujours en opposition et ne remettaient généralement à l'Entraide qu'un pourcentage très minime de leurs collectes. Avec cet argent, le Centre de l'Entraide avait créé un fonds de Secours individuel, dont la répartition se trouvait entre les mains de l'appareil adminis-

tratif du Dr Ringelblum et de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles (cette dernière était représentée aux réunions par moi personnellement ou par mon délégué). Je me souviens de l'atmosphère tragique de ces réunions : nous étions submergés de requêtes ; chaque cas témoignait de la misère extrême et parfois de la situation sans issue du solliciteur. Et en même temps nous étions impuissants devant cet océan de souffrances humaines ! Répartir les fonds disponibles à parts égales entre tous les solliciteurs ? Mais alors le secours serait sans efficacité aucune : il ne suffirait pas à l'achat d'un kilo de pain pour chacun. Et d'autre part, si on opérait une sélection, qui fallait-il choisir, comment se décider à accorder un secours, même temporaire, à l'un et le refuser à l'autre ? Etant obligés, par la force des choses, de faire un triage, nous accordions des subsisdes soit aux personnes ayant des mérites du point de vue de leur activité sociale, soit dans des cas particulièrement urgents : ainsi, des secours furent alloués pour améliorer la nourriture des personnes ayant supporté le typhus exanthématique.

Mais en général, dans ce domaine également, nous devions continuellement faire face à un problème qui, de même que tous les autres problèmes vitaux du ghetto, ne pouvait trouver de solution dans cette cité de la mort. En raison des circonstances exposées plus haut, le secours individuel venant du Centre était un domaine sans grande portée ; l'importance du Secteur Public consistait dans l'action directe des Comités d'Immeubles. Ces derniers gardaient jalousement leur autonomie. J'ai souvent entendu dire par leurs représentants : « Nous sommes des petits « Joints » ; chaque maison doit avoir à présent son petit « Joint ».

De notre côté, nous tendions à donner à ces petits « Joints » la forme d'institutions organisées et à répartir les devoirs parmi leurs membres. Une réunion générale dans chaque immeuble procédait aux élections du président, du secrétaire, du trésorier, de rapporteurs sur les questions de ravitaillement, d'habillement, d'assistance aux enfants, d'une commission chargée de la créa-

tion d'entreprises de rapport, du patronage des centres de réfugiés, etc.

Il arrivait que des conflits surgissent au sein des Comités, qui prenaient parfois, surtout dans notre district, une forme aiguë. Pour les trancher, un tribunal arbitral fut créé, qui fonctionnait conformément à la procédure judiciaire élaborée par nous. Les sujets de conflit ont échappé à ma mémoire, mais je me rappelle très bien l'ambiance qui régnait aux sessions du tribunal : les parties arrivaient souvent dans un état de grande agitation, prêts à en venir aux mains, mais à mesure que les débats se déroulaient et que les intéressés, l'un après l'autre et dans l'ordre strict de la procédure, avaient la possibilité d'exprimer leurs griefs jusqu'au bout, l'atmosphère se rassérénait, l'excitation tombait, et généralement on aboutissait à un arrangement, sans que le tribunal eût besoin de statuer.

Ce tribunal arbitral ainsi que tous les autres organes du Secteur avaient, en plus de leur tâche directe, une signification morale et éducative : ils créaient des conditions, grâce auxquelles les gens pouvaient travailler et même entrer en conflit dans une ambiance d'estime réciproque, en sauvegardant les formes en usage dans le monde civilisé. Ainsi, ils ne perdaient pas la foi en eux-mêmes et avaient le sentiment que les valeurs humaines étaient restées intactes, que toute cette catastrophe n'était que temporaire et qu'il fallait attendre l'aube de la libération.

Je faisais régner l'ordre et maintenais certaines règles de conduite à la Commission Centrale des Comités d'Immeubles avec une persévérance qui touchait au pédantisme. Les réunions avaient lieu régulièrement tous les mardis à 5 heures de l'après-midi et ne commençaient jamais plus tard qu'à 5 heures et quart. Comme peuvent le constater les membres des différentes institutions juives, une telle exactitude est une manifestation plutôt rare de la discipline sociale. Les membres empêchés de venir à la réunion devaient en aviser la Commission et motiver leur absence. D'habitude toutes les personnes qui devaient y participer étaient présentes. Ce sont peut-être des bagatelles, mais à l'époque du

ghetto, lorsqu'on avait l'impression que le monde était devenu fou et se précipitait vers un abîme, les règles établies nous donnaient la conscience de la stabilité des valeurs morales et le sentiment que le devoir social envers notre peuple était une obligation réelle qui devait guider toute notre conduite.

Cette idée fut comprise et appréciée par tous les cercles sociaux du ghetto. Un jour, je rencontrai Giterman dans la rue Leszno, vers 5 heures de l'après-midi ; il me dit : « Ah ! c'est donc mardi ». Ces « mardis » furent maintenus toute l'année 1941 et la première moitié de l'année 1942. Le dernier en date fut celui du 17 juillet 1942. Naturellement, dès le début de la « Grande Action », notre organisation s'effondra.

Certains éléments dans les institutions d'assistance, notamment ceux qui voulaient concentrer entre leurs mains le pouvoir et l'exercer sans contrôle, ironisaient sur ce côté de mon activité, m'accusant de jouer au parlementarisme anglais. Je leur répliquais que si, à un certain point de vue, c'était un jeu, je le préférais au jeu du totalitarisme autoritaire.

Tout en dirigeant l'activité des Comités d'Immeubles, nous n'avions pas de fonds à notre disposition. Je me souviens qu'ayant eu vent de quelques cas de misère extrême parmi nos collaborateurs actifs, je dus m'adresser à l'appareil administratif officiel de l'Entraide. A la suite de longues négociations, peu avant le mois de juillet 1942, 15 colis mensuels de ravitaillement peu substantiels furent mis à notre disposition, mais cette attribution nous parvenait irrégulièrement.

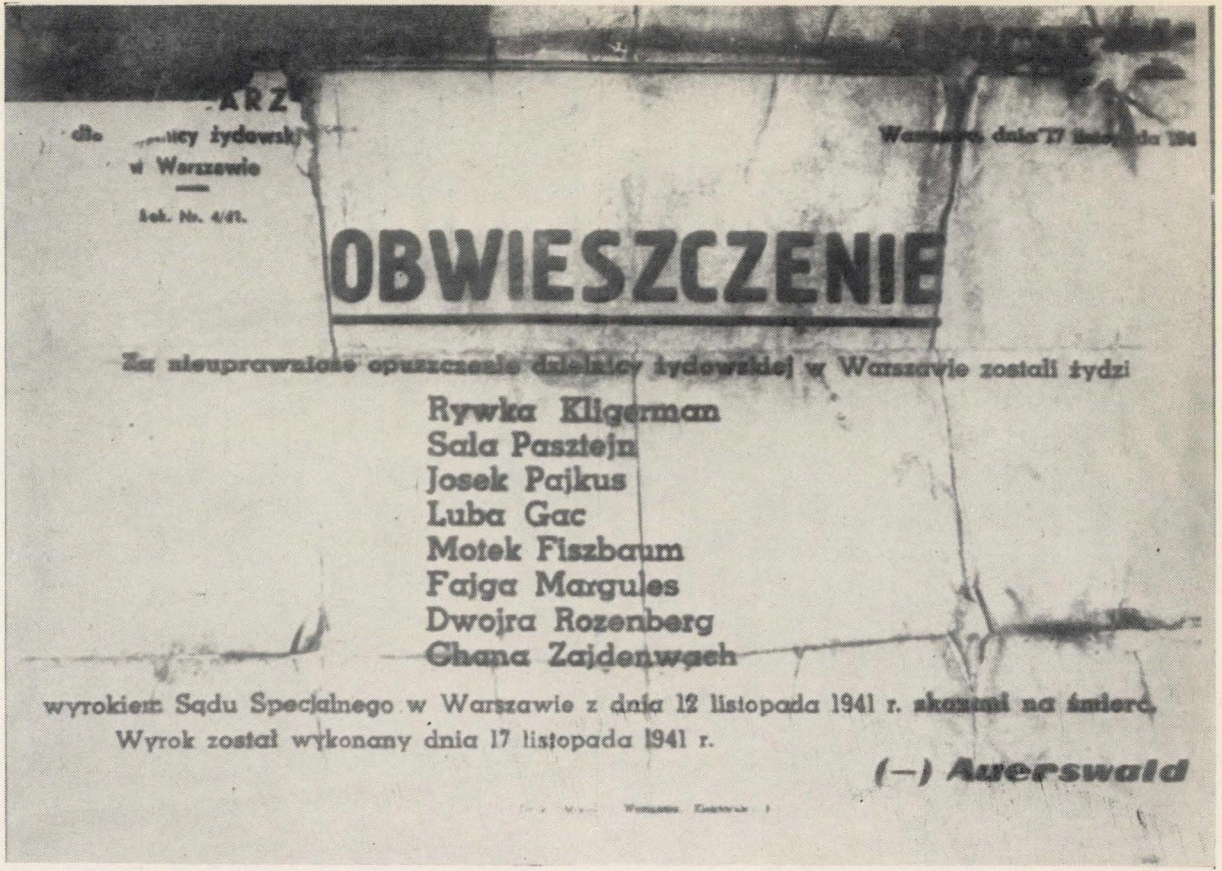
L'autorité de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles était purement morale, et toutes les fois où l'assistance officielle voulait entreprendre une campagne nécessitant la participation des masses, elle ne le faisait pas sans l'approbation de notre Commission, sachant qu'autrement elle serait vouée à l'échec. Ceci se rapporte, entre autres, au projet de « confiscation de 30.000 cartes d'alimentation » (relaté par moi précédemment) et au projet du « secours d'hiver 1941-1942 » : le « Judenrat » exigeait que la campagne fût lancée en son nom et la sabotait en général dès le début. Finalement, ce projet fut

soumis à la Commission Centrale qui posa des conditions précises pour faire participer à cette action les Comités d'Immeubles.

Je me souviens également du cas suivant : nous fûmes priés un jour de descendre immédiatement au K.O.M. (Comité officiel de l'Assistance) où une décision urgente devait être prise. Je me trouvais à ce moment à notre siège en compagnie de A. Landau et de l'avocat Szulman. Nous nous rendîmes dans les locaux du K.O.M. où son comité était réuni au complet, ainsi que les représentants de tous les partis politiques et un délégué du « Judenrat ». Voici de quoi il s'agissait : Un édit avait été émis, menaçant de la peine de mort toute personne juive ayant franchi les frontières du ghetto. Quelques jours plus tard, 19 personnes (dont la plupart des adolescents) furent arrêtées pour ce délit et transférées à la prison du ghetto où elles attendaient leur exécution d'un moment à l'autre. Des préparatifs techniques étaient en cours : les Allemands voulaient, paraît-il, que l'exécution fut effectuée par la police polonaise ; celle-ci refusait, et finalement les Allemands se chargèrent de fusiller les détenus en présence de la police polonaise. Ce qui était certain, c'est que la catastrophe pouvait survenir à tout instant. Dans cette situation, la Gestapo proposa un marché au « Judenrat » : si 1.500 canadiennes étaient livrées pour l'armée allemande, le « sort des 19 condamnés pourrait être revisé ». Nous devions faire face à un cas de conscience très pénible : fallait-il être persévérants dans notre ligne de conduite excluant toute aide aux Allemands et condamner à mort 19 êtres vivants, ou bien les sauver en acceptant un compromis ? J'ai gardé le souvenir des grandes lignes de la discussion qui s'en suivit. Comme dans n'importe quel autre milieu, il se trouvait dans l'assistance des hommes sans volonté ni décision, qui essayaient de dégager leur responsabilité : ils prétendaient que les Allemands n'oseraient pas fusiller des adolescents pour un délit aussi minime (de telles illusions existaient encore chez certains en 1942 !), mais la plupart avait une opinion très nette et qu'ils ne cherchaient pas à dissimuler. Deux opinions diamétralement opposées se confrontaient, et il est curieux qu'elles furent exprimées par des membres du même parti (sionistes généraux). Kirschenbaum soutenait caté-

tégoriquement que tout acte d'aide aux Allemands devait être exclu, même si cela signifiait la perte de 19 hommes — il fallait les considérer comme des soldats tombés au front comme tant d'autres soldats des Alliés trouvaient la mort en ce moment sur les champs de bataille du monde. E. Bloch défendait un point de vue opposé : invoquant les principes humanitaires, la Bible, la valeur que le Judaïsme attribue à la personne humaine, il considérait que les exigences des Allemands devaient être satisfaites. Quant au « Judenrat », il voulait non seulement procurer aux Allemands les canadiennes, mais donner à la collecte de fonds pour l'achat de celles-ci la forme d'une grande action populaire, en y faisant participer les Comités d'Immeubles, ce qui explique notre invitation à la réunion. Je refusai notre accord en soulignant la signification démoralisante d'une telle campagne. Mais, d'autre part, je considérais que la promesse des Allemands de gracier les 19 condamnés contre la livraison de 1.500 canadiennes était un simple caprice de leur part dont il fallait profiter : ils auraient pu aussi bien en réclamer 5.000 et avaient d'ailleurs déjà pris tous nos vêtements de fourrure sans rien nous donner en échange. Si leur proposition était acceptée, les fonds devaient soit être pris dans la caisse du « Judenrat », soit rassemblés en effectuant une collecte chez un nombre très restreint de personnes.

La réunion se termina là-dessus, mais j'appris ensuite que les condamnés avaient été libérés — le « Judenrat » avait donc accepté le marché. Pour caractériser la mentalité du « Judenrat » de Varsovie, je mentionnerai encore le fait suivant : quelques jours plus tard, je reçus une invitation imprimée du « Judenrat » d'assister à une « fête à l'occasion de l'heureuse issue d'une action ». Je ne m'y rendis pas, mais des personnes ayant assisté à la fête me racontèrent qu'il s'agissait justement de célébrer la libération des 19 condamnés à mort au prix de la fourniture de canadiennes à l'armée allemande. Un dîner arrosé de vins fut servi aux invités et les discours prononcés glorifièrent nos sages tuteurs et sauveurs du « Judenrat ». Cela montre à quelle aberration peut aboutir le manque de tact et de compréhension de la situation !



-ARZ-

dla ...icy żydowskiej
w Warszawie

Sek. Nr. 4/61.

Warszawa, dnia 17 listopada 194

# OBWIESZCZENIE

Za nieuprawnione opuszczenie dzielnicy żydowskiej w Warszawie zostali żydzi

Rywka Kligerman
Sala Pasztejn
Josek Pajkus
Luba Gac
Motek Fiszbaum
Fajga Margules
Dwojra Rozenberg
Chana Zajdenwąch

wyrokiem Sądu Specjalnego w Warszawie z dnia 12 listopada 1941 r. skazani na śmierć.
Wyrok został wykonany dnia 17 listopada 1941 r.

(—) Auerswald

Wydział Ewidencyjny

**V. — Avis d'exécution de huit Juifs pour être sortis du ghetto.**

La Commission Centrale des Comités d'Immeubles était devenue le parlement du Secteur Public. Son influence morale dépassait les limites de sa compétence formelle et s'étendait, dans une certaine mesure, à tous les organes de l'assistance. Les travailleurs sociaux les plus actifs des districts y étaient représentés. Nos parlementaires de la Commission Centrale avaient l'obligation de continuer leur travail dans les districts ; à leur tour, les travailleurs sociaux des districts prenaient une part active aux travaux des Comités d'Immeubles. De cette manière, de par la structure même du Secteur Public, les membres de la plus haute instance — la Commission Centrale — ne se tenaient pas à l'écart des masses et étendaient leur activité aussi bien aux districts qu'aux Comités de leurs Immeubles.

Les Comités d'Immeubles étaient si profondément enracinés dans la vie du ghetto que, sans eux, son existence est inconcevable. Tout un folklore s'était formé autour de ces comités, une série d'anecdotes soulignaient leur rôle. Ils ont échappé à ma mémoire, je ne me souviens que d'une plaisanterie : lorsqu'une femme cherchait à justifier une absence trop prolongée, elle ne recourait pas à l'excuse traditionnelle de la visite chez la couturière, mais prétextait une consultation avec le secrétaire du Comité d'Immeuble.

S'il était possible d'établir la statistique de ce qui fut accompli par les Comités d'Immeubles, les résultats auraient un retentissement formidable. Malheureusement, toutes ces données ont été englouties dans la destruction totale et il existe moins de chances de les rétablir que de reconstituer, grâce à des fouilles, un domaine quelconque de la culture préhistorique. La destruction du ghetto fut accomplie avec une telle persévérance que les fouilles ne seraient d'aucun secours.

De même qu'il n'est pas possible de reproduire le bilan de l'activité des Comités d'Immeubles, il est également impossible de retracer les domaines multiples de leur activité et la nature individuelle de certains Comités, qui différaient sensiblement les uns des autres.

Je me bornerai donc à décrire, à titre d'illustration, 'lactivité du Comité de l'Immeuble que j'habitais, siuté au numéro 32 de la rue Elektoralna, ce qui donnera une idée des Comités des maisons aisées. En plus de l'aide apportée aux locataires de l'immeuble, ce Comité fournissait des fonds destinés à soutenir le Centre de Réfugiés qui se trouvait au numéro 12 de la rue Elektoralna et était dirigé par deux dames, membres du Comité. Une cuisine collective fut créée et fonctionna un certain temps, qui distribuait des repas très nourrissants, à titre gratuit, aux locataires indigents et au prix de revient à tous les autres. Les habitants payaient régulièrement des cotisations mensuelles et, dans des cas urgents, des collectes furent organisées. De son côté le président du Comité, homme très aisé, aidait largement les nécessiteux. Le Comité possédait un foyer, composé de trois pièces, qui avait le caractère d'un club. Tous les soirs, les locataires s'y réunissaient, un buffet était à leur disposition, à quelques tables on jouait aux cartes. Les joueurs payaient un certain pourcentage en faveur du Comité, les gains du buffet étaient attribués au même fonds. Le Comité organisait parfois des soirées avec des invités, dont les recettes étaient considérables.

Malgré toute l'efficacité de ces mesures, l'atmosphère régnant dans ce Comité était plutôt tiède. Le véritable enthousiasme, d'autant plus touchant qu'il animait des gens qui étaient eux-mêmes misérables et exténués, se manifestait dans certains immeubles pauvres. Dans ces derniers, au lieu de donner une partie de leur superflu, les habitants partageaient avec les autres leurs dernières ressources. Dans certains cas, la solidarité manifestée par les locataires des immeubles les plus indigents avait un caractère émouvant. Malheureusement, des centaines de cas prouvant cette attitude m'échappent actuellement, ce qui m'oblige à me borner à ces quelques généralités au lieu d'en retracer l'image concrète et convaincante.

J'espère néanmoins avoir donné une juste idée de la véritable nature de ce mouvement populaire très particulier qui fut créé par le Secteur Public dans le ghetto de Varsovie, ainsi que de la

mentalité de la grande majorité de ses travailleurs sociaux. Je ne voudrais pas, pourtant, que mes lecteurs aient l'impression que je fasse la part belle aux hommes du Secteur et prétendent que je me plaise à faire briller leur candeur immaculée sur le fond noir qui les entourait. Non, le Secteur Public était composé d'êtres humains qui vivaient, pour la plupart, dans des conditions très misérables et n'étaient pas exempts de faiblesses. Si la corruption n'existait pas dans le Secteur, les ambitions personnelles se faisaient parfois sentir. Il arrivait que les intérêts locaux de leur immeuble ou de leur district leur masquaient l'ampleur du problème que nous avions à résoudre, et à propos de certaines questions il était nécessaire de mener une lutte énergique contre ce régionalisme excessif. Mais ces détails n'ont que peu d'importance par rapport à la perspective dans son ensemble, reflétant l'esprit compréhensif, altruiste et humanitaire qui régnait dans les milieux du Secteur Public et avait donné le jour à nos institutions uniques en leur genre, créées dans les conditions également uniques du ghetto de Varsovie.

## XI

## « GUIDE TOURISTIQUE » DU GHETTO

Malgré la vie sans espoir ni issue dans le ghetto de Varsovie, le sens de l'humour y était intarissable, humour noir, reflétant le tragique quotidien de cette cité retranchée du monde extérieur.

L'une de ses manifestations était la diffusion, en éditions manuscrites, du « Guide touristique du Ghetto », œuvre d'un auteur inconnu. Extérieurement, ce guide touristique avait l'air d'un prospectus invitant à visiter les monuments et les curiosités de n'importe quelle ville du monde. Le haut de la page portait l'inscription en français :

« Visitez le ghetto, ses portes et ses ponts, goûtez son délicieux « czoulent », admirez ses « armoires musicales », ses rues animées... »

Tous les paragraphes de ce texte nécessitent des explications car leur contenu ne correspond nullement à ce qu'on fait visiter d'habitude aux touristes étrangers.

Les portes du ghetto n'étaient pas des vestiges de l'antiquité et ne portaient pas d'empreintes séculaires, elles étaient au contraire l'œuvre de technique totalitaire la plus moderne : chacune d'elles était gardée à l'extérieur par la sentinelle allemande et à l'intérieur par la police juive, ce qui signifiait qu'un demi-million de gens condamnés étaient enfermés hermétiquement dans la cité de la mort. Ces portes ne s'ouvraient que rarement : pour livrer passage dans le ghetto à quelque Allemand ou Polonais qui s'y rendait pour affaires de service et pour en faire sortir les commandos de travailleurs juifs ou les membres importants du « Judenrat » qui possédaient des laissez-passer individuels. Parfois au prix de grands efforts, des personnes isolées réussissaient à obtenir

un laissez-passer les autorisant à une seule sortie dans la ville aryenne de Varsovie. Ces laissez-passer étaient très recherchés et s'obtenaient soit grâce à la protection du « Judenrat », soit par voie de corruption. Personnellement, je n'avais pas le moindre désir de me trouver, même durant quelques heures, dans cette Varsovie « aryenne ». Pendant tout mon séjour dans le ghetto, je ne l'ai quitté qu'une seule fois pour visiter les Juifs allemands qu'on avait amenés à Varsovie au début du printemps 1942. Ils furent logés dans le bâtiment d'une école en dehors du ghetto. Le groupe de travailleurs sociaux dont je faisais partie s'y rendit accompagné par la garde. Les quelques heures que j'ai passées parmi ces Juifs allemands venant de Hanovre, de Goettingen et de villes rhénanes, sont encore vivantes dans ma mémoire. Je me souviens d'une jeune femme peintre originaire de Hanovre. A la différence des autres, elle avait très peu de bagages, mais était heureuse d'avoir pu amener son « Faust ». Dans l'une des pièces, le Docteur Bloch, également de Hanovre, avait étalé devant lui un bel assortiment d'instruments médicaux et prodiguait des soins à ses compatriotes. Bien que chaque pièce contînt au moins 40 personnes, il y régnait un ordre exemplaire : chaque famille occupait une place délimitée, les valises étaient bien rangées et les manteaux accrochés au mur. J'eus l'occasion de parler successivement à une dizaine de personnes. Pour moi qui sortais du ghetto, c'était le contact avec le monde extérieur. Ce qui me frappa, c'était l'air de santé et l'optimisme communs à tout le groupe ainsi que l'absence de la moindre crainte pour leur sort. La jeunesse dansait au son d'un phonographe. Tout le monde posait les mêmes questions : pouvait-on trouver du travail dans le ghetto (où ils croyaient être bientôt transférés) ? Les logements étaient-ils salubres ? Est-ce que des bombardements violents étaient à craindre ?

D'autre part, dans le ghetto, certains milieux manifestaient de l'inquiétude à l'occasion de l'arrivée de ce groupe, craignant que les Allemands pussent en faire leur instrument et les mettre dans des conditions privilégiées.

Malheureusement, ni ces craintes ni les soucis des Juifs alle-

mands n'étaient fondés. Au cours de la deuxième nuit du séjour de ces derniers à Varsovie, 140 personnes parmi les plus jeunes, suivant liste nominative, furent déportées à Treblinka (qu'on croyait à cette époque être un camp de travail), et peu après, les autres ressortissants du Pays des Seigneurs disparurent à leur tour.

Les ponts du ghetto avaient un caractère encore plus particulier et « ultra-moderne », car ils n'étaient pas construits pour traverser des rivières, mais passaient au-dessus des rues qui n'appartenaient pas au ghetto et étaient interdites aux Juifs. Le pont principal était érigé au-dessus de la rue Chlodna ; il reliait les deux parties de la rue Zelazna qui la croisait et servait d'unique passage entre le « grand » et le « petit » ghetto.

Sur ce pont, des cohues de gens circulaient dans les deux sens, avec les plus grandes difficultés, dans une bousculade indescriptible. J'eus un jour l'occasion d'observer ce mouvement de la fenêtre de la maison voisine. L'impression était macabre et grotesque en même temps, elle peut être comparée à une scène d'actualité au cinéma reproduisant la fuite de masses compactes de Chinois devant le débordement d'un fleuve.

Pourtant, au début, ce pont n'existait pas. Auparavant, les deux rues perpendiculaires : la rue « aryenne » Chlodna et la rue juive Zelazna, étaient séparées par de lourdes portes en fer, gardées par les Allemands et s'ouvrant tour à tour pour le passage d' « aryens » et de Juifs. Dans sa partie « aryenne », la rue Chlodna était peu mouvementée, les portes restaient ouvertes la plupart du temps et la circulation se produisait sans encombre. Mais dans la rue Zelazna, qui servait de lien unique entre deux parties du ghetto et où les Juifs circulaient de manière ininterrompue, les portes ne s'ouvraient que rarement et pour un temps très court. Après les avoir ouvertes, les gendarmes allemands faisaient avancer la foule à coups de cravache, ce qui créait une atmosphère de panique. En s'approchant de ce croisement, les Juifs ne pouvaient s'empêcher de ressentir une excitation fiévreuse. La foule se tassait et chacun essayait de se faufiler à l'intérieur pour ne pas être exposé aux coups des Allemands. De ce fait, le mouve-

ment ralentissait et les coups de cravache s'abattaient sur les malheureux avec une ampleur croissante. En plus de cela, l'humiliation de ces gens sans défense était à l'ordre du jour. Les gendarmes sortaient au hasard quelques pauvres types de la foule et les obligeaient à faire des mouvements de gymnastique en les rouant de coups, ou de s'agenouiller en hiver dans les flaques de neige fondante.

La construction du pont améliora cette situation. En le traversant, nous pouvions apercevoir la rue « aryenne », spacieuse et propre, où le mouvement était normal, où roulaient des autos et circulaient des tramways... Et en même temps, nous étions séparés par un abîme de ces simples manifestations de la vie quotidienne d'une ville...

Un autre point névralgique du ghetto était la rue Karmelicka qui fut, avant la guerre, une artère commerciale très animée du quartier juif. Les rues qui lui étaient parallèles des deux côtés étant « aryennes », elle représentait le seul passage dans la partie la plus populeuse du ghetto. Malheureusement, elle servait également de chemin très commode vers la prison historique « Pawiak », célèbre à l'époque de la lutte révolutionnaire et située à la frontière du ghetto. En s'y rendant, les camions allemands empruntaient cette voie. La rue était très étroite, et les Allemands, munis de bâtons en bois ou en fer dont la longueur atteignait les deux trottoirs, s'amusaient, du haut de leurs camions, à frapper les passants sur la tête. Des fractures de crânes en résultaient fréquemment. En entendant les camions s'approcher, les gens fuyaient de tous les côtés et se cachaient sous les portes cochères, mais l'étroitesse de la rue les obligeait à se tasser, ce qui fournissait une cible excellente aux Allemands.

Afin d'éviter cette rue, un passage intérieur fut aménagé en reliant des cours adjacentes, et on pouvait ainsi passer de la rue Nowolipki dans la rue Leszno. Dans ce passage, des marchands ambulants installèrent leurs éventaires. L'embouteillage et la cohue qui en résultèrent étaient tels que, sans avoir essayé de s'y frayer un chemin, on ne peut pas s'en faire une idée exacte.



VI. — Le pont au-dessus d'une rue « aryenne ».



**VII — Le tramway du ghetto.**

En circulant dans le ghetto, il était inévitable de se heurter, à certains points limites, à la sentinelle allemande. Il existait un endroit de ce genre au croisement de la rue Leszno et de la rue Zelazna où était posté un abominable géant à la face bestiale, que les Juifs avaient surnommé « Frankenstein ». Cette brute se divertissait en fustigeant les passants de coups de crosse de son fusil et même en tirant tout simplement sur eux. Cette cible humaine était facile à atteindre, et chaque fois une victime gisait sur le sol.

Pourtant, tous ces dangers n'étaient qu'épisodiques. Le désespoir d'un monde refermé sur lui-même était le sentiment essentiel que dégageaient les rues du ghetto.

En passant aux paragraphes suivants de notre « Guide touristique », je mentionnerai que le « czoulent » était un plat très gras de la cuisine rituelle juive qu'on mangeait le samedi. Dans le ghetto, en raison de la pénurie de matières grasses, ce plat était considéré comme un mets national de qualité.

Les « armoires musicales » avaient une signification tout à fait spéciale L'expression « l'armoire joue » voulait dire que l'on avait graissé la patte à la police. Cette expression était d'un usage si courant qu'en parlant d'une combine qui avait réussi (passage de contrebande, etc.), on disait simplement : « l'armoire a joué ». De leur côté, les policiers promettaient sans ambages d'exaucer les demandes qui leur étaient adressées, en disant : « si l'armoire joue ». L'origine de cette expression peut être expliquée de la façon suivante : dans le passé, les affaires louches étaient traitées avec les fonctionnaires dans des cabarets où se trouvaient des boîtes à musique mécaniques ayant la forme d'armoires. Quand une pièce était introduite dans la fente, la boîte à musique commençait à jouer une mélodie. Le rapprochement à faire est très clair : si vous payez, nous ferons le nécessaire. Dans les années d'avant guerre, je n'avais jamais entendu cette expression. La raison pour laquelle elle fut ressuscitée et prit une telle expansion dans le ghetto demeure un mystère de la psychologie sociale.

A la fin, le « Guide touristique » mentionne les rues animées

du ghetto : oui, c'étaient des rues très fréquentées, mais elles ne ressemblaient en rien à celles d'autres villes.

Les rues de toutes les villes de l'univers mènent quelque part. Elles font partie de ce vaste monde auquel elles relient les cités. Elles ouvrent la voie à la liberté. En les longeant, on peut passer dans les larges avenues du centre ou, au contraire, sortir dans les champs, dans les forêts, sur les bords des rivières... Les rues du ghetto ne menaient nulle part. Elles se heurtaient à un mur infranchissable ou à la sentinelle allemande. Toutes les rues du ghetto étaient des impasses et les gens qui y pullulaient dans la cohue et la puanteur se trouvaient dans une impasse : ils n'avaient où aller, ne voyaient aucune issue...

Parfois, certaines rues du ghetto — celles qui en furent exclues — disparaissaient complètement ; et une artère de liaison qui, la veille encore, était à sa place, cessait tout à coup d'exister. Il fallait alors chercher des chemins détournés à travers les dédales des murs et les fusils de la sentinelle allemande : un trajet de sept à huit minutes nécessitait alors au moins une demi-heure de marche.

Durant la première année de l'existence du ghetto, une ligne de tramway y circulait, desservie par du personnel polonais, ce qui donnait au ghetto l'illusion de ressembler à une ville normale. Mais le voyage en tramway se transformait souvent en souricière. Dans la partie « aryenne » de la ville, les receveurs et le public sabotaient d'un commun accord l'administration allemande : les voyageurs ne payaient pas du tout leurs billets, ou bien le même billet servait à plusieurs personnes — en descendant, le voyageur rendait son billet au receveur, qui le remettait à celui qui montait. Ce système n'existait pas dans le ghetto où les receveurs polonais ne se solidarisaient pas avec les Juifs. On payait les billets avec de petites pièces de monnaie dont un grand nombre étaient fausses et très difficiles à distinguer des pièces vraies. Quand il arrivait qu'un Juif donnait au receveur une fausse pièce, ce dernier en faisait un cas de chantage : il réclamait une certaine somme d'argent, en menaçant de dénoncer le voyageur aux Alle-

mands. Ceci ne peut pas être appliqué à tous les receveurs, mais de tels cas n'étaient pas rares ; plusieurs de mes amis en furent les victimes.

Ensuite, le tramway fut supprimé car il passait par des rues frontalières dont un côté, qui adhérait à la partie « aryenne » de la ville, ne faisait plus partie du ghetto. Des murs furent érigés à la place des rails. Les Allemands supposaient que les maisons des rues frontalières, dont les cours voisinaient avec celles des maisons aryennes, facilitaient aux habitants du ghetto la communication clandestine avec le monde extérieur, ce qui était d'ailleurs exact. La construction des murs isola le ghetto complètement.

Après la liquidation du tramway, il ne subsistait dans le ghetto, en guise de moyens de communication, que quelques omnibus tirés par des chevaux (de la société Kohn et Heller) et un certaine nombre de bicyclettes avec remorques. C'était nettement insuffisant, et la plus grande partie de la population circulait à pied.

Dans les rues, les passants essayaient de ne pas se côtoyer de trop près, pour se préserver d'attraper des poux-porteurs du typhus ; mais c'était peine perdue et, en rentrant, on découvrait souvent dans ses vêtements la présence de cette vermine dégoûtante et dangereuse, fléau inévitable des guerres et des époques troubles. Au début, nous en éprouvions de l'inquiétude et comptions avec angoisse les jours de la période d'incubation du typhus mais, à la longue, nous prîmes l'habitude de ce risque quotidien de chaque sortie dans la rue et n'y fîmes plus attention.

Certaines artères du ghetto étaient toujours encombrées ; c'était une ville où la place manquait non seulement dans les maisons, mais également dans les rues. Aussi, la mentalité et l'aspect de la foule différaient-ils de ceux des autres villes du monde où les gens sortent pour se promener, pour prendre l'air ou bien pour vaquer à leurs affaires. Dans le ghetto, il était impossible de respirer l'air frais — c'était le quartier de Varsovie complètement démuni de verdure, qui ne possédait ni jardins ni squares.

Les quelques arbres étiolés qui y poussaient étaient si rares, qu'on pouvait les dénombrer sans aucune difficulté. L'air et la puanteur dans les rues du ghetto étaient irrespirables. La plupart des habitants n'avaient pas d'affaires qui les incitaient à sortir, et c'étaient le désespoir et les conditions de vie dans les appartements surpeuplés qui les poussaient dans la rue. D'autre part, parmi la foule, ils éprouvaient une plus grande sécurité. Mais le mobile le plus puissant qui les chassait dehors était la faim. Les rues étaient envahies par des marchands de différentes victuailles ou par des gens obligés de bazarder leurs biens. Et malgré cela, le sens de l'humour restait toujours vivant : je me souviens d'un pauvre vieux qui vendait quelques oranges dans la rue Solna, en faisant la publicité de sa marchandise de façon suivante : « Juifs, achetez des oranges ! C'est incroyable — il y a même des oranges dans le ghetto ! »

Un élément caractéristique parmi les marchands étaient les bouquinistes qui vendaient des livres dans toutes les langues du monde, étalés sur des charrettes à bras.

Mais les deux puissances souveraines qui régnaient dans les rues du ghetto étaient le pou-porteur du typhus et la famine, terrible, lancinante et dégradante. Ses manifestations étaient de nature multiple. Les jeunes garçons, dont l'instinct vital n'était pas encore affaibli, se livraient à l'action directe, en se procurant de la nourriture par la force. On pouvait voir quotidiennement des garçons s'approcher à pas de loup de passants portant quelque nourriture (surtout du pain), la leur arracher avec dextérité et commencer immédiatement à dévorer leur butin, tout en prenant la fuite. D'habitude, le passant faisait son deuil de la perte et continuait son chemin. Mais il arrivait que l'homme perdait ainsi son dernier morceau de pain qu'il portait à sa famille affamée ; son visage exprimait alors le désespoir, il tentait de rattraper l'agresseur et de reprendre la précieuse nourriture. J'ai observé, un jour, dans la rue Leszno, la scène suivante : un pauvre homme, au visage exténué, avait rattrapé le voleur à qui un policier juif avait barré la route. Le garçon tomba et le poli-

cier se mit à le rouer de coups. L'homme essayait d'arracher au garçon le morceau de pain que celui-ci, sans se soucier des coups, ne lâchait pas et continuait à dévorer.

Chez les adultes et chez les vieillards, dont les forces vitales étaient réduites par les souffrances, la faim se manifestait passivement : ils demandaient l'aumône...

Nulle part le nombre de mendiants n'était si élevé que dans le ghetto. Ces foules de mendiants, hommes, femmes, vieillards et enfants, en haillons, aux visages désespérés et aux membres enflés par la famine, donnaient aux rues du ghetto un aspect intermédiaire entre un marché oriental et un asile d'aliénés. Certains mendiaient seuls, d'autres par groupes ou par familles ; les uns tendaient simplement la main, d'autres pleuraient, chantaient et dansaient ; des boîtes de conserves vides, frappées les unes contre les autres, servaient d'instruments d'accompagnement. Il était visible qu'à beaucoup d'entre eux la faim avait fait perdre la raison. Tout un folklore de la famine, oublié aujourd'hui, s'était formé dans le ghetto. Je me rappelle par hasard un couplet chanté par quelques mendiants près de notre maison :

*Unser prezesowe macht a ondoulazie*
*Und ich hob gor nicht off kolatzie,*
*Oj, hinger, hinger, hinger !*

ce qui veut dire :

*La femme de notre président* (du « Judenrat ») *se fait une ondulation,*
*Et moi, je n'ai aucune collation,*
*Oh ! la faim, la faim, la faim !*

Je dois remarquer, à ce propos, que la femme du président Czerniakow, que les mendiants ne connaissaient évidemment pas, était en réalité une femme modeste et bonne qui consacrait la plupart de son temps à l'assistance aux enfants.

Une catégorie spéciale de mendiants étaient ceux — et leur nombre ne cessait d'augmenter — qui ne disaient rien, mais exhibaient leurs membres enflés. Ce n'est qu'au sein du ghetto que je

compris le sens terrible de l'expression russe « enfler de famine ». La nourriture insuffisante fait maigrir et pâlir, mais la vraie famine produit l'effet contraire ; la victime commence à enfler, surtout ses jambes, qui font l'impression d'ampoules gonflées et sont couvertes d'une peau rouge et luisante, comme si elle était enduite de graisse.

J'ai devant les yeux, comme si c'était hier, l'image d'un de ces malheureux. C'était un instituteur de province ; il portait le même nom de famille qu'un travailleur social de notre district, et bien que ce dernier ne le connaissait pas, il venait parfois lui rendre visite comme à un parent. Ensuite, je vis cet homme mendier dans la rue Leszno. Deux semaines plus tard, il se tenait au même endroit, les pantalons retroussés très haut, en appelant la charité par la vue de ses jambes enflées. Quelque temps plus tard, il était assis, toujours à la même place, n'ayant plus la force de se tenir debout. Ensuite, il disparut — comme tant d'autres. Hélas ! les générations de mendiants disparaissaient, les unes après les autres, à une cadence accélérée ; souvent, ils tombaient dans la rue, et leurs cadavres y restaient plusieurs jours, recouverts de vieux journaux, car ils étaient trop nombreux et on n'avait pas le temps de les enterrer assez rapidement dans des tombes anonymes.

D'autres mendiants prenaient la place des disparus, leur nombre augmentait toujours, mais la vie continuait, cette vie qui n'était qu'une lente agonie dans la cité de la mort à l'approche des jours fatals de juillet 1942.

## XII

## PREVISION APOCALYPTIQUE

A la mi-juin 1942, une rumeur se répandit dans le ghetto tout à coup et avec insistance, qui remplit tous les cœurs d'un pressentiment d'horreurs futures. Cette rumeur était courte et catégorique : dans la ville « aryenne » de Varsovie étaient placardées des affiches « 40 jours de vie des Juifs ». On se référait à des récits de Polonais qui venaient au ghetto pour des affaires de service et à ceux des Juifs qui possédaient des laissez-passer pour aller à Varsovie. Je m'étais renseigné auprès d'un ami qui se rendait souvent dans la ville « aryenne ». Il n'avait jamais vu de telles affiches. Malgré tout, cette rumeur persistait à circuler. C'était une époque où en dépit des frontières hermétiques, quelques nouvelles sur les exterminations massives des Juifs en Pologne orientale pénétraient dans le ghetto, et bien que les Juifs se soient refusés à croire à ces nouvelles, les aient écartées tout simplement, dans l'atmosphère de l'angoisse générale, on interprétait cet affichage comme la proclamation de l'extermination projetée du ghetto de Varsovie.

Tout cela était une absurdité complète : les Allemands n'annonçaient jamais leurs projets ; au contraire, ils les tenaient secrets dans le dessein de paralyser toute tentative de résistance par leur effet inattendu. Néanmoins, dans le désarroi de l'époque, « les affiches » attiraient l'attention des Juifs.

En même temps quelques événements étranges se produisirent dans le ghetto. Des opérateurs de cinéma allemands venaient au ghetto et filmaient les étalages des magasins d'alimentation, après avoir préalablement contraint les propriétaires à les décorer avec soin et à les munir de denrées rares et très chères. Ensuite,

ils se mirent à filmer les appartements bien meublés, surtout dans la rue Chlodna où habitaient quelques membres du « Judenrat » et, en général, des gens aisés ; on choisissait les pièces les mieux meublées où devait se trouver au moins une jeune femme belle et bien habillée. Ceci se produisait sans grandes brutalités. Je me souviens d'un cas où une figurante désignée avait refusé de jouer ce rôle. Elle fut alors remplacée par une autre dame, plus conciliante.

Pourtant, même dans cette campagne cinématographique, quelques épisodes barbares s'étaient produits : ainsi, quelques hommes d'aspect orthodoxe furent entassés de force avec plusieurs jeunes femmes dans l'établissement de bain rituel (mikva). Ils furent tous forcés de se dévêtir complètement et filmés comme s'ils se baignaient ensemble.

Voici encore un épisode de cette épopée cinématographique : les Allemands ordonnèrent au propriétaire du restaurant Schulz (au coin des rues Karmelicka et Nowolipki) de garnir abondamment de victuailles et de boissons toutes les tables. Ensuite, on y fit entrer des Juifs ramassés au hasard dans la rue. Ils durent prendre place à ces tables et manger. Ce festin fut alors filmé. Le restaurateur reçut l'ordre de présenter la note au « Judenrat ».

Je me trouvais justement dans les locaux de l'Entraide, au 29a de la rue Nowolipki, lorsque quelques Juifs ayant participé à ce festin s'y présentaient. Ils racontaient avec étonnement ce qui leur était arrivé. Le sens de l'humour était toujours vivant dans le ghetto et nous plaisantions au sujet de cet événement en disant que pour la première fois le « Judenrat » était forcé de nourrir réellement les affamés.

Quelques jours plus tard, les prises de vues du ghetto prirent fin, mais elles ne cessaient pas de nous préoccuper. Nous nous perdions en conjectures sur leur signification. Il était hors de doute que les Allemands voulaient créer un aspect faux et tendancieux de la vie du ghetto, en le présentant comme un lieu de débauche et d'injustice sociale. Mais dans quel but ?

Quelques-uns mettaient ces faits en liaison avec les fameuses

« affiches » sur les « 40 jours de vie des Juifs » : le film devait servir de justification morale pour l'extermination du Sodome juif.

Mais ensuite une autre explication, plus optimiste, fut trouvée : les Allemands préparent un film sur la vie du ghetto, et les affiches n'étaient rien d'autre que l'annonce de ce film. Ainsi, dans la conception de nombreuses personnes, l'annonce terrible de l'extermination s'était transformée en publicité cinématographique. Finalement, dans la vie spasmodique et angoissante du ghetto aussi bien les affiches que les prises de vues furent oubliées.

Mais le 22 juillet, date à laquelle la « Grande Action » avait débuté, nombreux étaient ceux qui se souvinrent que la rumeur « 40 jours de vie des Juifs » fut lancée exactement 40 jours avant la date fatale.

Suivant les investigations ultérieures, lorsque je me trouvais en guise d' « aryen » en dehors des frontières du ghetto, personne n'avait jamais vu les fameuses affiches, et on peut établir avec certitude qu'elles n'avaient jamais existé.

Les nerfs mis à vif des habitants du ghetto étaient-ils doués d'une réceptivité suraiguë qui avait provoqué ce pressentiment collectif ?

Quoi qu'il en soit, le mystère qui entoure l'origine de cette rumeur et son exactitude prophétique ne sera jamais élucidé.

## XIII

## « LA GRANDE ACTION » SON DEBUT EN JUILLET 1942

A mesure que le temps passait, la vie dans le ghetto devenait de plus en plus fébrile, secouée de soubresauts, partagée entre le désespoir et les vaines espérances. La terrible réalité était alimentée par des rumeurs encore plus effrayantes. Au début, des récits commencèrent à circuler au sujet de chambres à gaz motorisées et amovibles, dans lesquelles se pratiquait l'extermination des Juifs des régions occidentales de la Pologne. Pourtant, au fond, personne ne croyait à ces rumeurs. Ensuite, au printemps 1942, des nouvelles s'infiltrèrent concernant la déportation massive, vers une destination inconnue, de Juifs de la Pologne orientale, surtout de la province de Lublin où habitaient, en plus des indigènes, les Juifs qui y avaient été déportés de Tchécoslovaquie et d'Allemagne. Enfin, nous apprîmes, avec plus de précisions, la disparition de toute la population juive de la ville de Lublin qui s'élevait à 40.000 personnes. La version officielle du transfert des Juifs à l' « Est », dans des camps de travail, semblait se confirmer par des récits, très répandus à Varsovie, au sujet de lettres que certains habitants du ghetto auraient reçues de leurs parents et amis transférés à Bialostok, à Minsk et dans d'autres villes, et dans lesquelles il était question de bonnes conditions de travail, etc.

J'ai vérifié personnellement une certaine quantité de ces rumeurs, demandant à mon interlocuteur la source de ses informations. Je m'adressais à la source et continuais mes investigations, qui aboutissaient, dans tous les cas sans exception, à une impasse : la personne ou l'adresse indiquées étaient inexistantes. Il est fort

possible que de telles rumeurs furent lancées consciemment par des agents allemands et saisies au vol par les habitants du ghetto qui cherchaient la moindre lueur qui pourrait leur donner de l'espoir. Mais en réalité, toutes les nouvelles au sujet des lettres reçues de parents déportés n'étaient que pure invention. A cette époque, au cours d'une réunion de travailleurs sociaux, qui avait lieu dans le local de la cuisine populaire de la rue Orla, j'ai essayé de poser la question dans toute sa terrible évidence : était-il possible qu'au moins quelques-uns des 40.000 habitants juifs de Lublin n'aient pas donné de leurs nouvelles à leurs parents à Varsovie ? Dans les régions occupées par les Allemands (y compris le ghetto) le courrier fonctionnait plutôt normalement. Il était toujours possible de trouver l'occasion de communiquer par l'entremise de cheminots ou d'autres fonctionnaires. Cependant, pas une seule nouvelle n'était parvenue de Lublin, et nous devions nous rendre à l'évidence : toute la population juive de cette ville avait disparu sans laisser de traces.

Mais si, d'un côté, il était impossible de ne pas se rendre compte de cette effroyable réalité à la fois absurde et inévitable, il restait, d'autre part, un fond d'optimisme subconscient propre à toute âme humaine, qui se refusait de croire à l'enfer qui avait été instauré sur terre. Toute la population juive de Varsovie en était pénétrée, sous diverses formes et nuances. Et même ceux parmi nous qui admettaient que le massacre des Juifs de Lublin était un fait incontestable et devaient se rendre à l'évidence que nous nous trouvions dans la même situation et n'avions aucune raison de compter sur un traitement différent de la part des Allemands — écartaient, malgré tout, l'idée d'une éventuelle extermination du ghetto de Varsovie et ne voulaient pas reconnaître que notre situation était désespérée.

Dans l'atmosphère étouffante qui ne cessait pourtant de s'aggraver à mesure que le cauchemar se rapprochait, le ghetto continuait son existence convulsive de tous les jours : les gens s'agrippaient à la vie et intensifiaient leurs efforts pour éviter de mourir de faim. Les institutions sociales mobilisaient leurs effec-

tifs disponibles, et tout cet édifice branlant ne tenait que grâce à une tension nerveuse extrême et au désir de survivre coûte que coûte jusqu'au moment de la libération, en laquelle la foi était inébranlable. Je souligne ici, une fois de plus, cet élément essentiel de la mentalité du ghetto, car sans lui l'existence y aurait été impossible et inconcevable.

A l'encontre de toute évidence, les gens se refusaient à croire aux agissements inhumains qui se produisaient dans le monde. Je me souviens d'une conversation que j'eus à un moment où la « grande action » battait son plein. Nous étions plus de 1.000 hommes entassés dans la petite menuiserie des frères Landau dans la rue Gesia. A cette époque, nous possédions déjà des informations précises sur le sort des déportés. Les femmes et les enfants qui étaient encore en vie restaient cachés des journées entières derrière des murs factices, élevés avec des caisses en bois. Après une telle journée où une rafle terrible avait eu lieu, quelques-uns parmi nous se réunirent, le soir, au bureau de la fabrique. L'un des interlocuteurs, professeur d'histoire, dont j'ai oublié le nom, mais dont le visage couleur de cire, avec des yeux enflammés et fuyants, est vivant dans ma mémoire, essaya de nous persuader que nous étions tous sous l'influence d'une psychose pessimiste qui déformait notre sens du réel. A nos objections concernant des faits vérifiés et incontestables, il répliquait par d'innombrables exemples tirés de différentes périodes de l'histoire où les hommes étaient atteints d'une psychose collective d'angoisse devant un danger inexistant... Il parlait longtemps et nerveusement, comme s'il voulait en premier lieu se persuader lui-même. Hélas ! la réalité eut raison de lui : peu après, notre prêcheur fut pris dans une rafle.

A cette époque, nous savions déjà avec certitude ce qu'était la déportation. Nous avions pu l'établir de la façon suivante : sur la place d'où partaient les trains des déportés (Umschlagplatz) étaient inscrits les numéros des wagons expédiés, et nous pûmes constater que les mêmes wagons revenaient vides 12 à 14 heures plus tard ; c'était la preuve qu'ils n'avaient pas fait un long parcours vers

l'Est. Nous apprîmes l'existence de Treblinka par un cheminot polonais, dont une parente par alliance y fut déportée. L'homme avait passé quelques jours dans cette région, et par ses propres observations ainsi que par les récits des paysans des environs, il établit qu'on amenait quotidiennement dans le camp des milliers de personnes, pour lesquelles aucun ravitaillement n'était fourni — au contraire, on y faisait sortir des transports entiers d'effets. Il ne pouvait donc plus y avoir aucun doute. Un jour, enfin, on vit arriver à la menuiserie un jeune homme qui avait réussi à s'évader de Treblinka. Il était resté en vie, en travaillant quelques jours dans un commando qui était occupé à enterrer les cadavres. Un soir, un grand convoi de Juifs de la ville de Radom était arrivé inopinément à Treblinka, ce qui provoqua une certaine confusion dans le camp. Il en profita pour fuir et regagner le ghetto.

Au début de l' « action », nombreux étaient ceux qui se préparaient tranquillement au départ : ils mettaient des vêtements de voyage, emballaient des valises facilement transportables, discutaient sur les devises qu'il fallait emporter pour les dépenses sur les lieux des « travaux », etc.

Je me souviens également d'une conversation, au début de l' « action », avec le leader du parti Poalé-Zion de gauche, Szachne Sagan, et le Dr Ringelblum. J'étais d'avis qu'il fallait informer tout le monde du sort qui nous attendait et, n'ayant aucun moyen de défense, se ruer en une foule de plusieurs centaines de milliers d'hommes sur les portes du ghetto, se frayer un passage à travers les sentinelles et se disperser dans la ville « ayrenne ». Evidemment, je me rendais compte que la grande majorité serait massacrée, mais il serait peut-être possible à un certain nombre de se cacher. Je pensais que nous n'avions rien à perdre car l'extermination qui nous attendait devait être totale.

Mes interlocuteurs me répliquaient qu'il y avait de l'espoir de sauver une partie de la population, qu'il n'était pas prouvé que les Allemands avaient l'intention d'entreprendre une extermination totale, qu'ils prenaient en considération certains papiers

de protection ; on me donnait comme exemple la ville de Rovno, où 20.000 Juifs environ furent bestialement massacrés, mais où six à sept mille artisans avec leurs familles vivaient et travaillaient tranquillement, etc.

La version officielle, qui nous était parvenue par la police juive collaborant avec l'état-major de déportation allemand, était qu'une partie seulement, « le surplus » de la population, était destinée à être déportée. D'abord, on affirmait qu'il subsisterait 300.000 Juifs dans le ghetto ; pour cette raison, le « Judenrat » était, paraît-il, en pourparlers avec les Allemands pour établir le nombre de Juifs du ghetto : le « Judenrat » essayait d'en diminuer le chiffre tandis que les Allemands considéraient au contraire qu'il était plus élevé. A mesure que l' « action » continuait sans relâche, les rumeurs sur le nombre de ceux qui resteraient changeaient graduellement : on parlait de 250.000, de 200.000, etc., jusqu'à ce qu'il n'y eut plus aucun doute que ces rumeurs étaient sans fondement et que l' « action » n'était pas limitée.

Et pourtant, les masses ne croyaient toujours pas à l'extermination totale et ne perdaient pas l'espoir que l' « action » aurait des limites.

Voici une scène dont je me souviens. C'était sept ou huit jours après le début de l' « action ». Les locaux du sixième district de l'Entraide, au n° 29a de la rue Nowolipki, nous étaient encore accessibles, et nous nous y rassemblions souvent. C'était précisément le jour où nous reçûmes la communication tragique de Wielikowski, selon laquelle l' « action » serait accélérée et le contingent quotidien porté de 10.000 à 12.000 personnes. Sous l'impression de cette nouvelle, nous descendîmes dans la cour ; il était 5 heures de l'après-midi d'une belle journée d'été. Dans la cour étaient massées quelques centaines de personnes qui avaient déserté les rues qui leur paraissaient plus dangereuses ou se berçaient de l'illusion d'être hors de danger sur le territoire de l'Entraide. Ces gens avaient l'air harassé, ils étaient affamés, manquaient de sommeil, n'étaient pas lavés... Ils étaient tous assis ou à moitié étendus, en s'appuyant contre les murs ou contre

leurs bagages. Et à ce moment, sous mes yeux, la foule fut littéralement transformée. Quelqu'un entra dans la cour en criant : « L'action est terminée, les Allemands l'ont dit, ils passaient en voiture et nous l'ont annoncé ». Ces paroles eurent sur la foule l'effet d'un courant électrique. Tout le monde se leva, les gens se précipitèrent les uns vers les autres, en répétant ces paroles, d'abord avec hésitation, et ensuite avec conviction : « L'action est terminée, c'est fini ».

Notre petit groupe essayait de les ramener à la raison, mais sans le moindre succès ; tout le monde hurlait : « C'est fini, c'est fini, les Allemands l'ont dit ».

Les gens se réunissaient en groupes, les uns s'embrassaient, d'autres riaient, quelques-uns pleuraient...

La tension nerveuse augmentait, se transformait en extase, prenait la forme d'une psychose collective. C'était une scène angoissante, indescriptible et inoubliable... Elle n'avait pas duré longtemps, 15 à 20 minutes tout au plus ! Bientôt, nous entendîmes des coups de sifflet — la police juive n'était pas loin, une rafle commençait.

L' « action » continuait, elle s'était amplifiée et fut encore plus impitoyable justement à partir de ce jour.

Des maisons, des blocs de maisons, des rues entières se vidaient, et lorsque la proie commença à faire défaut dans la ville, les rafles et les déportations s'étendirent aux usines et ateliers « protégés ».

D'après les sources allemandes, 316.822 personnes furent déportées du ghetto de Varsovie et exterminées du début de 1942 jusqu'à la fin janvier 1943. En réalité, le nombre des victimes devait être plus élevé. Beaucoup d'entre elles avaient péri sur place, fusillées en essayant de se sauver. Il y avait des cas où des familles entières furent massacrées, lorsqu'on les trouvait dans les logements malgré l'ordre de descendre dans la cour. La sentinelle tirait souvent sur la foule, soupçonnant que quelqu'un voulait sortir des rangs ou tout simplement pour mieux les former. Après



**VIII. — Rafles lors de la « Grande Action ».**



**IX. — « Umschlagplatz » (Place des déportations).**

les rafles, il restait parfois plusieurs cadavres dans notre menuiserie.

L'humanité a connu des drames où les victimes n'ont pas été moindres que dans le ghetto de Varsovie — ainsi la bataille de Verdun et d'autres, et les catastrophes naturelles — et elle peut ne pas être fière des massacres et cruautés perpétrés à différentes époques dans divers pays, mais ce n'est qu'au vingtième siècle qu'elle a pu enregistrer l'anéantissement prémédité et planifié de masses innombrables de gens innocents, où tous les moyens de la technique moderne et toutes les possibilités dont disposait un Etat ont été employés.

Le vingtième siècle connut un nouveau genre de crime, commis non pas par des criminels ou des bandes de gangsters, mais par l'Etat : un Etat avait perpétré le plus terrible des crimes — l'anéantissement de peuples entiers — le génocide. Le premier exemple d'un tel crime fut le massacre des Arméniens par les Turcs en 1915, au cours de la première guerre mondiale.

Durant les jours terribles de juillet et août 1942, nous évoquions souvent dans nos conversations le sort des Arméniens ; la plupart le connaissait par le livre de Werfel « 40 jours de Musa-Dagh », et nous parlions souvent d'un épisode qui y était décrit — l'arrivée des croiseurs français pour porter aide aux Arméniens. « Mais, disions-nous, malheureusement nous ne pouvons compter sur aucune aide, nous sommes condamnés, et personne n'essayera de nous sauver ». C'était l'époque où Hitler avait occupé l'Europe des Pyrénées jusquà la Volga, des milliers de kilomètres nous séparaient du monde libre, nous étions livrées sans défense au monstre nazi.

L'humanité libre n'avait pas accompli son devoir envers les martyrs arméniens, elle avait passé l'éponge sur ce crime sans précédent et, de ce fait, avait fatalement commis un péché envers elle-même.

Et il se peut que si, à la fin de la première guerre mondiale, un « Tribunal de Nuremberg » eût siégé à Istanbul, les cham-

bres à gaz et les crématoires d'Auschwitz et de Treblinka n'eussent pas vu le jour.

Dans les conditions d'impunité et d'indifférence générales, la bête apocalyptique avait levé la tête et ses entrailles insatiables exigèrent non plus des centaines de milliers, mais des millions de victimes. Cette fois-ci les victimes étaient les Juifs, mais si l'humanité ne met pas fin à ces déchaînements de bestialité, on ne sait sur qui le sort pourrait s'abattre à la prochaine occasion historique.

« Personne ne peut nier la tragédie des Juifs, victimes des Allemands » — me disait, un jour, un jeune médecin juif, résistant français — « mais sommes-nous les seules victimes des cruautés de la guerre moderne ? Souvenez-vous du bombardement des villes allemandes. J'étais présent lorsque Dresde fut anéanti par deux raids aériens. Et Hiroshima ? Pouvons-nous, dans ces conditions, souligner particulièrement notre martyrologe juif ? »

J'ai essayé d'expliquer à mon interlocuteur la différence essentielle de ce qui avait été perpétré envers les Juifs. Nous vivons évidemment à une époque d'une cruauté inouïe, les bombes incendiaires lancées sur les villes allemandes ont provoqué des souffrances sans nombre, mais ce n'était que la réplique à ce qui avait été fait à Varsovie, à Rotterdam, à Coventry, à Londres et dans d'autres villes alliées. L'Allemagne de Hitler a engendré ces actions, et c'est en cela que consiste peut-être son crime principal. Cette idée a été ainsi formulée par Lecomte de Noüy dans son livre « La dignité humaine » :

« Le crime de l'Allemagne est le plus grand crime que le monde ait jamais connu, parce qu'il n'est pas à l'échelle de l'Histoire : *il est à l'échelle de l'Evolution* » (p. 39). « C'est donc en cela que consiste le plus grand crime de l'Allemagne car aussitôt qu'un pareil monstre existe quelque part, il suscite la formation d'autres monstres semblables rendus nécessaires par l'obligation de se protéger et de sauvegarder son patrimoine ma-

(*) Edition Breutano's.

tériel, culturel et moral : cercle vicieux auquel nul ne peut échapper » (p. 44).

Hiroshima est un événement monstrueux ; la pensée humaine peut à peine concevoir qu'une seule bombe ait suffi à anéantir quelques centaines de milliers de paisibles Japonais. Mais il n'y a pas de doute que le commandement suprême américain qui en a donné l'ordre comme le pilote qui l'a exécuté considéraient cet acte comme un mal, quoique inévitable. Son but n'était pas d'anéantir la paisible population japonaise, mais de terminer la guerre et de sauvegarder des millions de vies humaines.

Pourtant, la conscience humaine ne peut être apaisée par cette explication. Nous nous trouvons devant un problème moral impossible à résoudre : pourquoi justement cet enfant japonais doit périr pour racheter de son sang d'autres vies humaines ? Et quel homme a le droit de lui désigner son rôle expiatoire ?

Dans cette controverse sans issue, une chose est évidente : jamais les opérations militaires des Alliés n'ont eu pour but de commettre des atrocités gratuites : tous les peuples libres considéraient les cruautés de la dernière guerre comme un mal qu'ils n'avaient pas déclenché, mais qui était inévitable.

Et c'est en cela que consiste leur différence foncière par rapport aux atrocités allemandes commises envers les Juifs : chez les nazis, le mal était la manifestation de leur culte de la bestialité atteignant des proportions gigantesques ; le mal était chez eux la réalisation de leur conception du monde et de leur programme diabolique ; il était l'essence même de leur nature. C'était le mal à l'état pur, un but en soi, le mal pour le mal.

Il est inconcevable que ce programme dirigé contre des millions d'êtres humains sans défense ait pu être réalisé avec une si impitoyable logique.

Je me souviens, en l'occurrence, d'une scène atroce : ma femme et moi, nous étions à ce moment déjà cachés dans la menuiserie des frères Landau. C'était au mois d'août, par une journée étouf-

fante. La nouvelle s'était répandue dans notre milieu que dans la rue Gesia passait un grand convoi de déportés. Nous apprîmes par un policier juif que c'étaient les habitants du « petit ghetto » qui devaient être liquidés. Le « petit ghetto » se composait de quelques rues où habitaient pour la plupart des gens aisés et des intellectuels. Un des bâtiments de la menuiserie donnait sur la rue. Notre petit groupe monta au premier étage et nous nous mîmes à observer la rue à la dérobée. Le tableau qui s'offrit à nos yeux était étrange. Dans toute sa largeur, la rue était couverte de gens. Ils étaient encadrés par une escorte composée de policiers juifs et d'Allemands. L'escorte était si clairsemée qu'elle passait parfois inaperçue. Au fond, il n'y avait pour ainsi dire presque rien à garder : la proie était à la merci du chasseur et n'avait aucun moyen de lui échapper. Au moindre soupçon d'évasion, le suspect était tué net par une balle ; et même si quelqu'un eût réussi à fuire, il se serait trouvé inévitablement, quelques jours plus tard, dans les mêmes rangs. La file des déportés était innombrable... On pouvait compter les victimes par milliers. Nous pouvions encore observer le commencement de ce défilé macabre, mais on ne pouvait pas en voir la fin. Ce jour-ci, les Allemands n'étaient pas pressés — le contingent était plus que complet — et ils n'accéléraient pas la marche, comme ils le faisaient d'habitude. Eux aussi avaient chaud, et la rue était très poussiéreuse... Les gens avançaient lentement, ils ne marchaient pas en rangs réguliers mais en groupes ou isolément... Parfois on pouvait voir des mères menant par la main des petits enfants, les parents tenaient dans les bras leurs bébés. Quelques-uns portaient de petits paquets, la plupart étaient sans bagages... on les avait pris à l'improviste. Les femmes étaient vêtues de robes légères, comme si elles étaient sorties pour faire une promenade. Nous observions la foule avec appréhension. Parfois, nous reconnaissions des visages familiers, parfois il nous semblait que c'étaient des personnes que nous connaissions... D'ailleurs, il importait peu que nous les connaissions ou non... C'était leur dernier chemin sur cette terre, c'était pour la dernière fois que nous

pouvions les voir... Il faisait très chaud, les gens étaient exténués et avançaient très lentement... On ne pouvait voir le commencement ni la fin du défilé.

Il se peut que certains parmi eux ne savaient pas ce qui les attendait quelques heures plus tard, mais ils devaient avoir des pressentiments sinistres et en même temps se rendre compte que ce qui leur arrivait était inévitable... Ils n'avaient aucune issue... Et ce qui était le plus angoissant, c'était le calme qui émanait de cette foule de martyrs...

Pourtant, derrière les murs qui nous protégeaient encore, nous ne pouvions rester calmes : nous savions avec certitude que, dans une heure, toute cette foule serait entassée comme du bétail dans des wagons de marchandises, qu'après un trajet de 100 kilomètres, à Treblinka, ils seraient dévêtus et poussés dans les chambres à gaz et que, un quart d'heure plus tard, de l'autre côté on sortirait leurs cadavres... Mais là ne s'arrêtera pas le travail méthodique de la mécanique hitlérienne : les cheveux qui étaient la parure des femmes serviront à la fabrication de coussins, les dents en or seront remises à la Reichsbank pour augmenter les richesses du Reich... Et le monde n'aura pas changé : le même jour, dans toutes les villes du monde, y compris Varsovie, les gens iront au cinéma ou au café pour boire un verre, se rendront chez des amis pour faire une partie de bridge...

De l'étonnement et parfois des reproches ont été exprimés au sujet de l'attitude des victimes qui se sont laissé anéantir avec résignation et docilité. Mais que pouvaient-elles faire ? Le monde les avait oubliées et avait toléré leur sacrifice. Et ces gens avaient préféré aller tous ensemble, dans le calme et le recueillement, au-devant de leur sort inévitable, en se soutenant mutuellement par cette attitude résignée. Il était impossible de ne pas se soumettre. Et cette résignation des victimes des terribles et absurdes agissements du monde déchaîné était empreinte d'une telle grandeur que devant elle toute parole humaine n'est que profanation.

## XIV

## « LA GRANDE ACTION » — SON DEVELOPPEMENT LE ROLE DE LA POLICE JUIVE

La « Grande Action » dans le ghetto de Varsovie, c'est-à-dire l'extermination de la plus grande communauté juive d'Europe, fut préparée par les Allemands de la manière systématique qui leur était propre ; pas un seul détail de ce vaste plan ne fut omis. L'extermination totale fut d'abord expérimentée sur des communautés moins nombreuses, et ce n'est qu'après des préparatifs minutieux que l'appareil d'anéantissement fut mis en marche à Varsovie. D'une part, il fut procédé à la création, à 120 kilomètres de Varsovie, d'un camp de mort — Treblinka. Des chambres à gaz y furent installées, pourvues des quantités nécessaires de Cyclon B, que l'industrie allemande moderne, fournisseur de produits d'extermination massive, avait mis au point. A Varsovie même, fut organisé un centre de déportation (Umschlagplatz), relié à un embranchement de la voie ferrée et disposant de matériel roulant en quantité suffisante.

Des bruits circulaient parmi les cheminots polonais occupés à ces travaux que les wagons étaient destinés à la déportation de Juifs. Ces rumeurs furent rapportées au président du « Judenrat », Czerniakow, par mon ami Roman Lichtenbaum, avocat très connu, qui disparut plus tard mystérieusement dans la partie « aryenne » de la ville, lors de l'insurrection générale de Varsovie en 1944. Czerniakow s'adressa à la Gestapo qui lui affirma catégoriquement que ces bruits étaient sans fondement. On ne peut évidemment trop se fier aux affirmations de la Gestapo, mais on ne peut exclure la supposition que la Gestapo locale ne fut avisée qu'au dernier moment des projets d'extermination du ghetto de Varsovie.

Quoi qu'il en soit, la Gestapo locale et les SS n'étaient pas chargés d'exécuter l' « action », sa réalisation fut confiée à une équipe de bourreaux spécialement dressés par Himmler et Globocnik. Environ deux semaines avant l'arrivée de cette équipe, une maison confortable fut réquisitionnée à la frontière du ghetto dans la rue Zelazna. Elle fut aménagée avec des meubles pris dans des appartements juifs du ghetto, et de nombreux domestiques furent engagés. On ne répugna pas à se servir de la main-d'œuvre juive : ainsi, une dame que je connaissais fut engagée en qualité de cuisinière. Lorsque l'aménagement de la maison fut terminé, le commando d'extermination arriva à Varsovie, et le signal de l' « action » fut donné.

Sur l'ordre des Allemands, le 22 juillet 1942, le « Judenrat » placarda l'avis suivant :

JUDENRAT DE VARSOVIE
*AVIS*

*Varsovie, le 22 juillet* 1942.

1. *Sur l'ordre des autorités allemandes, tous les Juifs habitant Varsovie, indépendamment de leur âge et de leur sexe, seront déportés à l'Est.*

2. *Les catégories suivantes sont exemptées de l'ordre de déportation :*

a) *Tous les Juifs employés par les autorités allemandes ou par des employeurs allemands, pouvant produire des preuves sufffisantes de ce fait.*

b) *Tous les Juifs membres ou employés du Judenrat, conformément à leur situation le jour de la publication du présent ordre.*

c) *Tous les Juifs employés dans des firmes appartenant à des Allemands et pouvant produire des preuves suffifsantes de ce fait.*

d) *Tous les Juifs non pourvus de tels emplois, mais capables de travailler. Ils seront casernés dans le quartier juif.*

e) *Tous les Juifs appartenant à la police civile juive.*

f) *Tous les Juifs faisant partie du personnel des hôpitaux juifs ou des équipes juives de désinfection.*

g) *Tous les Juifs apparentés aux personnes entrant dans les catégories* a) *à* f). *Seules les femmes et les enfants sont considérés comme apparentés.*

h) *Tous les Juifs qui, le jour de la déportation, sont soignés dans des hôpitaux juifs, à l'exception de ceux qui sont capables de se déplacer. L'incapacité de se déplacer doit être attestée par un médecin désigné par le Judenrat.*

3) *Chaque Juif prévu pour la déportation est autorisé à emporter avec lui pour le voyage* 15 *kilos d'effets personnels. L'excédent des* 15 *kilos sera confisqué. Tous les objets de valeur, tels que : argent, bijoux, or, etc... peuvent être emportés. Il est nécessaire d'être muni de nourriture suffisante pour un voyage de trois jours.*

4) *La déportation commence le* 22 *juillet* 1942, *à* 11 *heures du matin.*

5) *Sanctions :*

a) *Tout Juif n'appartenant pas aux catégories* a) *et* c) *et n'ayant pas le droit d'y être incorporé, qui quittera le quartier juif après que la déportation aura commencé, sera fusillé.*

b) *Tout Juif qui entreprendra des actes capables de contrecarrer ou d'empêcher l'exécution des ordres de déportation sera fusillé.*

c) *Tout Juif qui prêtera son concours à l'accomplissement d'actes capables de contrecarrer ou d'empêcher l'exécution des ordres de déportation sera fusillé.*

d) *Tout Juif trouvé à Varsovie après la fin de la déportation des Juifs et ne faisant pas partie des personnes spécifiées dans les catégories* a) *à* h) *sera fusillé.*

La matinée de cette journée sinistre est gravée dans ma mémoire ; je revois les affiches couleur brique collées les unes à côté des autres et les groupes de gens affolés qui les lisent.

Quelques jours plus tard, parut un nouvel avis du « Judenrat » promettant 3 kilos de pain et 1 kilo de confiture à ceux qui se présenteraient de leur propre gré à l' « Umschlagplatz ». C'était un prix modique pour une vie humaine. Mais le calcul était juste : il existait tant d'affamés et de malheureux qui n'avaient aucune issue que pas mal de volontaires mordirent à l'appât.

En revenant au premier avis qui était l'acte essentiel, pour ainsi dire la « constitution » de la déportation, nous pouvons y observer comme le point le plus important, l'établissement de certaines catégories qui, paraît-il, ne devaient pas être déportées. Etait-ce dès le début une duperie consciente de la part des Allemands, un truc psychologique destiné à briser l'unité des masses et les tentatives de résistance en donnant à chaque Juif l'espoir d'être admis dans les catégories privilégiées, ou bien les Allemands envisageaient-ils primitivement de garder les éléments capables de travailler et ne commencèrent que plus tard, à mesure que la bestialité se déchaînait, à exterminer même ceux parmi les Juifs qui, à leur avis, pouvaient leur être utiles ? Nous n'essayerons pas de trancher cette question. Toujours est-il que l'idée de pouvoir se préserver — la « torture par l'espoir » — joua un rôle très important dans le déroulement de l' « action » et fut l'une des raisons de la passivité des masses juives.

La première des catégories privilégiées était composée d'employés du « Judenrat », de policiers et du personnel des hôpitaux ; c'étaient des groupes déterminés et fermés qui ne pouvaient s'élargir au-delà de leur effectif permanent.

Pour cette raison, les gens se précipitèrent en masse vers les firmes allemandes travaillant dans le ghetto ; on payait des sommes fabuleuses pour être inscrit au nombre du personnel des ateliers allemands et obtenir des papiers parfois semi-fictifs.

A côté de cela, divers ateliers furent installés par les Juifs. Cette ruée prit un caractère épidémique et tragi-comique ; dans des locaux qui, hier encore, abritaient des cafés ou des restaurants, les décors furent changés en hâte : on installait des machines qui devaient produire on ne sait quels objets. De nombreux Juifs s'y inscrivaient, des listes furent présentées on ne sait à qui, les gens s'y précipitaient de tous côtés, en essayant souvent de se tromper eux-mêmes. Malheureusement, cela ne dura pas longtemps, et tous ces ateliers qui avaient poussé comme des champignons furent bientôt en butte aux rafles.

Je ne me souviens plus si c'était là l'interprétation du premier avis ou d'un ordre supplémentaire, mais l'immunité contre la déportation fut étendue aux cadres de l'Entraide. C'était un fait d'une importance primordiale, car cette catégorie englobait une large couche de la population ; ce n'était pas un groupe fermé, on pouvait l'élargir, ce qui donnait, semble-t-il, la possibilité de « sauver » un grand nombre de vies humaines. Durant les premiers jours de l' « action », mes proches collaborateurs et moi-même étions complètement absorbés par ce problème.

Pour les collaborateurs de l'Entraide, des cartes personnelles de protection d'un nouveau modèle furent imprimées. Elles étaient, je crois, de couleur verte. Durant les premiers dix à douze jours de déportation, lorsque des rafles étaient exécutées uniquement par la police juive, ces papiers furent pris en considération. Ces cartes étaient délivrées par Wielikowski, en sa qualité de chef du service social du « Judenrat » et de président du K.O.M.

Je me souviens que le troisième ou quatrième jour après le début des déportations, je reçus la visite du Docteur Ringelblum, qui me communiqua la décision du « Judenrat », suivant laquelle les papiers de protection ne seraient délivrés qu'aux employés rémunérés de l'Entraide et non aux travailleurs bénévoles. Ringelblum en était profondément ému et indigné. Etant l'un des créateurs et animateurs du Secteur Public, il comprenait combien il était injuste de refuser la protection à un grand nombre de travailleurs sociaux pleins d'abnégation pour la seule raison qu'ils

n'étaient pas rémunérés par l'Entraide. Ringelblum me proposa de nous rendre immédiatement à la réunion des représentants des groupements politiques qui avait lieu en ce moment au n° 52 de la rue Leszno. Cette réunion avait attiré un assez grand nombre de personnes. Parmi l'assistance, je me rappelle avoir remarqué A. Landau, S. Sagan et M. Kirschenbaum. Nous exposâmes la raison qui nous avait incités à venir à la réunion. Notre point de vue rencontra l'approbation générale, et il fut décidé d'intervenir auprès de Wielikowski. Dans cette question, je fus soutenu, entre autres, par mon ami, l'avocat Mieczyslaw Warm, jurisconsulte du K.O.M. qui a heureusement échappé à la catastrophe.

A l'issue de l'intervention, la question fut révisée, et le droit d'obtenir des papiers de protection de l'Entraide fut étendu aux travailleurs du Secteur Public. Autant que je me souvienne, ce droit ne fut accordé qu'aux travailleurs sociaux du Centre et des Districts, à l'exclusion des membres des Comités d'Immeubles, mais comme c'est l'Entraide qui décidait de la validation des papiers, des possibilités considérables de « sauver » des couches plus larges de la population s'ouvraient devant nous.

Il nous était évidemment impossible de ne pas envisager le dilemme suivant : si le nombre des papiers de protection est limité comme dans d'autres groupes, ils pourront peut-être garantir, au moins pour un certain temps, la sécurité de leurs détenteurs ; par contre, étant délivrés à des milieux plus étendus, ils perdront inévitablement, par la force des choses, toute leur efficacité. Néanmoins, dès le premier instant, même sans discussions à ce sujet, le Secteur Public se mit à procurer des papiers de protection à tous ceux qui participaient tant soit peu à l'activité sociale. Entre temps, les demandes et supplications pour l'obtention de papiers ne cessaient de s'accroître. Afin de discuter la situation ainsi créée, nous convoquâmes une réunion nocturne (les réunions tenues de jour étaient sans cesse interrompues par les rafles) dans les locaux du sixième district, au n° 29a de la rue Nowolipki. A la table étaient assis les représentants de la

direction de l'Entraide, du Secteur Public, ainsi qu'une partie du bureau de la Commission Centrale des Comités d'Immeubles ; en outre, un certain nombre de travailleurs sociaux assistaient à cette séance. Nous étions accompagnés par nos familles qui craignaient de rester chez elles, car les rafles commençaient souvent à l'aube. Il serait difficile d'oublier cette réunion nocturne de fantômes : le local ne possédait pas de meubles en nombre suffisant et les gens exténués étaient assis un peu partout à terre, adossés aux murs. Bien qu'occupés par notre travail, nous sortions également à tour de rôle pour dormir une demi-heure dans un coin quelconque ; mais en somme nous siégeâmes toute la nuit sans interruption, et au cours de cette séance, les papiers de protection de l'Entraide furent attribués à un grand nombre de personnes. Ceci amena l'inflation, et deux ou trois jours plus tard, la police juive cessa d'en tenir compte. Lors des rafles suivantes, auxquelles prenaient part les Allemands, les papiers de l'Entraide perdirent toute efficacité.

Pourtant l' « action » continuait sans interruption et chaque jour emportait inéluctablement des milliers de victimes. Les paroles humaines sont impuissantes à décrire comment tous ces gens allaient à la mort et comment vivaient ceux qui attendaient leur tour d'heure en heure, d'un instant à l'autre.

Car un jour ou l'autre — inévitablement — ils devaient être pris dans une rafle qui leur serait fatale.

Les rafles devenaient pour nous une habitude. La police juive cernait une maison, on entendait l'ordre : « Tout le monde dans la cour ; et que les portes des appartements restent ouvertes ! » Ensuite, commençait la visite minutieuse des logements ; ceux qui se cachaient étaient traînés dans la cour (plus tard, les Allemands les tuaient simplement sur place) ; puis c'était la vérification des papiers et les victimes étaient emmenées.

Une fois — c'était environ dix jours après le début de l' « action » — notre maison fut cernée en mon absence. Les papiers de l'Entraide n'avaient alors que très peu de valeur. Ma femme me raconta qu'elle avait tenté deux fois de se cacher ; elle fut

découverte par un policier juif qui la traîna dans la cour ; elle fit quand même une troisième tentative et réussit à lui échapper ; autrement, elle n'en serait pas sortie vivante.

Une autre fois, j'étais présent lorsque la rafle se déroulait dans notre maison ; elle était dirigée par un officier de la police juive, l'avocat L. (qui périt plus tard dans le camp de Poniatow). Il portait de hautes bottes jaunes, une vareuse élégante, et tenait une cravache à la main : par tout son aspect, il tâchait d'imiter un SS. Il emmena une vingtaine de personnes de notre immeuble ; l'appartement voisin du nôtre où habitait la famille d'un bijoutier fut complètement vidé de ses habitants. Et au moment où on entendait encore résonner leurs pas dans la rue, quelques agents de police firent irruption dans l'appartement et se mirent à chercher des bijoux qui à leur avis devaient y être cachés.

Chaque rafle jetait tout le monde dans le désarroi et l'angoisse mais, quelques minutes plus tard, les petits soucis quotidiens reprenaient le dessus. Les gens se précipitaient de tous les côtés pour trouver quelque nourriture, ce qui devenait de plus en plus difficile ; les femmes allumaient le feu à la cuisine, faisaient la lessive, débarbouillaient leurs enfants... Ceci ne durait pas longtemps — jusqu'à nouvel ordre : « Tout le monde dans la cour ! »

Et il y avait quelque chose d'infiniment angoissant et sinistre dans cet enchevêtrement de cauchemar et de vie quotidienne.

A cette époque, toute limite entre la vie et la mort avait disparu dans le ghetto, le glissement de la vie à la mort avait perdu son caractère gradué, c'était un plongeon dans le néant... La mort pénétrait dans la vie avec une impérieuse évidence, et, en même temps, tout cela paraissait invraisemblable et inattendu.

Une famille qui, quelques instants plus tôt, était paisiblement assise à table, disparaissait tout à coup, comme par l'effet d'un mauvais sort. Je connais beaucoup de cas où un homme qui s'était absenté pour peu de temps ne retrouvait en rentrant ni sa femme, ni ses enfants, ni ses vieux parents. L'homme rentrait chez lui : tout était à sa place dans son appartement — la table avec les reliefs d'un repas interrompu, le cahier où l'enfant appre-

nait à tracer ses premières lettres, les jouets... Seuls les êtres humains qui animaient ces objets touchants et désormais inutiles manquaient à l'appel — ils avaient cessé d'exister.

Cette invasion de la mort qui balayait toute trace de vie humaine paraissait si contraire à la nature que tout ce qui se passait perdait de sa réalité, semblait être une fantaisie macabre ou l'effet de la magie noire. C'est pourquoi, au fond de notre conscience résidait l'espoir qu'un mot magique serait trouvé, qu'on n'aurait qu'à faire un geste — et le cauchemar disparaîtrait comme par enchantement et tout reviendrait à sa place. L'absurdité grandiose de cet anéantissement qui se produisait dans le monde empêchait les victimes de se rendre compte de son inéluctabilité. Il m'est arrivé souvent de parler à des gens ayant perdu dans une rafle, une heure auparavant, les êtres les plus chers. Ils en parlaient — ce qui me frappait toujours — sans le désespoir ni la souffrance qu'ils auraient manifestés inévitablement dans la même situation en temps normal. Ici, leur comportement exprimait plutôt une sorte d'étonnement résigné, ils refusaient de comprendre ce qui s'était passé, de croire que l'univers dans lequel ils vivaient était en proie à un délire invraisemblable, les détruisant d'une manière insensée, eux-mêmes et leurs proches. Il leur semblait que ce mauvais rêve se dissiperait d'un instant à l'autre, qu'il fallait seulement trouver un moyen quelconque de survivre en attendant le réveil. Ainsi, les propriétaires de boutiques déménageaient avec leurs familles dans leurs magasins, en condamnant la porte et ne laissant qu'une petite issue étroite. Ils avaient l'illusion qu'on ne pourrait les y découvrir et les emmener.

Une jeune femme que je connaissais me raconta un jour qu'elle avait caché ses vieux parents dans les ruines d'une maison détruite par les bombardements ; tous les soirs, lorsque les rafles étaient terminées, elle leur portait à manger. Elle croyait qu'ainsi ils pourraient subsister jusqu'au moment où tout cela finirait, car un jour cette épouvante devait cesser.

Lorsque le nombre de victimes prévues pour la journée était atteint, l' « action » s'arrêtait pour recommencer le lendemain

à l'aube. Nous apprenions la fin de l' « action » quotidienne de la bouche des policiers juifs qui rentraient. Ils nous apprenaient également pour quelle heure ils étaient convoqués le jour suivant. Jusqu'à cette heure, le danger était éliminé. Le ghetto ressemblait alors à une fourmilière écrasée : les gens sortaient de leurs trous, allaient dans d'autres rues pour voir ce qui s'était passé chez leurs parents et chez leurs amis. Et il ne m'arrivait que trop souvent, dans des cas pareils, de trouver un appartement vide avec des portes béantes.

A mesure que le temps passait et que les rafles étaient effectuées par les Allemands d'une manière encore plus brutale, non seulement des appartements, mais des immeubles et des rues entières commencèrent à se vider.

Je me souviens d'avoir fait une course vers la fin du mois d'août, dans la rue fantôme — Pawia — très populeuse dans le passé, et où l'on ne rencontrait à présent aucune trace de vie humaine. Les portes des appartements vides étaient grandes ouvertes : il ne se trouvait plus personne pour les piller...

Les proies humaines prises dans les rafles étaient d'habitude mises en rangs et acheminées à pied vers le centre de déportation. Mais parfois, les victimes étaient entassées dans des omnibus de la firme Kohn et Heller ou chargées sur des chariots ouverts, traînés par des chevaux. Je vois encore ces voitures lourdement chargées. La plupart des gens acceptaient leur sort docilement et passivement, quelques-uns faisaient des signes d'adieu à des parents qui n'étaient pas pris dans la rafle et se tenaient à l'écart ; peu nombreux étaient ceux qui tendaient leurs papiers aux policiers, tâchant de les convaincre qu'ils ne devaient pas être déportés et suppliant de les libérer. Mais les policiers ne prêtaient aucune attention aux gens chargés dans les chariots : leur seul souci était de remettre à l' « Umschlagplatz » le nombre prescrit de victimes. J'ai vu une fois, dans la rue Nowolipki, une femme de 35 ans environ qui essayait de sauter de la voiture et criait hystériquement au policier : « Lâchez-moi, je suis institutrice, vous comprenez — institutrice ». Mais l'agent qui la repoussait



**X. — Rafles lors de la « Grande Action ».**



**XI. — « Umschlagplatz » (Place des déportations).**

dans la voiture de lui répondre : « Les Allemands n'ont pas besoin d'institutrice, il leur faut des ouvriers. »

Le terrible rôle fratricide que la police juive eut à accomplir dans l'extermination du ghetto de Varsovie n'était que l'aboutissement logique de la voie qu'elle avait empruntée aussitôt après sa création et qui la rendit odieuse aux masses juives.

Et pourtant, l'institution d'une police juive du ghetto devait être considérée, dans les conditions données, comme une solution heureuse, car il est évident qu'une communauté de plus de 400.000 âmes ne pouvait s'en passer, et il était préférable que cette fonction fût confiée aux Juifs au lieu de rester entre les mains des Alllemands ou de la police polonaise dite « bleue », d'obédience allemande. Il semblait, également, qu'en raison de sa composition, elle devrait exécuter sa tâche honorablement : beaucoup d'intellectuels — d'avocats, d'ingénieurs, etc., s'y inscrivirent, et il n'existe aucun doute qu'ils avaient de bonnes intentions. Mais elle contenait en même temps beaucoup d'éléments douteux qui s'y introduisirent à l'instigation des Allemands ou grâce à la protection des membres du « Judenrat ». Et, peu de temps après son institution, il fallut se rendre à l'évidence que les éléments obscurs y avaient pris le dessus, et que toute la police dans son ensemble s'était transformée non seulement en une organisation profondément corrompue, mais en une bande de gangsters.

On ne peut, bien entendu, l'affirmer au sujet de tous ses membres sans exception : on pouvait y trouver des hommes qui avaient gardé leur intégrité et souffraient de ne pouvoir quitter ses rangs, car les démissions n'étaient pas acceptées, et ceux qui voulaient se retirer étaient menacés de représailles de la part des Allemands. Je me souviens, par exemple, d'un jeune collaborateur de l'Entraide, l'ingénieur Kleinerman, qui nous quitta dès la création du ghetto pour entrer dans la police. Je l'avais perdu de vue, mais environ un an plus tard, en hiver 1942, je l'aperçus à son poste dans la rue en qualité de simple agent. J'étais étonné de le voir dans ce rôle car son instruction lui permettait une situation plus élevée. Nous nous mîmes à bavarder, il me raconta

qu'au début il avait travaillé au bureau, mais il s'y passait tant d'abominations, qu'empêché de démissionner, il avait choisi, en devenant factionnaire, la seule possibilité de se tenir à l'écart. Kleinerman n'était évidemment pas le seul, mais cela ne change rien au caractère criminel et antisocial de la police juive.

Néanmoins, même à l'époque où aucun doute n'était plus possible à ce sujet, un certain nombre de jeunes intellectuels cherchaient à entrer dans la police. Ceci s'explique, en premier lieu, par l'espoir d'écarter le danger d'eux-mêmes et de leurs familles, mais il y entrait également le désir du pouvoir — complexe dont souffraient certains groupes de Juifs polonais tenus à l'écart des fonctions publiques. Ainsi, un collaborateur irréprochable de l'Entraide, l'avocat T., me demanda un jour s'il serait rayé du nombre de nos membres au cas où il entrerait dans la police qui le tentait par la possibilité d'y diriger un service juridique. Je lui répondis qu'une élimination d'office n'était pas prévue, mais j'essayai de lui déconseiller cet acte. Je croyais qu'il m'avait suivi dans mes raisonnements, et ce n'est qu'au début de la « grande action » que je l'aperçus dans la rue coiffé d'un bonnet de police.

Je ne m'arrêterai pas sur la corruption qui régnait dans les milieux de la police, et si elle n'eût consisté qu'à se laisser graisser la patte par les spéculateurs, elle pourrait trouver certaines excuses.

Pendant une période prolongée, la police juive n'était pas salariée mais, pour se dédommager, elle mettait à contribution les habitants : les Comités d'Immeubles recevaient l'ordre de verser une certaine somme avant une date déterminée. En cas de non payement, la maison subissait un blocus : les portes étaient fermées et les locataires ne pouvaient sortir dans la rue. Un jour, ce fut le cas pour l'immeuble que j'habitais. Ayant l'intention d'aller à une réunion, je fis la tentative de sortir. Près de la porte, je vis deux agents commandés par un officier de police, l'avocat Sz., avec lequel, dans un passé encore récent, j'avais plaidé dans un procès. Nous nous regardâmes sans nous saluer, et il fit signe aux agents d'ouvrir la porte.

La police juive voulait à tout prix imiter les « vrais pouvoirs publics » : une hiérarchie compliquée y fut instituée et le respect des grades était pratiqué de manière spectaculaire. Cette attitude avait souvent un caractère grotesque, mais par rapport à l'ensemble de l'activité de la police juive, elle n'était qu'un fait de moindre importance, et il ne vaut pas la peine d'en parler longuement.

Je me souviens de l'épisode suivant : en novembre 1941, j'étais entré avec des amis dans un café de la rue Sienna. Nous avions différentes questions à discuter, et il y existait une petite pièce latérale où on pouvait parler tranquillement. En jetant un coup d'œil dans la grande salle, nous y aperçûmes une grande table abondamment servie, autour de laquelle étaient assis une quarantaine de policiers juifs et polonais qui avaient l'air très gai et animé. Nous apprîmes que c'était une fête organisée à l'occasion du premier anniversaire de « la collaboration » des deux polices. Nous apprîmes également que ce n'était que la suite de cette fête, qui avait commencé par un dîner au restaurant « Sztuka » et qui avait coûté une somme énorme. Elle fut payée par les hôtes — la police juive.

La police juive exécutait souvent des coups de main de gangsters : elle faisait irruption, la nuit, dans des maisons et terrorisait les Comités d'Immeubles en exigeant la remise de jeunes gens pour effectuer des travaux. Ces « travaux » étaient, dans la plupart des cas, inventés par la police : ayant obtenu une rançon, elle se retirait. Parfois, elle organisait des rafles dans les rues et libérait les gens qu'elle avait arrêtés, également moyennant une rançon.

Pendant la « grande action », il arrivait que la police juive, ayant découvert les cachettes où s'étaient réfugiés des femmes et des enfants, les livrait aux Allemands. Je me rappelle que, lorsqu'un policier était aperçu sur le territoire de la menuiserie des frères Landau, il inspirait la même peur que si c'était un Allemand. Après la fin de la guerre, on m'a raconté au Ministère de la Justice de Pologne qu'un officier de la police juive, l'avocat

S., fut arrêté pour avoir révélé des refuges où étaient cachés des Juifs.

Je n'ai évidemment présenté que très sommairement le rôle infâme de la police juive, mais je considère qu'après avoir retracé le comportement digne et plein d'abnégation des masses juives dans les conditions inhumaines de la vie du ghetto, il était de mon devoir de mentionner également ses éléments ignobles.

## XV

## VIE D'UN ATELIER JUIF LORS DE LA « GRANDE ACTION » — EVASION DE LA FEMME DE L'AUTEUR

Vers le 5 ou 7 août, lorsque les papiers de protection de l'Entraide eurent perdu toute valeur, notre situation — la mienne et celle de ma femme — devint si dangereuse que nous étions menacés d'être déportés lors de la prochaine rafle. A ce moment, mon ami et proche collaborateur, Alexandre Landau, nous proposa de nous installer dans la menuiserie dont lui et son frère Joseph étaient les propriétaires. Cette menuiserie appartenait au réseau d'ateliers allemands, était contrôlée par un commissaire allemand et semblait assurer, au moins temporairement, une certaine sécurité.

Au cours de mon récit, il m'est arrivé de mentionner à plusieurs reprises cette petite usine, devenue un asile pour les travailleurs sociaux. A mon arrivée, j'y trouvai plusieurs collaborateurs importants de l'Entraide. En outre, des personnes de différentes conditions sociales imploraient les frères Landau d'y être admis. Ceux-ci refusaient rarement, et finalement les locaux de la menuiserie furent bondés. Il y avait des gens de toutes les professions, de tous les âges et beaucoup de femmes ; personne d'entre eux n'avait la moindre idée des travaux de menuiserie. Il était impossible de légaliser la situation de cette multitude, mais les frères Landau faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour sauver tout le monde. En s'arrangeant avec le commissaire allemand (son nom était Gans), ils y réussirent jusqu'à un certain moment.

La contribution de cet atelier au potentiel de guerre allemand

n'était pas très importante : il fabriquait des armoires pour les casernes d'officiers à l'arrière du front, mais pendant tout le temps de mon séjour, il n'y eut pas plus de deux ou trois livraisons. La plupart du temps les machines chômaient. Mais dès que l'approche des Allemands était signalée, les moteurs étaient mis en marche et on entendait le bruit inutile des machines tournant à vide. Ce bruit était pour nous un signal d'alarme. Certains se réfugiaient dans des cachettes préparées d'avance ; les autres occupaient leurs places devant les établis et faisaient semblant de travailler avec acharnement. Mais bientôt tous ces subterfuges perdirent de leur efficacité. Les Allemands commencèrent à exécuter les rafles eux-mêmes d'une manière brutale et impitoyable ; la police juive ne faisait qu'acte de présence et remplissait des fonctions secondaires. Mais tout cela n'arriva que plus tard ; les premiers temps de notre séjour à la menuiserie — époque où les Allemands terminaient la liquidation du ghetto en tant que ville — on y était dans une sécurité relative.

Les conditions de vie dans la petite usine étaient difficiles. Nous y étions très à l'étroit et manquions des commodités les plus élémentaires. Le terrain ne possédait même pas de canalisation. La précarité des conditions sanitaires entraîna chez la plupart des habitants une dysenterie accompagnée souvent de fièvre. La lassitude morale et physique et l'apathie s'emparaient de nous. Nous n'étions jamais seuls, toujours entourés de la foule ; la nuit nous ne pouvions nous déshabiller. Notre équilibre moral avait disparu. Parmi nous, nombreux étaient ceux qui avaient perdu leurs proches dans les rafles précédentes, d'autres étaient perpétuellement en souci pour leur sort. La catastrophe nationale qui se déroulait sous nos yeux nous plongeait dans une profonde dépression.

Et malgré tout — tel est l'inépuisable instinct vital — cette société disparate et agitée avait commencé à se cristalliser suivant des formes bizarres et pourtant déterminées.

Retracer tout cela de façon à donner à ceux qui n'ont pas

connu cette vie une idée adéquate me paraît impossible ; je ne puis qu'en noter quelques traits.

Un service d'ordre fut institué qui gardait l'usine et veillait au maintien de la discipline collective à l'intérieur. On institua également un poste de juge qui me fut confié. Le service d'ordre procédait à l'instruction préliminaire et dressait des procès-verbaux qu'il me remettait pour juger les cas.

Ce tribunal est le plus original de toutes les institutions judiciaires auxquelles j'ai jamais pris part au cours de mon travail juridique en Russie et en Pologne. Les affaires étaient assez nombreuses, car des conflits surgissaient souvent parmi les habitants et, d'autre part, des cas de manquement aux normes de cohabitation et au règlement de l'usine n'étaient pas rares. Ainsi, notre tribunal jugeait des affaires civiles et criminelles, en se basant sur une brève procédure établie par moi et agréée par la direction de la menuiserie. Parmi nos sanctions figurait en qualité de « peine capitale » l'expulsion de l'usine, ce qui équivalait à la condamnation à mort. Evidemment, cette peine ne fut jamais appliquée, et dans la grande majorité des cas nous nous bornions à exprimer des blâmes et des avertissements pour l'avenir. Des compromis furent souvent trouvés entre les plaignants.

Voici, en guise d'exemple, un cas de droit civil dont je me souviens : le demandeur réclamait la restitution d'un diamant qu'il avait confié au défendeur. Ce dernier, pour expliquer la disparition du diamant, affirmait l'avoir remis à un intermédiaire, qui avait été déporté.

Extérieurement, l'aspect de la session du tribunal avait un caractère idyllique : je siégeais avec les deux assesseurs requis par moi dans une courette latérale, sous l'ombrage d'un vieil arbre. A mesure que le temps passait, nos sessions étaient de plus en plus souvent interrompues par des rafles, et alors les juges, les plaignants et les accusés se mettaient ensemble dans les rangs des victimes destinées à compléter les contingents de déportés.

Les frères Landau prenaient toutes les mesures possibles pour

faciliter l'approvisionnement en denrées alimentaires. Ainsi, la petite usine possédait quelques vaches dont le lait était réparti entre enfants et malades ; à la fin du mois d'août, ces vaches furent réquisitionnées par les Allemands. Une boulangerie spéciale fonctionnait à l'usine. Il y existait aussi un dépôt de ravitaillement officiel. Mais, vu que les Allemands ne fournissaient l'alimentation que pour le nombre enregistré d'ouvriers, qui était minime par rapport à la quantité effective de gens cachés, le ravitaillement était nettement insuffisant. La source principale du ravitaillement était l'achat individuel des denrées qui pénétraient dans le ghetto en contrebande. Le marché noir fonctionnait même à cette époque, mais les prix ne cessaient d'augmenter, et je me souviens que nous devions payer un kilo de pain 100 zloty, ce qui représentait alors un prix fantastique.

La contrebande pénétrait dans le ghetto par le cimetière juif, à proximité duquel était située notre menuiserie. Depuis longtemps déjà, depuis 1941, je crois, le cimetière juif était exclu des frontières du ghetto. Seuls, les morts et les employés de pompes funèbres y avaient accès ; même les plus proches parents des défunts, qui voulaient assister aux obsèques de leurs disparus, devaient obtenir une autorisation spéciale. Au cimetière avaient lieu les achats de ravitaillement, apporté par les contrebandiers du côté « aryen ». Les employés des pompes funèbres faisaient entrer le ravitaillement au ghetto dans des corbillards déchargés de leur fardeau de morts, qui avaient succombé, souvent, au typhus ou à d'autres maladies. Mais la famine nous poussait à ne pas réfléchir aux conditions contraires à l'hygiène de notre approvisionnement.

Quand une rafle était terminée ou à d'autres moments d'accalmie, les femmes quittaient le terrain de l'usine pour chercher à se procurer de la nourriture dans le voisinage. Un jour, quelqu'un fit courir le bruit que non loin de notre menuiserie on vendait de la viande. Ma femme s'y rendit avec les autres, mais peu après son départ, une rafle monstre commença qui englobait notre petite usine et les propriétés avoisinantes. La rafle terminée, ma femme n'était toujours pas rentrée. Il était plus que vrai-

semblable que, cette fois-ci, elle en était devenue la victime. Enfin, une heure environ après la fin de la rafle, on me fit savoir que ma femme se trouvait dans l'infirmerie. Je m'y précipitai et pus voir, en arrivant, qu'on bandait ses pieds ensanglantés. Voici son propre récit des événements de cette journée et des péripéties des jours suivants :

« Non loin de l'usine, j'aperçus l'endroit où s'était installé le vendeur de viande ; je me mis à la queue avec les autres mais, quelques instants plus tard, quelqu'un nous avertit en criant de l'approche des Allemands. En un clin d'œil, la foule s'était dispersée. N'ayant plus le temps de regagner le territoire de la menuiserie, je m'élançai du côté opposé et aboutis dans une cour déserte ; il n'y avait personne car tout le monde s'était caché. A un endroit de la clôture, je remarquai un bout de tôle qui était appuyé contre une poutre et formait un abri étroit entre celle-ci et la terre ; sans perdre un instant, je me réfugiai sous cette tôle. Le silence autour de moi était absolu, mais tout à coup, à quelques pas de ma cachette, surgit un Allemand, son fusil braqué en avant. Il avait escaladé une pile de planches et observait attentivement la cour. La tôle qui me recouvrait était petite, et il était difficile de ne pas me découvrir. Sachant que tous ceux qui se cachaient étaient tués à bout portant, j'attendais, le cœur battant, un coup de feu dans ma direction. Je craignais que personne ne me trouverait et que je disparaîtrais sans laisser de traces. Je pris donc dans la main mon passeport, prête à le jeter, au dernier moment, dans la cour, dans l'espoir que, plus tard, quelqu'un le trouverait et le rapporterait à notre usine. Il m'est difficile de dire combien de temps s'écoula, mais brusquement, j'entends le craquement des planches qui s'effondraient sous le poids de l'Allemand ; il avait failli tomber et quitta bientôt le terrain. Quelques instants passèrent encore et des gens apparurent dans la cour : la rafle était terminée. J'appelai à l'aide et on me retira de ma cachette en s'étonnant que j'eusse réussi à me faufiler dans un espace aussi étroit. Je rentrai à l'usine, les

pieds couverts de blessures. On m'y accueillit avec stupéfaction : j'étais considérée comme perdue.

Je ne sais si c'est le hasard ou une série de miracles, mais en songeant à ma vie sous l'occupation allemande, je dois constater que je me trouvais souvent dans des situations qui paraissaient sans issue. La mort semblait inévitable et pourtant, au dernier instant, il se passait toujours quelque chose d'inattendu qui me sauvait la vie.

Quelques jours avant l'épisode que je viens de raconter, les Allemands avaient pris dans notre petite usine environ 300 femmes et enfants. C'était une belle journée ensoleillée et, en raison de la chaleur suffocante dans notre menuiserie surpeuplée, la direction avait conseillé aux femmes d'aller s'installer avec leurs enfants dans une clairière voisine, où il y avait un peu d'herbe et quelques arbres. Personne n'en est revenu : les Allemands les avaient tous mis en rangs et conduits directement à l' « Umschlagplatz ». Par un pur hasard, je n'avais pas suivi les autres femmes et étais restée sur le territoire de l'usine. Cette fois-ci, j'étais sauvée, mais il était clair que la situation des femmes à l'usine était désespérée : un jour ou l'autre, elles devaient être déportées.

Malgré cette situation sans issue, ni moi ni mon mari n'avions encore envisagé la possibilité de fuir dans la ville « aryenne ». Nous étions tellement ébranlés par l'extermination générale que l'idée de nous sauver individuellement ne nous était pas venue. A l'usine, nous nous liâmes d'amitié avec un jeune couple, l'ingénieur Perelrot et sa femme Lucie. C'était une femme très jolie, pleine d'énergie et d'initiative. Elle se mit à me persuader de passer avec elle dans la ville « aryenne » pour pouvoir ensuite, après avoir préparé le terrain, y emmener nos maris. Elle y avait une sœur qui devait nous aider à nous procurer des papiers « aryens ».

Mon mari réussit à communiquer par téléphone avec son vieil ami, l'avocat Zygmunt Wolosewicz, qui avait promis, malgré le risque qu'il encourait, de nous abriter, les premiers temps, dans son appartement.



**XII. — La porte du cimetière du ghetto de Varsovie.**



**XIII. — Convoi de déportation.**

Le jour de l'évasion arrive. Je mets plusieurs robes et un manteau (afin d'avoir une réserve de vêtements pour plus tard), je couds de l'argent dans ma ceinture, et je me mets avec Lucie Perelrot dans les rangs des travailleurs qui étaient envoyés tous les matins au cimetière juif pour cultiver les légumes, plantés aux endroits inoccupés.

A l'entrée du cimetière, il y avait un contrôle allemand ; les sentinelles fouillaient superficiellement les personnes qui s'y rendaient, nous réussîmes à passer ce contrôle sans encombre et arrivâmes au cimetière. Alexandre Landau avait chargé le chef du commando de nous trouver un « passeur », mais celui-ci refusa de s'occuper de nous, et nous fûmes obligées de chercher un « passeur » nous-mêmes. Au cimetière déambulaient beaucoup de gens qui y amenaient du ravitaillement en contrebande. L'un d'eux, qui avait l'air d'un apache, consentit, moyennant une certaine rétribution, à nous montrer une place appropriée où il nous serait possible de franchir le mur du cimetière.

A ce moment, nous vîmes devant nous des Allemands. Cette fois, nous n'avions pas de chance : c'était la première rafle effectuée au cimetière. Ma première idée fut de me cacher quelque part, mais il était trop tard — il fallut me mettre dans les rangs. A cette rafle participait la police juive : parmi les policiers, j'aperçus l'avocat B. que je connaissais bien ; je m'adressai à lui, mais il me répondit qu'il était impuissant à faire quelque chose pour nous.

Notre marche vers l'Umschlagplatz était sur le point de commencer, lorsque la situation changea : le commissaire allemand de notre usine, Gans, apparut au cimetière. Il était spécialement venu pour défendre notre commando qui était sous ses ordres — et il réussit dans cette tâche. Nous étions sauvées, mais pour combien de temps encore ?

Sous mes yeux, les Allemands tuèrent une pauvre femme qui n'avait pas mis sur sa manche le brassard juif prescrit ; ses deux enfants se cramponnaient, en pleurant, au cadavre de leur mère.

Notre « passeur », qui avait disparu à l'approche des Alle-

mands, apparut à nouveau. Il nous mena vers le mur du cimetière et nous dit que nous devions sauter chacune à notre tour. Il choisit pour commencer mon amie et s'éloigna avec elle, en me disant de l'attendre à la même place. Une vingtaine de minutes passèrent qui me semblèrent une éternité. J'étais dans l'angoisse que notre passeur ne reviendrait pas et que je serais alors obligée de rester seule au cimetière, car notre commando était déjà parti ; devant moi étaient étalés par terre, déchirés en petits morceaux, mes papiers juifs. A ce moment, le passeur revint ; il m'aida à escalader le mur de l'intérieur, mais me dit ensuite de sauter et de me débrouiller toute seule, car il craignait que nous ne soyons repérés par la police allemande.

Je n'avais pas le choix : je sautai. Ensuite tout alla à merveille ; personne dans la rue ne fit attention à moi, et je pus continuer mon chemin librement.

Un sentiment étrange s'empara de moi à la vue d'une rue normale, où les passants marchaient tranquillement et où circulait un tramway. J'avais la possibilité de monter dans ce tramway et de me rendre directement chez l'avocat Wolosewicz, mais j'aurais alors perdu de vue mon amie ; nous ne nous avions pas communiqué, par prudence, nos adresses prévues et devions nous rencontrer dans une maison avoisinante, dont mon amie connaissait la concierge et où elle devait m'attendre. Je me rendis à cette adresse. Mais en entrant dans la cour, je vis avec effroi mon amie pâle et défaite, entourée de deux femmes. Je compris qu'elle était tombée entre les griffes de dénonciatrices qui la faisaient chanter. Nous feignîmes de ne pas nous connaître, mais l'œil expert de ces deux crapules décela en moi une autre victime sans défense. Elles se précipitèrent sur moi, me menèrent dans un coin sombre et exigèrent de l'argent et des bijoux, me fouillant grossièrement ; elles me dévêtirent complètement, en enlevant même le linge, et ne me laissèrent que ma robe. Par bonheur, elles n'avaient pas remarqué la ceinture étroite dans laquelle j'avais cousu l'argent. C'était encore un miracle : sans argent il m'aurait été impossible de payer des papiers aryens. Mécontentes de leur

maigre butin, mais supposant évidemment qu'il n'y avait plus rien à tirer de moi, ces deux mégères me laissèrent enfin partir. Je sortis de la cour ; n'ayant plus de forces pour marcher, je pris un fiacre. Mais celui-ci n'avait pas encore eu le temps de se mettre en marche que mes deux bourreaux apparurent à nouveau. J'étais désespérée. Ne sachant que faire, je sautai du fiacre et me mis à courir ; les deux crapules et le fiacre me poursuivaient. Au coin de la rue, j'entrai précipitamment dans une cour quelconque, pénétrai dans la loge du concierge et me mis à le questionner au sujet d'un locataire imaginaire, au risque qu'à mon air désemparé, il pût reconnaître qui j'étais. A ce moment, la porte s'ouvrit et le cocher de mon fiacre entra. J'essayai de me dérober à sa vue derrière un fauteuil, mais il m'en fit sortir, et me dit que les deux mégères étaient parties et qu'il me mènerait où je voulais. Je m'affalai dans le fiacre, et notre course commença. Mais je n'étais pas encore arrivée à la fin de mes épreuves : le cocher déclara qu'il comprenait bien que j'étais juive ; il me demanda de lui montrer mes papiers et me menaça en réclamant de l'argent. Après de longs marchandages, nous fixâmes une certaine somme que je devais lui payer à l'arrivée. Ne voulant pas révéler l'adresse de notre ami l'avocat, je lui indiquai celle d'une amie, la couturière S. R. C'était une femme généreuse et une tête brûlée qui aidait tout le monde dans les limites de ses possibilités. Nous nous arrêtâmes devant la maison, le cocher descendit de son siège et voulut me suivre, mais je réussis à lui échapper et il ne vit pas dans quel appartement j'étais entrée. La première personne que j'y vis était une avocate juive, S. L., qui habitait la même maison que nous, mais qui s'était évadée du ghetto un peu plus tôt. Elle et la propriétaire de l'appartement me reçurent cordialement. Elles me donnèrent la somme nécessaire que j'allai porter à mon cocher. Après m'être reposée un peu, je me rendis chez ma cousine qui habitait dans le voisinage. Elle n'avait pas intégré le ghetto et était restée à Varsovie en se servant de papiers aryens. Je passai chez elle trois jours ; elle ne pouvait me garder plus longtemps, car elle vivait elle-même dans une épouvante perpétuelle. Ensuite,

j'allai trouver notre ami l'avocat et le dialogue suivant s'engagea entre nous : « Savez-vous ce qui vous attend de ce côté ? », me demanda-t-il. Je ne répondis rien, et il donna la réponse lui-même : « La mort ». Je lui dis alors : « Je n'ai pas le choix : c'est la mort là-bas et la mort ici ». Ainsi commença ma vie « aryenne ». J'avais le sentiment d'être une bête traquée. Tous les jours, je téléphonais à l'usine, à mon mari. A une heure déterminée, il attendait mon appel à proximité du téléphone. Je lui parlais de mon désir de revenir à l'usine, mais il s'y opposait catégoriquement. A l'un de mes appels, on me répondit de l'usine que mon mari n'y était plus, qu'il avait été pris le jour même par les Allemands... »

## XVI

## DERNIERS JOURS DANS LE GHETTO DEPORTATION ET EVASION DE L'AUTEUR

Le matin où nos femmes s'étaient enfuies, l'ingénieur Perelrot et moi observions de notre usine les événements qui se déroulaient au cimetière ; en y voyant pénétrer les Allemands, nous nous rendîmes compte du danger qui menaçait le commando de nos travailleurs ; nous apprîmes ensuite que, grâce à l'intervention de l'ingénieur Landau, le commissaire allemand s'y était rendu pour leur porter secours. A son retour, nous entendîmes que sa mission avait été couronnée de succès ; quelque temps plus tard, tout le commando rentra, sauf nos femmes ; elles avaient donc réussi à fuir et nous attendions, avec impatience, postés à proximité du téléphone, d'avoir de leurs nouvelles.

Notre usine étant sous direction allemande, elle possédait le téléphone et avait même deux lignes. Nous nous servions de l'une pour téléphoner en ville, tandis que l'autre restait libre pour qu'on puisse nous appeler. Nous avions ainsi la possibilité de communiquer, au moins par téléphone, avec le monde extérieur. Mais ensuite, pour des raisons quelconques ou tout simplement par erreur, une de nos lignes fut retirée du réseau ; nous gardâmes donc une seule ligne, ce qui fut pour nous une source de tourments. Des centaines de personnes habitant l'usine désiraient, pour des motifs variés, communiquer avec la ville « aryenne » : s'informer du sort de leurs proches qui y étaient cachés, prendre contact avec des amis polonais en vue d'une évasion, donner des procurations aux Polonais pour leurs biens, etc. Une quantité de gens se trouvait toujours à côté du téléphone, attendant leur tour

et s'arrachant le récepteur avec impatience. Dans ces conditions, la ligne était toujours occupée et l'administration de l'usine dut s'y opposer. Mais les interdictions ne servaient à rien, et il était presque impossible de téléphoner de la ville à la menuiserie. Pourtant, nombreux étaient ceux qui attendaient des nouvelles de l'extérieur pour des questions aussi vitales que celles qui motivaient les coups de téléphone provenant de l'usine. La possibilité d'obtenir la communication téléphonique attendue semblait une question de vie ou de mort, elle pouvait apporter quelque espoir de sauvetage. Ceux qui attendaient des coups de téléphone suppliaient les autres de ne pas occuper la ligne tout le temps et de leur donner la possibilité de recevoir des appels. Mais les gens voulant téléphoner étaient pressés eux-mêmes, leur situation était également sans issue... Des scènes de désespoir, de crises de nerfs se succédaient près du téléphone du matin jusqu'au soir.

Entée le 20 et le 25 août, le ghetto avait définitivement perdu son aspect d'agglomération homogène et se transforma en quelques îlots isolés dont chacun était occupé par une fabrique ou un atelier. On avait mis à la disposition de ces ateliers les maisons vidées de leurs habitants pour loger le personnel ; notre usine reçut un bloc d'immeubles dans la rue Mila. L'ingénieur Perelrot, deux employés de l'usine — un mathématicien titulaire d'un diplôme d'Oxford et un dentiste, dont j'ai oublié les noms — et moi-même pûmes disposer d'un appartement de deux pièces.

A l'endroit où finissait notre bloc de maisons, la rue était barrée par une clôture, derrière laquelle se trouvait une garde composée de ressortissants de pays orientaux : Ukrainiens, Lettons, etc. Cet été, la chaleur était suffocante ; parfois, le soir, les gens sortaient et se tenaient devant le seuil de leurs maisons. Il n'était pas rare de voir la garde, pour se distraire, tirer dans notre direction et faire des victimes.

Nous marchions à l'usine et rentrions en rangs serrés ; à cette époque, celui qui se montrait tout seul dans la rue était immédiatement conduit à l' « Umschlagplatz ». Dans la journée, aux heures de travail, des contrôles furent souvent effectués dans les

appartements ; tous ceux qui s'y trouvaient étaient emmenés en déportation. Pour cette raison, même les malades avec une température de 40° étaient obligés de se rendre tous les jours à l'usine.

Un soir, à notre rentrée, nous trouvâmes dans notre appartement une femme qui s'y était aventurée, venant de je ne sais où. Elle avait 25 ans, était jolie et, dans des conditions normales, les hommes auraient recherché sa société avec empressement. Mais maintenant, elle se sentait être une charge pour elle-même et pour les autres ; n'étant pas enregistrée à l'usine, elle n'avait pas le droit d'habiter notre appartement et était obligée de rester cachée toute la journée à la maison, surtout au moment des vérifications fréquentes. Elle resta avec nous une semaine environ ; un soir, en rentrant de l'usine, nous ne la retrouvâmes plus. Nous avions établi qu'aucun contrôle n'avait eu lieu ce jour. Elle avait dû partir de son propre gré, ayant trouvé une autre cachette qui lui paraissait moins dangereuse.

Les rafles à l'usine continuaient et arrachaient de nos rangs des victimes de plus en plus nombreuses. Des bruits circulaient qu'on ne laisserait en vie que des hommes dont l'âge ne dépassait pas 35 ans. Les hommes âgés essayaient de se rajeunir et de teindre leurs cheveux gris ; cette opération était effectuée par le coiffeur de l'usine, mais comme sa teinture était de très mauvaise qualité, les hommes avaient des cheveux de teintes peu vraisemblables ; jaunâtres, rougeâtres ou verdâtres. L'aspect des visages exténués aux cheveux de couleurs fantastiques faisait une impression lugubre : c'était une mascarade macabre.

Vers le 25 août, nous reçûmes tous l'ordre de nous aligner devant le bâtiment de l'usine pour entendre un « discours important » du commissaire allemand. Sous une forme assez amicale, il nous communiqua que l' « action » à notre usine était terminée ; il garantissait la sécurité à tous ceux qui restaient et nous invitait à travailler tranquillement. Il est à supposer qu'il croyait en ce qu'il disait, mais l'accalmie provoquée par son discours ne dura que deux jours ; ensuite, une nouvelle vague de rafles commença. D'habitude, les Allemands qui dirigeaient la rafle exi-

geaient de l'administration de l'usine de leur livrer un nombre déterminé de personnes qu'ils devaient emmener de notre menuiserie à l'Umschlagplatz. On devine que les frères Landau n'avaient pas accepté ces modalités : on nous mettait en rangs, et les Allemands choisissaient eux-mêmes, à leur gré, les victimes du jour. Lors de la rafle qui eut lieu le 4 septembre, Alexandre Landau fit signe à quelques personnes, parmi lesquelles je me trouvais, de ne pas sortir dans la cour, mais de rester au bureau. Nous lui obéîmes et nous plongeâmes dans des dossiers en feignant de travailler avec application. Le bureau se trouvait au rez-de-chaussée qui donnait sur une cour intérieure, la journée était étouffante, et la fenêtre était grande ouverte. Nous étions assis, penchés sur nos dossiers, essayant de faire le moins de bruit possible. Tout à coup, une femme décoiffée et ayant perdu tout contrôle d'elle-même, sauta par la fenêtre dans la pièce, en criant hystériquement : « Cachez-moi, je veux vivre, moi aussi. » Et elle se glissa rapidement sous la table où nous étions assis. Un instant plus tard, le policier juif, auquel cette femme voulait échapper, entra dans la pièce. Je le vois devant mes yeux comme si c'était aujourd'hui : c'était un jeune homme au visage ovale, aux traits fins ; il portait un pince-nez et était, sans nul doute, un intellectuel. Il exigea que la femme le suivît et menaça dans le cas contraire de faire venir les Allemands, ce qui signifiait la mort pour nous tous. Finalement, il consentit à lâcher la femme contre une rançon de 1.500 zloty. Nous promîmes de lui payer cette somme lorsque la rafle serait terminée, mais il réclamait l'argent immédiatement, en nous faisant entendre qu'il tenait notre vie pour trop incertaine pour pouvoir compter sur des promesses. Nous lui remîmes tout l'argent que nous avions sur nous et il s'éloigna.

Mais, apparemment, le bruit provoqué par cette scène attira l'attention d'un Allemand qui se trouvait à proximité. Il fit irruption dans notre bureau en criant : « Alle raus ! » (Sortez tous). Nous fûmes obligés de sortir dans la cour et de nous joindre aux personnes qui y étaient alignées. Une partie était déjà sélectionnée pour la déportation, mais le nombre de victimes devait être insuf-

fisant. Deux Allemands, dont celui qui nous avait chassés dans la cour, recommencèrent la sélection. Quant vint mon tour, l'Allemand dit : « Celui-ci était caché au bureau », et me désigna d'un geste pour être déporté. Je me trouvai donc parmi un groupe assez important de gens encadrés par la police juive ; quelques minutes plus tard, on nous mit en rangs et notre marche vers l'Umschalgplatz commença. En route, des groupes de gens sélectionnés dans d'autres usines se joignirent à nous ; en nous approchant de l'Umschlagplatz, nous formions une longue file.

A notre arrivée, je remarquai, assis sur une chaise haute, un des plus grands criminels de la police juive, Szmerling, entouré de nombreux policiers. A cet endroit se trouvait l'entrée du Platz, formée par des clôtures des deux côtés de la rue ; ce passage, plus large au début, devenait de plus en plus étroit. On nous fit entrer derrière cette clôture et nous pénétrions, poussés par ceux qui suivaient, sur l'Umschlagplatz. J'y étais venu pour la première fois et n'y suis resté que très peu de temps. Mes impressions sont donc très superficielles. Je n'ai gardé le souvenir que d'un vaste champ ayant, d'un côté, un grand édifice en béton de plusieurs étages et, au milieu, des rails où stationnait une longue file de wagons de marchandises ; il y avait très peu de monde sur le champ.

D'après nos informations, plusieurs milliers de personnes étaient parfois concentrées sur l'Umschlagplatz, remplissant tous les étages du grand bâtiment ; le nombre de wagons pour le départ immédiat des candidats à la déportation était insuffisant, de sorte que ceux-ci y restaient souvent quelques jours. Pendant cette période, la possibilité d'être réclamé et libéré n'était pas exclue. Durant la marche vers l'Umschlagplatz, notre petit groupe de quatre personnes — le secrétaire général de l'Entraide Natan Asz, l'avocat Mirabel, le journaliste juif Gutkowski et moi — avait décidé de rester uni, dans l'espoir qu'une intervention énergique serait faite en notre faveur. Malheureusement, ce jour-ci, les wagons ne manquaient pas et on commença immédiatement à nous embarquer.

A partir du moment où nous nous trouvions dans le wagon, le couvercle du cercueil s'était refermé sur nous : même les Allemands ne pouvaient retirer personne du convoi ; il n'existait aucun précédent.

On parquait dans chaque wagon 60 personnes ; nous savions que certains jour on y en entassait plus de 100, mais le jour de notre déportation, la place ne manquait pas. Ensuite, les wagons étaient fermés de l'extérieur. La chaleur étouffante nous faisait suffoquer, l'air et la lumière pénétraient à peine à travers une ouverture étroite dans le mur. Malgré la multitude de gens, nous parvînmes quand même à nous asseoir, tant bien que mal, sur le plancher. Le train ne partait toujours pas, la nuit tombait et il faisait sombre dans le wagon.

Soudain, les portières s'ouvrirent, les gardes ukrainiens se précipitèrent à l'intérieur en criant : « Donnez l'argent », et commencèrent à nous fouiller et à nous piller. Cela se produisit trois fois. Les gens leur remettaient passivement et sans résistance leur argent et leurs effets. Ensuite, la soif commença à nous torturer. Les femmes imploraient les gardes : « De l'eau ! Donnez-nous un peu d'eau ! », mais ceux-ci n'y faisaient aucune attention.

Le train s'ébranla lentement, en manœuvrant dans le réseau ferroviaire de Varsovie et s'arrêtant à plusieurs reprises. Il était 8 heures et demie du soir. Nous entendîmes le signal de l'alerte aérienne. Le convoi s'arrêta de nouveau. Nous désirions ardemment qu'une bombe tombât sur notre train, mais nous n'entendîmes que deux ou trois détonations éloignées. Une demi-heure plus tard, l'alerte était terminée ; le convoi repartit.

En nous dirigeant vers l'Umschlagplatz, nous étions ébranlés, nous nous refusions à comprendre ce qui nous arrivait, nous étions tourmentés par un espoir imprécis et par la terrible angoisse que cet espoir ne se réaliserait pas.

Dès que nous fûmes dans le wagon, une transformation complète s'opéra en nous ; j'éprouvais un calme épique, mes idées étaient claires, la seule réalité était l'inévitable qui nous attendait. Je me considérais comme un corps étranger qui ne s'appartenait

plus. D'après mes observations, mes camarades éprouvaient quelque chose de semblable.

Notre convoi traversait la Vistule, nous aperçûmes le pont Poniatowski, les tramways qui y circulaient, la belle ville de Varsovie avec ses splendeurs, tout un monde où l'on pouvait encore respirer, vivre, aimer. Tandis que ce tableau se déroulait devant nos yeux, nous parlions du sort qui nous attendait avec une objectivité terrifiante. « Demain — disions-nous — il y aura encore des tramways et des gens portant des vêtements clairs sur le pont Poniatowski, mais nous ne serons plus... »

Seul, Asz, un homme jeune et plein de dynamisme, ne pouvait accepter l'idée de disparaître. Il était plongé dans un morne désespoir et répétait : « Il faut trouver un moyen pour nous sauver ». Je commençai à lui parler d'un vieux livre que j'aimais : « La consolation de la philosophie », de Boèce, mais il m'interrompit amèrement : « Que voulez-vous que je fasse de votre philosophie dans ces moments-là ! » — « Quelle valeur aurait la philosophie — lui répliquai-je — si elle ne consolait pas dans ces moments-là ? »

Et le train continuait à rouler dans la nuit vers les chambres à gaz de Treblinka.

Je ne saurais dire à quel moment l'idée nous vint de tenter l'évasion par l'étroite ouverture dans le mur du wagon. Nous avions remarqué que le fil de fer barbelé qui la barrait s'était détaché à plusieurs endroits. A l'aide de canifs, nous réussîmes à l'enlever complètement.

Gutkowski sauta le premier. Avant de sauter, il avait encore eu le temps de nous dire qu'il avait fini d'écrire, il y a quelque temps, un livre sur la vie dans le ghetto. D'habitude, il portait le manuscrit sur lui mais, quelques jours auparavant, il l'avait donné à lire à Giterman, et il espérait qu'ainsi son manuscrit ne serait pas perdu.

Nos compagnons de voyage commencèrent à protester contre notre projet ; ils craignaient qu'à l'arrivée, on les rendrait responsables pour les manquants. Nous répondîmes que chacun avait le

droit d'agir comme il l'entendait et que nous leur conseillions de suivre notre exemple.

Mais, en fait, pour la plupart c'était physiquement irréalisable : l'ouverture était trop étroite et se trouvait trop haut. Les gens commencèrent à se calmer.

Le deuxième qui sauta était l'avocat Mirabel, le troisième — un jeune homme dont le nom m'était inconnu. Je m'adressai à mon voisin, le dentiste Segal, travailleur social du sixième district de l'Entraide, en lui conseillant de faire la même chose, mais il me répondit : « A quoi bon ? On m'a pris ma femme et ma fille. Ou bien je les retrouverai quelque part vivantes, ou bien je périrai comme elles. » Le suivant était Asz.

L'avocat Mirabel était malade et très faible. Après avoir sauté, aussi longtemps que nous pûmes l'observer, nous le vîmes étendu immobile par terre. Plus tard, aucune nouvelle de lui ne nous parvint : il faut donc croire qu'il s'est tué net. Gutkowski et Asz périrent dans le ghetto où ils étaient rentrés après leur évasion.

A présent c'était mon tour. Je n'hésitais pas, bien que je n'eus aucune confiance dans le succès de notre entreprise ; la nuit était très claire, on voyait presque aussi bien que de jour ; en m'apercevant par la fenêtre, le garde m'aurait tué immédiatement d'un coup de fusil ; mais je préférais être fusillé que gazé. Et à quoi pouvais-je m'attendre si mon évasion réussissait ? Je me souvenais de différents cas d'évasion de détenus politiques en Russie tzariste. Mais, à cette époque, ayant traversé la frontière ils étaient libres et pouvaient mener une vie digne d'un homme. Tandis que moi, j'étais condamné à vivre comme une bête traquée, entouré d'éléments hostiles. Les deux ans et demi qui suivirent ont montré que mes craintes étaient fondées. Ma vie « aryenne » fut même bien plus pénible que je ne l'imaginais.

Plusieurs personnes me soulevèrent jusqu'à l'ouverture, j'y passe les pieds, ils me poussent lentement dehors ; j'arrive enfin à saisir une saillie du toit ; alors j'avance tout seul plus loin, et me voici suspendu à l'extérieur du wagon. Voyant devant moi le

sol plat et sablonneux, je me lance en avant et je tombe le visage par terre ; mes oreilles bourdonnent. Quelque temps plus tard, je lève la tête. Le convoi a disparu. J'essaie de remuer les mains et les pieds, ils sont intacts. Je tâte mon visage et découvre des traces de sang et de sable sur mes mains. Je voulais enlever mes lunettes avant de sauter mais, au dernier moment, j'avais oublié de le faire. Elles s'étaient cassées et m'avaient fait des blessures au visage. Sans perdre de temps, je me lève et m'éloigne en toute hâte de la voie ferrée. Après une dizaine de minutes de marche, je me trouve près d'un étang. Je me lave la figure, je déchire mes papiers et les jette dans l'étang... Michel Mazor a cessé d'exister... C'est un homme sans nom qui continue le chemin. J'arrive dans un village (comme je l'ai appris plus tard, ce village s'appelait « Kobylka » et était situé à 3 kilomètres de la station Zielonka). Il est 4 heures du matin. J'avance par une rue déserte et tombe sur un paysan travaillant dans son verger. Je lui demande asile, il me le refuse grossièrement, mais me montre une maison à colonnes dans le voisinage. Le maître en est parti, il n'y a qu'une femme qui la garde. Le paysan me conseille de m'adresser à elle. Il ne me reste rien d'autre à faire que de suivre son conseil. La porte n'est pas fermée, j'entre dans le jardin et m'asseois sous un arbre. Il est environ 5 heures du matin. Une femme vient dans le jardin. Je lui parle ouvertement de ma situation. Elle me fait entrer dans une grange où je m'étends sur la paille. Elle m'apporte du café, des tomates et du pain. J'y suis resté jusqu'à 5 heures de l'après-midi. Elle ne pouvait pas me garder plus longtemps, car un autre gardien, un homme peu sûr, devait venir la relayer. Elle refusa l'argent que je lui offrais et me conduisit jusqu'à la route de Varsovie. Le nom de cette femme au cœur généreux est Sophie Migdalska. La maison qu'elle gardait appartenait au lieutenant Swiezawski. J'avais l'intention de passer la nuit dans la forêt et d'aller à Varsovie le matin, mais bientôt je rencontrai une voiture dont le propriétaire allait à Varsovie ; il consentit volontiers à m'amener avec lui. Une demi-heure avant le couvre-feu, je me trouvais au faubourg de Varsovie, Praga. La voiture n'allait pas

plus loin. Je ne pouvais, dans mon accoutrement, prendre le tramway sans attirer l'attention. Je me mis donc à marcher très vite, presque à courir, dans la direction du pont de la Vistule. Mais mon chemin était long, et il m'était impossible de le faire en une demi-heure. Par bonheur, je rencontrai un « rikcha » qui m'amena, pour 40 zloty, dans la rue Zuravia. A 10 heures du soir, j'étais assis à table chez mon vieil ami, l'avocat Wolosewicz. Le lendemain, il alla avertir ma femme qui habitait, à ce moment, une chambre sous-louée, sous le nom de « Mademoiselle Marie-Rosalie Mazurkiewicz ». Ne l'ayant pas trouvée chez elle, il lui laissa une lettre l'invitant à venir immédiatement chez lui. Quelque temps plus tard, j'aperçus par la fenêtre que ma femme s'approchait de la maison. Elle sonna, et ce fut moi, qu'elle croyait perdu, qui lui ouvris la porte... Trois semaines plus tard, je me transformai en ressortissant de la région de Wilno, Michel Maciejewski ; et la période la plus pénible de nos épreuves commença. Elle dura jusqu'au 17 janvier 1945. Mais cette période ne fait plus partie de mes souvenirs du ghetto. Je lui consacrerai peut-être un autre chapitre.

# XVII

## CONCLUSION

Plusieurs années ont passé depuis la « grande action » d'extermination du ghetto de Varsovie, une période assez longue dans la vie humaine, et surtout à notre époque saturée de grands événements : nous avons vu, durant cette période, la défaite de la brute nazie qui tente à nouveau de lever la tête ; nous avons été les témoins de la lutte héroïque des Juifs de Palestine et de la naissance de l'Etat d'Israël ; nous vivons dans un monde secoué par le pressentiment de nouveaux orages. Il semble donc que les événements qui se sont déroulés dans le ghetto — sa vie et son anéantissement — pouvaient quelque peu s'estomper dans notre mémoire.

Personne n'ignore la manière dont le temps, dans son cours continu, efface ce que l'âme humaine a ressenti ; plus l'événement s'éloigne dans le passé, plus sa vivacité pâlit ; et l'on voit les grandes douleurs et les grandes joies perdre peu à peu leur saturation émotionnelle et sombrer dans l'oubli. Ceci est précisément le phénomène du passage de l'actualité à l'histoire.

Si, de temps à autre, le subconscient laisse surgir dans la mémoire un événement lointain, son contenu émotionnel est tellement affaibli qu'il semble étranger et irréel même à celui qui l'a vécu.

Etant donné que telle est la loi de la vie, les réactions de la poignée de Juifs ayant vécu les années terribles en Pologne (et surtout à Varsovie, qui fut la ville la plus éprouvée du monde) s'inscrivent en faux contre cette loi. Pour eux, malgré le recul progressif des événements, ceux-ci continuent à vivre dans toute

leur tragique inéluctabilité, en conservant la force et la vivacité d'une éternelle actualité.

Les événements, dont nous étions les témoins et les victimes, étaient tellement insolites et incommensurables à l'échelle humaine que leur accomplissement équivaut à un arrêt dans l'histoire de l'humanité et, par ce fait même, reste imprimé dans notre âme avec la force d'une actualité permanente.

Jamais auparavant l'humanité n'avait vécu une telle époque où les forces brutales nées dans son sein l'avaient divisée en deux camps : bourreaux et victimes. Les bourreaux étaient les Allemands, les victimes — les Juifs en premier lieu, mais pas uniquement les Juifs. Souvenons-nous des prisonniers de guerre russes, de l'élite du peuple polonais, des partisans serbes et de tant d'autres.

Je n'ai pas l'intention de trancher ici la question de savoir si le peuple allemand dans son ensemble est responsable des atrocités hitlériens. Un fait reste pourtant hors de discussion : les actes de bestialité étaient accomplis par de trop larges couches de la population pour avoir été ignorés des autres et surtout de l'armée. Les Allemands les observaient dans un silence indifférent.

Après l'écroulement du III[e] Reich, ils essayèrent de justifier cette attitude indigne par la crainte de l'impitoyable cruauté du régime nazi à l'intérieur du pays, qui forçait tout le monde à se taire. La moindre opposition suscitait, prétendaient-ils, des représailles si sévères que seuls les héros prêts à de vains sacrifices pouvaient se décider à protester. Mais ni l'héroïsme ni le martyre volontaire ne peuvent être exigés des masses.

Pourtant, bien que la terreur sévissait incontestablement en Allemagne, c'est une erreur d'affirmer que l'opinion publique y était absolument impuissante. Nous savons, par exemple, que sous la pression du mécontentement général, le régime fut obligé de céder à l'opinion publique en ce qui concerne l'euthanasie. Dans la conception adoptée par tout le monde, ce terme signifie l'homicide par compassion d'une personne atteinte d'une maladie incu-



**XIV. — Les ruines du ghetto.**



XV. — Ghetto de Varsovie. — Le général Stroop et son entourage.

rable, accompagnée d'atroces souffrances ; son seul motif est d'abréger ces souffrances inutiles.

Mais, chez les hitlériens, l'euthanasie signifiait tout autre chose : l'extermination massive de sujets souffrant de maladies mentales, ayant une faible constitution et, en général, de « bouches inutiles ».

L'euthanasie fut introduite en Allemagne au moment de la déclaration de la guerre. Son application se produisait dans le plus profond secret, mais les échos en pénétrèrent dans les masses et suscitèrent les protestations de la population, de l'Eglise, de certains membres du parti nazi et parfois même la résistance active de la part des malades. Finalement, bien que l'euthanasie fût un point essentiel de l'eugénique hitlérienne, le régime dut y renoncer sous la pression de l'opinion publique. Après avoir exterminé de cette manière 70.273 personnes, Hitler arrêta, le 1er août 1941, l'application de l'euthanasie à l'égard des Allemands (1).

Plus significatives encore sont les réactions qui se sont fait jour en Allemagne après la guerre, lorsque la possibilité de se justifier par l'impuissance contre la terreur hitlérienne avait disparu. Dans sa majorité écrasante, le peuple allemand a gardé, même après la chute du régime hitlérien, une attitude indifférente à l'égard de tous ses crimes.

Il ne s'agit ici ni de personnes isolées ni de groupes qui se trouvaient, à l'époque du IIIe Reich, dans l'orbite de l'hitlérisme : ces gens-là n'ont rien appris et ne regrettent rien. A mesure que le régime d'occupation se relâchait, ils commencèrent à former des groupements organisés qui non seulement glorifiaient le nazisme, mais se livraient à de nouveaux excès antisémites sans s'arrêter devant la profanation barbare de cimetières juifs.

Il ne s'agit pas non plus du fait que la dénazification a été exécutée par les tribunaux allemands d'une manière plus que superficielle et que la plupart des procès se terminaient par des

(1) Voir L. Poliakov : *Bréviaire de la Haine,* pp. 208-213. Ed. Calman-Lévy, Paris 1951.

jugements d'une indulgence inadmissible ; il est possible que l'appareil judiciaire n'était pas en mesure de dominer un phénomène social d'aussi grande portée.

Ce qui est beaucoup plus significatif, c'est la réaction des grandes masses, l'attitude de la population dans son ensemble. On aurait pu supposer qu'après l'effondrement du joug hitlérien, le pays ressentirait une indignation élémentaire contre ceux qui, par leurs actes, ont déshonoré à jamais le nom même d'Allemand, que, dans un élan spontané, le peuple rejetterait tous ces hommes de la communauté nationale. Rien de tel ne s'est produit. Au contraire, les nazis se sentent de plus en plus à leur aise en Allemagne.

Face à ces phénomènes, il est naturel que l'esprit humain demeure en arrêt et s'interroge : quelle est l'explication de toute cette bestialité sans précédent ?

Mais plus on y réfléchit, plus le phénomène apparaît inconcevable. En effet, les tentatives de déduire les origines de l'hitlérisme de l'essence de la culture allemande ne sont pas convaincantes jusqu'au bout. Si on peut en trouver certains traits dans l'antisémitisme farouche de Luther, dans la déification de l'Etat prussien par Hegel, dans le nationalisme ardent de Fichte et dans la « Blonde Bestie » de Nietzsche, c'est d'autre part l'âme allemande qui donna naissance à la mystique de Jacob Boehme, à l'universalisme de Leibnitz et Goethe, à la sagesse de Kant, à la morale de compassion de Schopenhauer, à l'humanisme éclairé de Thomas Mann...

D'autre part, il est absolument faux de considérer l'hitlérisme comme un résultat plus ou moins naturel de la situation, dans laquelle se trouvait l'Allemagne après la première guerre mondiale. Ni cette situation (ni aucune situation d'aucun autre pays) ne saurait expliquer cet horrible miracle à rebours que fut le nazisme hitlérien.

Il est vrai que l'Allemagne ressentait un profond malaise après la défaite, que son existence était rongée par l'inflation et le chômage, mais cela peut-il expliquer l'extermination planifiée de millions d'êtres humains sans défense dans les fours crématoi-

res ? Ou est-ce un motif pour que les femmes allemandes couchent sur des coussins faits de cheveux des femmes juives massacrées ?

Ces deux séries d'événements sont absolument incommensurables, il est impossible d'établir une relation quelconque entre elles. Aucune raison psychologique, historique ou sociologique n'est capable de fournir une explication. Toute interprétation causale ou finale fait défaut. Ainsi, n'est-il pas préférable de renoncer à l'explication de ce phénomène ? Toute explication, d'ailleurs, contiendrait un élément de rationalisation et, par cela même, une certaine justification de ces événements inimaginables ; elle les inclurait dans le cours de l'histoire de l'humanité, alors que cette férocité, l'explosion de ces forces infernales, doivent rester en dehors des annales de tous les peuples du monde...

Dans le camp des victimes, les Juifs étaient les premiers ; ils avaient perdu 6 millions des leurs. Nous nous sommes tellement habitués à ces quelques mots, nous les répétons si souvent que nous avons cessé de nous rendre compte de ce qu'ils représentent. Mais en y réfléchissant un instant, on réalise ce fait monstrueux : six millions de martyrs ! Leurs cadavres alignés pourraient former un cercle autour du globe terrestre.

La plupart d'entre eux étaient obligés d'aller docilement au devant de leur mort, et il n'est qu'un petit nombre qui aient pu périr dans une lutte héroïque et d'avance perdue.

La vie juive a pratiquement cessé dans de nombreux pays ; la plus grande communauté juive d'Europe, celle de Varsovie, a disparu complètement.

Des centaines de milliers d'êtres humains furent enfermés en octobre 1940 dans le Ghetto de Varsovie et coupés ensuite hermétiquement de toute communication avec le monde extérieur. Dans cette communauté d'une forme sans précédent dans l'histoire, la faim et le typhus exanthématique sévirent dès le début et sans interruption, emportant dans des tombes anonymes des milliers de gens. Toute la vie du ghetto n'était rien d'autre qu'une agonie permanente. En juillet 1942, les Allemands commencèrent l'extermination systématique et massive des habitants du ghetto : cette

action prit fin avec la destruction totale du ghetto, en mai 1943. Le 16 mai 1943, le chef de la SS et de la Police de la région de Varsovie, Jurgen Stroop, put annoncer triomphalement : « Il n'y a plus de quartier juif à Varsovie. »

Tous les habitants du ghetto de Varsovie étaient unis par le même sort. Ils vivaient sur un navire qui était sur le point de sombrer ; dans leur monde clos, les jours qui se suivaient étaient aussi incertains les uns que les autres. Et on voudrait se poser la question : qu'est-ce qui a prévalu, au ghetto — les mœurs chevaleresques en usage sur un navire naufragé ou les instincts bestiaux qui étouffent le sentiment humain de solidarité ?

Je n'ai pas essayé de voiler les aspects sombres du ghetto ; en plus de ce qui a déjà été exposé, il y existait un « office pour la lutte contre la spéculation », appuyé jusqu'à un certain moment par les Allemands et, d'après son adresse : 13, rue Leszno, dénommé « Les 13 ». C'était une organisation de gangsters et maîtres-chanteurs qui s'oppposait même au « Judenrat ». Les colonnes sanitaires se transformèrent également en un instrument de terreur qui, pour un pot de vin, dispensaient de la désinfection les appartements sales des riches, mais mettaient un tel acharnement à désinfecter les maisons des pauvres que leurs misérables biens étaient souvent détruits.

Mais la corruption et la démoralisation n'ont jamais pénétré profondément dans les masses populaires. Celles-ci ont fait preuve d'une grande ténacité et de beaucoup de fermeté devant les horribles souffrances auxquelles elles étaient exposées. De plus, elles ont créé des institutions étonnantes et très spécifiques de sauvetage public. Dans des conditions extrêmement difficiles — les autorités du ghetto demeurant indifférentes et parfois hostiles — un grand mouvement national se forma, basé exclusivement sur le travail gratuit de volontaires. Ce mouvement embrasssait tout le ghetto, avec des cellules dans tous les immeubles (Comités d'Immeubles) orientées par la Direction du Secteur Public de l'Entraide et par la Commission Centrale des Comités d'Immeubles. Au sein du ghetto prirent naissance et mûrirent les forces populaires qui

opposèrent une résistance héroïque aux Allemands dans les jours inoubliables d'avril et mai 1943.

Aucune manifestation de la vie du ghetto n'avait uniquement un aspect sombre : si les policiers juifs, ayant reçu un jour l'ordre de livrer à l'Umschlagplatz cinq victimes chacun, l'exécutaient, pour sauver leur tête, avec un zèle qui ne ménageait même pas leurs propres parents — d'autre part, il existait des cas, non moins nombreux, où les gens essayaient de prendre dans les rangs des déportés la place de leurs proches et, lorsque c'était impossible, s'alignaient avec eux : les enfants à côté de leurs parents, les maris à côté de leurs femmes... Les souffrances purifient les uns et avilissent les autres... Il en a toujours été ainsi.

Mais il ne faut pas oublier que jamais, dans aucune société humaine, l'individu n'a été soumis à de telles épreuves que dans le ghetto. Chacun était placé devant le dilemme : ou bien trouver un morceau de pain par tous les moyens (et les moyens honnêtes étaient rares), ou bien mourir de faim... Les cas de conscience qui se posaient aux habitants du ghetto étaient nombreux, pénibles et impossibles à résoudre.

C'est pourquoi, tout en nous inclinant devant les martyrs et les héros du ghetto, laissons à certains de ses fauteurs la chance de plaider les circonstances atténuantes devant le jugement de l'histoire.

FIN.

# INDEX DES NOMS


AUERSWALD .. .. .. .. .. .. .. .. 49
ASZ Natan .. .. .. .. .. .. .. .. 165, 167, 168

BERENSON Léon .. .. .. .. .. .. 94, 95
BERMAN Adolf .. .. .. .. .. .. 52
BLAIMAN .. .. .. .. .. .. .. .. 41
BLOCH Eliezer .. .. .. .. .. .. 68, 106
BLOCH Dr. .. .. .. .. .. .. .. .. 112
BRAUN .. .. .. .. .. .. .. .. .. 67
BOUCHWEITZ Rafael .. .. .. .. 59, 60
BOUCHWEITZ Gabriela .. .. .. 60

CAMUS Albert .. .. .. .. .. .. .. 50
CHOLEWA .. .. .. .. .. .. .. .. 67
CZERNIAKOW Adam .. .. .. .. 35, 36, 38, 78. 137
CZERNIAKOW Mme .. .. .. .. 119

DYWAN Zanwel .. .. .. .. .. .. 97, 98

ECK N. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 68

FRANK .. .. .. .. .. .. .. .. .. 42, 62
FRENKEL .. .. .. .. .. .. .. .. 96, 97
FRIDMAN Zisze .. .. .. .. .. .. 64, 77

GANS .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 151, 157, 163
GITERMAN Isaac .. .. .. .. .. 62, 63, 75, 78, 104, 167
GITLER Josef .. .. .. .. .. .. .. 52
GLOBOCNIK .. .. .. .. .. .. .. 138
GOEBBELS .. .. .. .. .. .. .. .. 42
GOERING .. .. .. .. .. .. .. .. 42
GOLDHEIMER .. .. .. .. .. .. 97
GRINBAUM Isaac .. .. .. .. .. 65
GUTKOWSKI .. .. .. .. .. .. .. 165, 167
GUZIK .. .. .. .. .. .. .. .. .. 75

HEIDEGGER Martin .. .. .. .. 28
HELLER & KOHN .. .. .. .. .. 54, 117, 146
HEPNER Abram .. .. .. .. .. .. 50, 51, 52
HIMMLER .. .. .. .. .. .. .. .. 138
HITLER .. .. .. .. .. .. .. .. .. 37, 131, 173

JASZUNSKI .. .. .. .. .. .. .. .. 59

KAGAN Eliasz .. .. .. .. .. .. .. 40, 41, 66
KAGANOWICZ Moïse .. .. .. .. .. 65, 66
KIRSZENBAUM Menachem .. .. 77, 105, 106, 142
KIRSCHENBERG .. .. .. .. .. .. 97
KLEINERMAN Ing. .. .. .. .. .. .. 147, 148
KOHN & HELLER .. .. .. .. .. .. 54, 117, 146
KRAKOWSKI Josef .. .. .. .. .. .. 90
KRUL Michal .. .. .. .. .. .. .. .. 82

LANDAU Alexandre .. .. .. .. .. .. 58, 59, 66, 105, 142, 151, 157, 164
LANDAU Josef .. .. .. .. .. .. .. .. 151
LANDAU Frères .. .. .. .. .. .. .. 133, 149, 151, 153, 164
LEBENHAFT .. .. .. .. .. .. .. .. 65
LECOMTE DU NOUY .. .. .. .. .. 132, 133
LICHTENBAUM Roman .. .. .. .. 137
LINDER Menachem .. .. .. .. .. .. 40

MAZOR Rose .. .. .. .. .. .. .. .. 24, 143, 144, 151, 154-160, 170
MAZUR Salomon .. .. .. .. .. .. .. 77
MINSKA Olga .. .. .. .. .. .. .. .. 24
MIGDALSKA Sophie .. .. .. .. .. 169
MIRABEL, avocat .. .. .. .. .. .. 165, 168

NEUSTADT .. .. .. .. .. .. .. .. 51
NOTES Isaac .. .. .. .. .. .. .. .. 93

ORZECH Maurice .. .. .. .. .. .. 77, 79, 81

PECHNIK-RAIFELD Czeslawa .. 95, 96
PERELROT, Ing. .. .. .. .. .. .. .. 156, 161, 162
PERELROT Lucy .. .. .. .. .. .. .. 151, 158, 159
POLUS Sara .. .. .. .. .. .. .. .. 100
PRZEDECZ Meir .. .. .. .. .. .. .. 68

QUISLING .. .. .. .. .. .. .. .. .. 41, 42

RABINOWICZ Izaia .. .. .. .. .. .. 76, 77
RAIFELD-PECHNIK Czeslawa .. 95, 96
RINGELBLUM Emmanuel .. .. .. .. 19, 68, 70, 76, 90, 99, 100, 102, 128, 141
ROSENSTADT Boleslaw .. .. .. .. 56
ROTTENBERG Henri .. .. .. .. .. 50
ROUSSET David .. .. .. .. .. .. .. 29

SAGAN Szachne .. .. .. .. .. .. .. 77, 128, 142
SAK .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 77
SEGAL .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 168
STAROBINSKI .. .. .. .. .. .. .. 68
STROOP Jürgen .. .. .. .. .. .. .. 176

SUKIENNIK .. .. .. .. .. .. .. .. 66
SWIEZAWSKI .. .. .. .. .. .. .. .. 169
SYRKIN-BINSZTAJN Sophie.. .. 35
SZEPS .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 38
SZERESZEWSZI Stanislaw .. .. 62, 63
SZMERLING .. .. .. .. .. .. .. .. 165
SZPINDLER .. .. .. .. .. .. .. .. 65, 66
SZWARCBERG .. .. .. .. .. .. .. 97
SZULMAN, avocat .. .. .. .. .. .. 105
SZULZ, restaurant .. .. .. .. .. .. 122

TSALEL .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 25

WARM Mieczyslaw .. .. .. .. .. .. 142
WERFEL Franz .. .. .. .. .. .. .. 131
WIELIKOWSKI Gustaw .. .. .. .. 63, 64, 97, 129, 141, 142
WOLOSEWICZ Zygmunt .. .. .. .. 156, 160, 170

ZABLUDOWSKI, ing. .. .. .. .. .. 52
ZWEIG Stefan .. .. .. .. .. .. .. 21

# TABLE DES PLANCHES


I. **Les ruines du ghetto.**

II. **Les murs du ghetto**

III. **Ordre aux Juifs de livrer les fourrures**

IV. **Mort d'inanition dans une rue du ghetto**

V. **Avis d'exécution de huit Juifs pour être sortis du ghetto**

VI. **Pont au-dessus d'une rue « aryenne »**

VII. **Le tramway du ghetto**

VIII. **Rafles lors de la « Grande Action »**

IX. **Les Juifs massés sur l' « Umschlagplatz » avant la déportation**

X. **Rafles lors de la « Grande Action »**

XI. **« Umschlagplatz » (Place des déportations)**

XII. **Porte du cimetière juif**

XIII. **Convoi de déportation**

XIV. **Les ruines du ghetto**

XV. **Le général Stroop et son entourage**

# TABLE DES MATIERES


Avant-propos de Isaac Schneersohn .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 7

Préface de Marius Moutet .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 11

Avertissement de l'auteur .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 15

I. Introduction. Généralités sur le ghetto .. .. .. .. .. .. .. .. 17

II. L'attitude des Juifs envers les persécutions et les persécuteurs. 27

III. Les « Judenräte » en général et celui de Varsovie en particulier. 37

IV. Structure sociale du ghetto .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 47

V. Caractéristique des institutions sociales du ghetto .. .. .. .. 61

VI. Naissance et développement des Comités d'Immeubles .. .. 69

VII. Les partis politiques et le mouvement social indépendant dans le ghetto ; l'attitude du « Judenrat » à leur égard.. .. .. .. 75

VIII. Création du ghetto .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 83

IX. Travail social dans le ghetto. Portraits de travailleurs sociaux. 89

X. Activité des Comités d'Immeubles et de leur Commission Centrale .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 99

XI. « Guide touristique » du ghetto .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 111

XII. Prévision apocalyptique .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 121

XIII. « La Grande Action » : son début en juillet 1942 .. .. .. .. 125

XIV. « La Grande Action » : son développement. Le rôle de la police juive .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 137

XV. La vie d'un atelier juif lors de la « Grande Action » ; l'évasion de la femme de l'auteur .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 151

XVI. Derniers jours dans le ghetto : déportation et évasion de l'auteur .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 161

XVII. Conclusion .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 171

Index des noms .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 179

Table des planches .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 183

## CENTRE DE DOCUMENTATION JUIVE CONTEMPORAINE

# *LISTE DES PUBLICATIONS*

(dans l'ordre de parution)

1 **Examen succinct de la situation juridique actuelle des Juifs** (mars 1945). Rapport présenté par **Raymond Sarraute,** avocat à la Cour de Paris, et **Jacques Rabinovitch,** docteur en droit, avec préface de **M. Dumesnil de Gramont,** rapporteur de la Commission de Législation à l'Assemblée Consultative d'Alger.

2 **Les Juifs sous l'Occupation.** Recueil de textes français et allemands (1940-1944), avec introduction de **R. Sarraute** et **P. Tager,** avocats à la Cour de Paris.

3 **La condition des Juifs en France sous l'Occupation allemande (1940-1944). La législation raciale,** par **Me J. Lubetzki,** avocat à la Cour de Paris, avec préface de **Justin Godart,** ancien ministre.

4 **La presse, la propagande et l'opinion publique sous l'Occupation,** par **J. Polonsky.**

5 **La bataille du Ghetto de Varsovie vue et racontée par les Allemands,** avec préface de **David Knout.**

6 **La condition des Juifs en France sous l'occupation italienne,** par **L. Poliakov,** avec préface de **Justin Godart,** ancien ministre.

7 **Contribution à l'histoire des camps d'internement dans l'anti-France,** par le Dr **Joseph Weill.**

8 **De Drancy à Auschwitz,** par **Georges Wellers.**

9 **L'activité des organisations juives en France sous l'Occupation.**

10 **Contribution à l'histoire de la résistance juive en France (1940-1944),** par **David Knout,** avec préface de **Louis Saillant,** président du Conseil National de la Résistance.

11 **Juifs au combat.** Témoignages sur l'activité d'un mouvement de Résistance, par **Jacques Lazarus** (capitaine Jacquel), chef du groupe parisien de l'Organisation Juive de Combat, avec préface de **Henri Hertz.**

12 **Le pillage par les Allemands des œuvres d'art et des bibliothèques appartenant à des Juifs en France.** Recueil de documents publié sous la direction de **Jean Cassou,** conservateur en chef du Musée d'Art Moderne.

**EDITIONS DU CENTRE, 10, rue Marbeuf, PARIS-VIIIe**

# CENTRE DE DOCUMENTATION JUIVE CONTEMPORAINE

13 **La persécution des Juifs en France et dans les autres pays de l'Ouest,** présentée par la France à Nuremberg. Recueil de documents publié sous la direction de **Henri Monneray,** substitut au Tribunal Militaire International. Préface de **René Cassin,** vice-président du Conseil d'Etat. Introduction de **Edgar Faure,** procureur général adjoint au Tribunal Militaire International.

14 **L'étoile jaune,** par **L. Poliakov,** avec préface de **Justin Godart,** ancien ministre.

15 **Le pître ne rit pas,** par **David Rousset.** (Conjointement avec les Editions du Pavois).

16 **Les Juifs en Europe (1939-1945).** (Rapports présentés à la première Conférence Européenne des Commissions Historiques et des Centres de Documentation Juifs).

17 **La persécution des Juifs dans les pays de l'Est** (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Roumanie, U.R.S.S.) présentée à Nuremberg. Recueil de documents, publié sous la direction de **Henri Monneray,** substitut au Tribunal Militaire International. Préface du Général **Telford Taylor,** président du Tribunal Américain des Crimes de Guerre. Introduction de **René Cassin,** vice-président du Conseil d'Etat.

18 **L'Allemagne et le génocide** (Plans et réalisations nazis), par **J. Billig.** Préface de **François de Menthon,** ancien ministre, procureur général de la France près le Tribunal Militaire International.

19 **Les Juifs d'Algérie (du Décret Crémieux à la Libération),** par **M. Ansky.**

20 **Discours prononcé par M. Pierre-Bloch,** ancien ministre, au Centre de Documentation Juive Contemporaine le 22 octobre 1951.

21 **Bréviaire de la haine (le III^e^ Reich et les Juifs),** par **L. Poliakov.** Préface de **François Mauriac,** de l'Académie Française. (Conjointement avec les Editions Calmann-Lévy.)

22 **Les Juifs de Tunisie sous Vichy et l'Occupation,** par **J. Sabille.** Préface de **Daniel Mayer,** député de Paris.

23 **« La Cité engloutie »,** par **M. Mazor.** Souvenirs et réflexions d'un survivant du Ghetto de Varsovie. Préface de **Marius Moutet,** sénateur, ancien ministre.

**EN PREPARATION :**

● **Le Commissariat Général aux questions juives,** par **J. Billig.** Structure et activité d'un organisme essentiel du régime de Vichy.

**EDITIONS DU CENTRE, 10, rue Marbeuf, PARIS-VIII^e^**